DOCTRINE

TACTIQUE

Revue d'information et de réflexion

N°25 2012



Les fondamentaux

de la manœuvre interarmes



SOMMAIRE



La publication «*Doctrine Tactique*» est une revue d'information et de réflexion. Elle vise à présenter, sur un thème choisi, et à partir de témoignages individuels, la façon dont la doctrine de niveau tactique est appréhendée ou appliquée au sein de l'armée de Terre. Elle n'est pas un document réglementaire de doctrine.

Les articles publiés dans les rubriques «Témoignages» et «Tribune Libre» n'engagent que leurs auteurs.

La formation, l'entraînement, la préparation opérationnelle, l'engagement sur les théâtres d'opérations, en représentent les principaux domaines d'intérêt. Des aspects internationaux sont également abordés.

La Rédaction

ÉDITORIAL

PRÉAMBULE

DOCTRINE

TÉMOIGNAGES

TRIBUNE LIBRE

HISTOIRE



DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Colonel (R) Georges Michel - **RÉDACTRICE EN CHEF :** Capitaine Gwenaëlle Denonin ☎ : 01 44 42 35 91 - PNIA : 821.753.35.91 **MAQUETTE :** Christine Villey ☎ : 01 44 42 59 86 - PNIA : 821.753.59.86 - **SCHÉMAS :** Nanci Fauquet - **TRADUCTIONS :** CDEF - **COUVERTURES :** © Armée de Terre - **DIFFUSION & RELATIONS AVEC LES ABONNÉS :** Major Claudine Vacquier ☎ : 01 44 42 43 18 - PNIA : 821.753.43.18 - **IMPRESSION :** Imprimerie BIALEC 95 boulevard d'Austrasie - BP 10423 - 54001 Nancy cedex - **DIFFUSION :** établissement de diffusion, d'impression et d'archives du commissariat de l'armée de Terre de Saint-Etienne - **TIRAGE :** 2 500 exemplaires - **DÉPÔT LÉGAL :** à parution - **ISSN : 2110-7386** - Tous droits de reproduction réservés - **REVUE TRIMESTRIELLE :** *Conformément à la loi «informatique et libertés» n° 78-17 du 6 janvier 1978, le fichier des abonnés à* ***DOCTRINE TACTIQUE*** *a fait l'objet d'une déclaration auprès de la CNIL, enregistrée sous le n° 732939. Le droit d'accès et de rectification s'effectue auprès du CDEF. Centre de Doctrine d'Emploi des Forces 1, place Joffre - Case 53 75700 PARIS SP 07* - **WEB :** www.cdef.terre.defense.gouv.fr - **MEL :** pub-dad.cdef@terre net.defense.gouv.fr



Retrouver le goût de la manœuvre





DR

Le centre de doctrine d'emploi des forces (CDEF) poursuit le renforcement du corpus doctrinal de l'armée de Terre. Cette démarche, qui s'inscrit dans la continuité de la dynamique interarmées, répond à la nécessité d'une vision cohérente de l'engagement terrestre. Loin d'enfermer la pensée tactique dans un carcan, elle offre à la réflexion des bases communes et solides mais suffisamment simples pour permettre au chef tactique la libre adaptation de ces principes à son appréciation de situation dans sa zone d'action. C'est à nouveau l'ambition du nouvel opuscule des Forces Terrestres (FT 04) diffusé en fin d'année dernière.

Ce document met tout d'abord en exergue un aspect du combat, fondamental à mes yeux, la manœuvre. Peut-être est-ce le tropisme de l'officier de reconnaissance que j'ai été dans une prime jeunesse, mais je pense que cette combinaison du mouvement, du feu ou d'autres effets qui doit permettre de prendre ou de reprendre l'ascendant sur l'adversaire, a conservé toute sa pertinence et son acuité dans les combats d'aujourd'hui et ceux de demain.
Plus que jamais, dans une période où l'engagement opérationnel dans la durée peut s'avérer contreproductif par rapport aux finalités militaires ou politiques, la conservation de l'initiative apparaît comme un des facteurs clefs du succès. Il importe donc de pouvoir, en permanence déstabiliser l'adversaire, de savoir lui imposer notre rythme et enfin de rendre notre action, de son point de vue, la moins lisible possible, en un mot : le surprendre.

Néanmoins, la référence aux fondamentaux rappelle clairement que la manœuvre est une science à maîtriser avant de pouvoir laisser s'exprimer l'art du grand capitaine. L'engagement terrestre ne peut donc se limiter à la répétition de schémas tactiques sinon à risquer l'échec cuisant par manque d'intelligence de situation. Ainsi, le chef sera, paradoxalement, d'autant plus libre de s'affranchir des concepts qu'il en maîtrisera parfaitement les contenus.

Manœuvrer, c'est également, quelle que soit la nature du terrain, savoir utiliser les atouts des différentes composantes de l'armée de Terre, avec pour seul objectif la réussite de la mission. Notre armée de Terre dispose, en effet, d'un éventail très large de capacités. Sa force ne peut donc reposer que sur l'utilisation optimale, par le chef tactique ou opératif, de la complémentarité de ces différentes fonctions opérationnelles selon un juste équilibre, une alchimie subtile qui lui appartiendra de déterminer.

Très bel exemple de combinaison des feux, de vitesse, de mouvement et de réactivité, les combats d'Abidjan en mars 2011 ont ainsi montré que même sur un terrain *a priori* défavorable, la manœuvre de moyens complémentaires, avec pour conséquence la déstabilisation de l'adversaire, était possible. L'engagement combiné de nos moyens en Afghanistan donne aussi un bel exemple d'adaptation de nos concepts d'emploi.

Cette optimisation nécessite cependant que le développement d'une véritable culture interarmes soit initié dès la formation initiale de nos jeunes cadres, officiers et sous-officiers, et irrigue constamment leur préparation opérationnelle, même si nombre d'entre eux ont déjà connu la réalité de l'engagement interarmes dans les opérations extérieures.
Car pour pouvoir utiliser correctement, il faut avant tout connaître, où à défaut, savoir écouter, débarrassé de ses préjugés et parfois de certains réflexes mono culturels ...

Général d'armée Bertrand RACT-MADOUX,
Chef d'état-major de l'armée de Terre

Les documents d'emploi des forces terrestres : un corpus cohérent



Général de division Olivier TRAMOND,
commandant le Centre de doctrine d'emploi des forces

Le corpus doctrinal «Terre» est hiérarchisé selon une structure pyramidale. Il constitue un référentiel figurant dans une base documentaire restructurée[1].

Au sommet, des «documents fondateurs» constituent la référence en matière d'emploi des forces. Quatre d'entre eux ont déjà été publiés – les FT[2] 01, 02, 04 et 05 – et le cinquième (FT 03) est en préparation. Cette série constitue un ensemble cohérent, qui couvre tous les domaines de l'action des forces terrestres.

Au milieu se trouve le cœur du corpus doctrinal de l'armée de Terre, constitué des documents transverses «interarmes», réalisés sous la responsabilité du CDEF et déclinant les grands thèmes doctrinaux. Rédigés en cohérence avec les documents interarmées (CIA-01 et DIA-01 du CICDE, notamment)[3], ces documents sont classés en neuf catégories.

Enfin, à la base et découlant de ces documents interarmes, se situe la documentation opérationnelle rédigée par les écoles d'Armes. Elle correspond aux grandes fonctions opérationnelles.

DOCUMENTS FONDATEURS

FT 01 | FT 02 | FT 03 | FT 04 | FT 05

DOCUMENTS INTERARMES (= CDEF)

1 CADRE D'EMPLOI DES FT | 2 EMPLOI DES UNITES | 3 OPERATIONS SPECIFIQUES | 4 MILIEUX | 5 MANŒUVRES ET PROCEDES | 6 METHODES D'EM ET OUTILS | 7 PROTERRE | 8 INTER OPERABILITE | 9 LOGISTIQUE

DOCUMENTS D'ARMES (= ECOLES (DEP))

INF | ABC | ALAT | ART | DSA | GEN | NRBC | GEO | CIMIC | COMOPS | OMI | CDT | RENS | MAT | TRN | SAN | ...

1 Lien vers la base documentaire : www.cdef.defense.gouv.fr/référentiel doctrinal.
2 FT pour "forces terrestres".
3 CIA-01 : **Concept d'emploi des forces** N° 004/DEF/CICDE/NP du 11 janvier 2010 et DIA-01 : **Doctrine d'emploi des forces** N° 127/DEF/CICDE/NP du 12 juillet 2012.

S'agissant des documents fondateurs de référence :

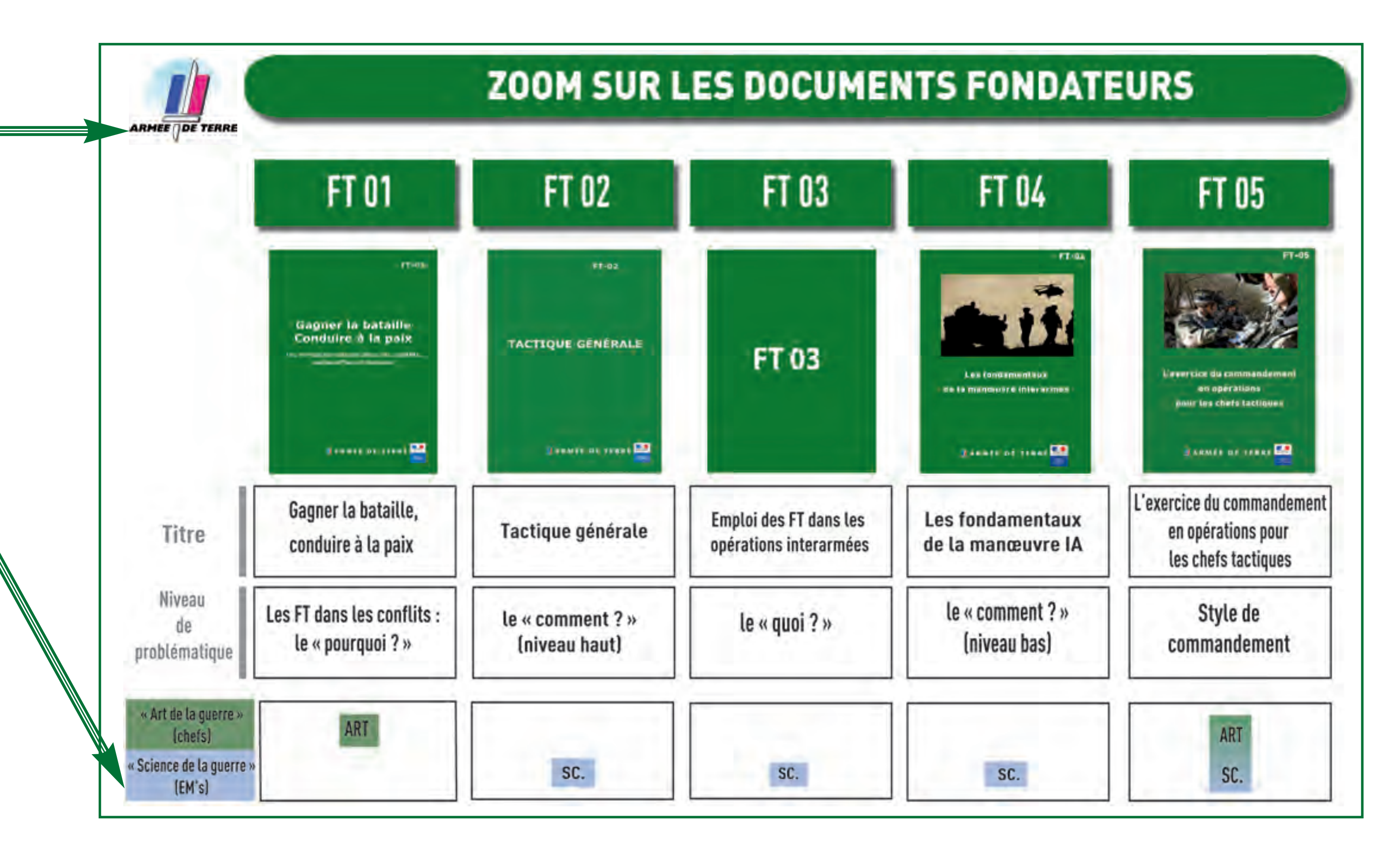
• **le FT 01,** introduit et présenté par le général d'Armée Bruno Cuche (CEMAT), a été publié en 2007. Il s'intitule **«Gagner la bataille, conduire à la paix».** Il est à la charnière du corpus doctrinal terrestre et des documents de référence interarmées. Il décrit le «pourquoi ?» de notre armée de Terre ;

• **le FT 02, «Tactique générale»** de 2008 est préfacé par le général de Corps d'Armée Antoine Lecerf (Commandant des Forces Terrestres). Il décrit le haut du spectre du «comment ?», en explicitant, exemples historiques à l'appui, les grands principes tactiques des forces terrestres ;

• **le FT 04,** de 2011, et objet de cette livraison de «Doctrine Tactique», précise **«les fondamentaux de la manœuvre interarmes».** Il décrit la mise en œuvre du «comment ?», en explicitant la manière dont doivent être combinées les fonctions opérationnelles. Celles-ci ont à cette occasion été redéfinies, afin de coller aux évolutions doctrinales «otaniennes» et interarmées ;

• **le FT 05,** de 2010, traite de **«l'exercice du commandement en opération».** Il s'inscrit en cohérence avec les réflexions de nos alliés américains et leur concept de «*Mission Command*», un des outils de la transformation que l'*Army* emploie pour relever les défis du futur. Il a pour but de réaliser l'équilibre entre des aspects humains «art de la guerre» et techniques de maitrise de l'information « science de la guerre ». Il redonne à l'homme le primat, la guerre étant d'abord une entreprise humaine ;

• enfin, **le FT 03,** à paraître, traitera de **«l'emploi des forces terrestres dans les opérations interarmées».** Il viendra clore cette série, en explicitant le «quoi ?», à savoir les spécificités (milieu, missions attribuées, aptitudes, etc.) d'engagement des forces terrestres.



	FT 01	FT 02	FT 03	FT 04	FT 05
Titre	Gagner la bataille, conduire à la paix	Tactique générale	Emploi des FT dans les opérations interarmées	Les fondamentaux de la manœuvre IA	L'exercice du commandement en opérations pour les chefs tactiques
Niveau de problématique	Les FT dans les conflits : le « pourquoi ? »	le « comment ? » (niveau haut)	le « quoi ? »	le « comment ? » (niveau bas)	Style de commandement
« Art de la guerre » (chefs) / « Science de la guerre » (EM's)	ART	SC.	SC.	SC.	ART SC.

L'armée de Terre dispose ainsi, d'un corpus doctrinal actualisé et cohérent. Ces documents sont volontairement conçus de taille réduite. Rédigés dans un style simple, appuyés sur des exemples historiques, ils ont vocation à être les références d'emploi incontournables pour tous nos cadres.

Trois d'entre eux sont déjà traduits en langue anglaise, à terme ils le seront tous les cinq. La pensée doctrinale française pèsera et influera davantage vers l'étranger avec des publications traduites en langue anglaise. A titre d'exemple, un récent manuel de **retour d'expérience du combat en montagne** US[4] fait référence à de nombreuses publications étrangères (Soviétiques en Afghanistan, Russes en Tchétchénie, Pakistanais, Argentins, Ouzbèks, etc.), mais ne fait aucune mention de l'expérience des troupes de montagnes françaises, dont le savoir-faire est pourtant appuyé sur un très solide palmarès opérationnel - de la seconde guerre mondiale, des massifs d'Afrique du Nord aux mandats afghans hiver de Kapisa, en passant par le Mont Igman contrôlant Sarajevo - tout simplement par défaut de publications en langue anglaise disponibles sur ces thématiques.

Ces documents sont également en cours de publication en version « civile » aux éditions Economica[5], permettant de surcroit de valoriser et propager la Doctrine tactique française dans le monde universitaire.

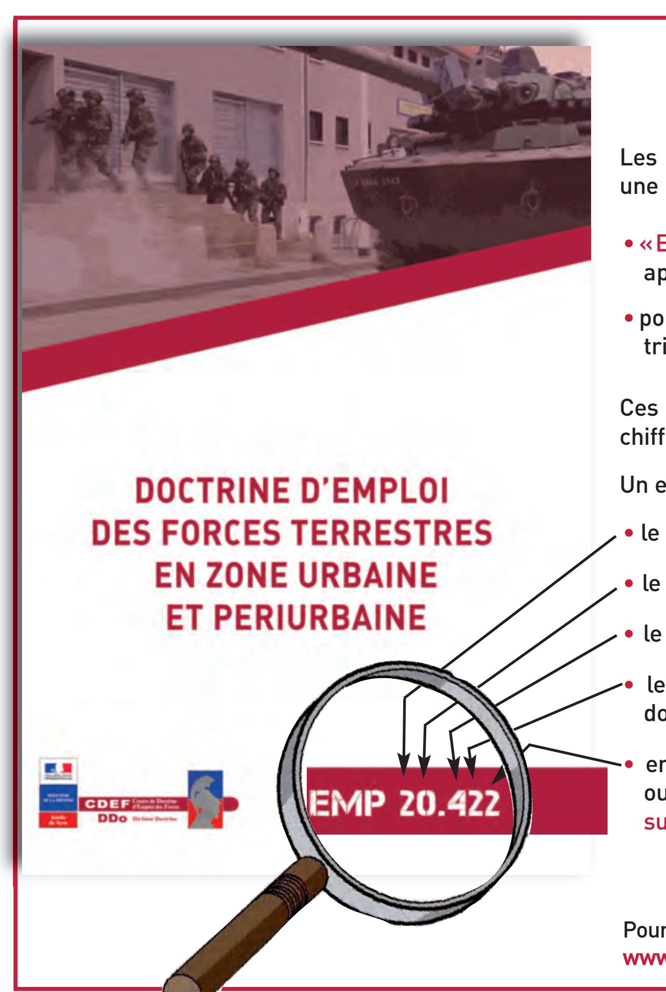
*

* *

La maîtrise des fondamentaux de la manœuvre, tout autant que la supériorité matérielle, conditionne le succès des opérations.

Vous constaterez à la lecture de ce nouveau numéro de « Doctrine Tactique » que la « manœuvre interarmes » est un sujet complexe et passionnant. Après les focus sur la doctrine « théorique » - interarmées, terrestre ou telle que pratiquée aux USA-, les témoignages et tribunes libres vous donneront des éclairages originaux sur le sujet. Enfin, quelques rappels historiques vous montreront que ce domaine est depuis longtemps en constante évolution.

Il est attribué au Maréchal Rommel le constat suivant : *« les Britanniques ont écrit une des meilleures doctrine du monde. Heureusement, leurs officiers ne la lisent pas »*. Plus récemment, en guise de « semie-boutade », le Commandant du TRADOC américain a posé en modèle la pratique israélienne qui consiste, pour les promotions supérieures des officiers de Tsahal, en un contrôle obligatoire de la connaissance de la Doctrine...



Classement des documents de doctrine : un exemple

Les documents doctrinaux de l'armée de Terre sont numérotés selon une règle bien précise. Ils commencent tous par trois lettres :

- « EMP » pour les documents interarmes pour « emploi » (l'ancienne appellation TTA n'a plus cours) ou « CDT » pour les PC.
- pour les documents relatifs à une seule fonction opérationnelle, le trigramme correspondant (ABC, INF, SIC, GEN, etc.).

Ces trois lettres sont suivies d'une série de deux chiffres puis trois chiffres, séparés par un point.

Un exemple, « la doctrine ZUB de l'armée de Terre » :

- le premier chiffre correspond au type de document (2 = doctrine),
- le deuxième correspond au niveau (4 = niveau GTIA),
- le troisième est relatif à la catégorie du sujet (4 = milieux),
- le quatrième au sous-domaine, selon une liste spécifique à chaque domaine (pour la catégorie « milieux », 2 = zone urbaine),
- enfin, le dernier est un numéro d'ordre dans le cas où plusieurs ouvrages traiteraient d'un même sujet (2 = 2e ouvrage relatif à ce sujet).

Pour en savoir plus, consultez le site intraterre :
www.cdef.defense.gouv.fr/référentiel doctrinal/nouvelle numérotation.

4 "*Mountain Warfare and Other Lofty Problem*", Foreign Military Suties Office, Fort Leavenworth, Kansas, 2011
5 Pour information, les droits d'auteurs issus de ces éditions sont versés à l'association « Terre Fraternité » pour nos blessés en opérations.

La doctrine interarmées d'emploi des forces : document fondateur du corpus doctrinal national

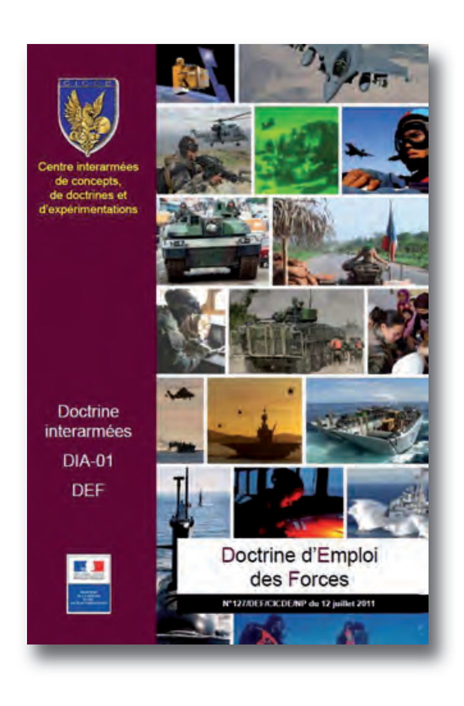


COLONEL PIERRE RAZAT/CICDE/ORA TERRE

La doctrine interarmées d'emploi des forces couvre tout l'ensemble du spectre des engagements des forces armées en s'attachant à fixer les missions majeures des armées, à partir d'un « triangle stratégique » qui définit des situations génériques d'engagement. Après avoir précisé quelles sont les fonctions clés, le document s'arrête sur le rôle des composantes d'armées, notamment celui de la composante terrestre. Celle-ci joue un rôle majeur, toute crise se nouant et se résolvant au sol, le plus souvent au sein des populations.

Joint doctrine for forces employment covers the whole spectrum of engagements of the armed forces, defining the main missions of the Services. It is based on a "strategic triangle" which determines generic engagement situations. After specifying the key functions, the document deals at length with the role of Service components and particularly the Army component. The Army plays a major part, since all crises arise and are resolved on the ground, most often among populations.

Dans la continuité du Concept d'emploi des forces (CIA-01, CEF), la **Doctrine d'emploi des forces** (DIA-01, DEF), « pierre de faîte » (*'Capstone'* dans le vocabulaire de l'OTAN) du corpus doctrinal interarmées français (CDIA-FRA) a été promulguée en juillet 2011. Ce document fondateur auquel doivent se référer les travaux de doctrine de milieu, formalise la stratégie opérationnelle des forces armées françaises pour les prochaines années. Elle explicite les principes fondamentaux qui doivent guider ces dernières dans la conception et la conduite de leur action sur l'ensemble du spectre des engagements opérationnels définis dans le CIA-01. Par ailleurs, elle forme le pendant national de la doctrine *capstone* interarmées alliée *AJP-01*[1], avec laquelle elle est parfaitement compatible.



Périmètre couvert par la DIA-01

La DIA-01 couvre l'ensemble du spectre des engagements décrits dans le concept d'emploi des forces, à l'exception des missions relatives à la dissuasion nucléaire qui font l'objet de textes particuliers. Elle s'attache principalement aux opérations de combat, ainsi qu'aux contributions militaires à l'action de l'État, qui peuvent impliquer l'usage de la force légitime, spécificité première des armées.

Elle constitue en quelque sorte le mode d'emploi de l'outil militaire actuel, sans pour autant imposer des solutions toutes faites qui ne répondraient qu'imparfaitement à la particularité de chaque situation opérationnelle. Ses dispositions sont impératives, mais requièrent du jugement pour être adaptées aux enjeux et contraintes de chaque engagement.

1 Pour les engagements dans le cadre de l'OTAN et pour tous les sujets qui n'appellent aucune approche nationale spécifique, il convient de se référer à l'AJP-01 que la France a ratifiée.

Finalités de l'emploi des forces armées

Les finalités de l'emploi des forces s'expriment à travers les **trois missions majeures** qui leur sont confiées par l'autorité politique à partir des objectifs fixés aux forces armées par le *Livre blanc* :

- Assurer la **protection** des concitoyens et des intérêts nationaux contre les menaces et les risques effectifs et immédiats qui pourraient porter atteinte à la vie de la Nation : c'est la **sauvegarde générale**.
- Faire face à une **aggravation brutale** de la situation internationale, c'est-à-dire à un **conflit majeur**.
- Contribuer à la **stabilité internationale** en agissant sur les foyers de crise et en prévenant leur embrasement.

Dans le cadre de ces trois missions majeures, la DIA-01 explique ***«comment»*** les forces armées doivent concevoir et conduire leur action sur l'ensemble du spectre des engagements opérationnels. Elle définit les modalités d'emploi des forces aux différents niveaux (stratégique, opératif et tactique) de conception et de conduite des engagements opérationnels.

Engagement des forces et cadre de leur action

La stratégie générale militaire impose ainsi aux forces armées de pouvoir conduire des engagements opérationnels sur le territoire national, comme à l'étranger, jusque dans la profondeur d'un dispositif adverse, et ce de façon permanente ou circon-stancielle. Ces engagements s'avèrent plus com-plexes, en particulier, du fait de la multiplicité et de l'imbrication de leurs cadres stratégique et d'emploi, du contexte et de leur environnement opérationnels, des champs d'affrontement, ainsi que de leurs dimensions temporelles.

Les missions des forces se traduisent par le maintien de **postures permanentes**, ainsi que par l'engagement des forces armées en **opérations** et dans d'autres **missions opérationnelles**, qui recouvrent de multiples **situations génériques** d'engagement (SG).

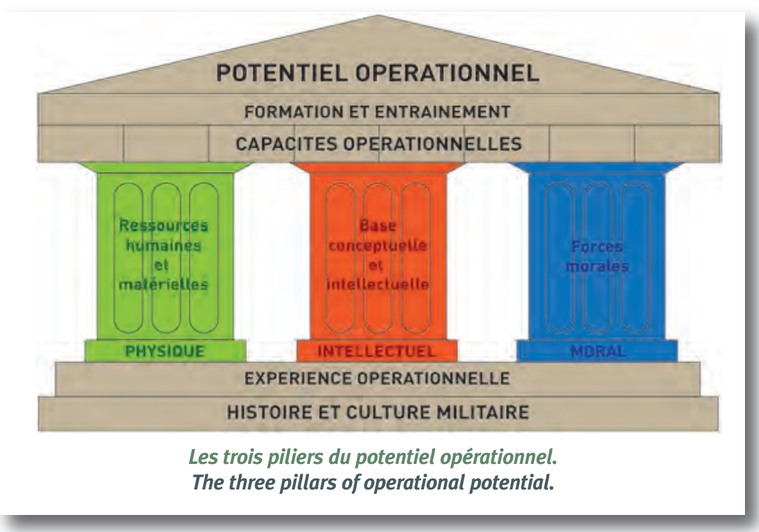
Triangle stratégique et situations génériques d'engagement.
Strategic triangle and generic commitment situations.

Ces situations d'engagement s'inscrivent dans les différentes missions des armées représentées par le *«triangle stratégique»*.

La combinaison des situations génériques détermine les situations opérationnelles de référence retenues par le CEMA pour fixer les hypothèses d'emploi des forces[2] et les contrats opérationnels. Ces derniers définissent le niveau possible d'engagement des forces ainsi que leurs délais d'intervention.

Potentiel opérationnel des forces

Pour remplir leurs missions, les forces disposent d'un **potentiel opérationnel** qui s'appuie sur trois piliers que sont les **ressources** humaines et matérielles, la **base conceptuelle et intellectuelle** de leur emploi, les **forces morales** de ceux qui les mettent en œuvre. Ce potentiel se décline en de multiples **capacités**. Alors que le potentiel opérationnel s'appuie sur l'histoire et la culture militaires, ainsi que sur l'expérience opérationnelle récente, la formation et l'entraînement en constituent le ciment permet la mise en cohérence de l'ensemble pour l'emploi immédiat des forces.



Les trois piliers du potentiel opérationnel.
The three pillars of operational potential.

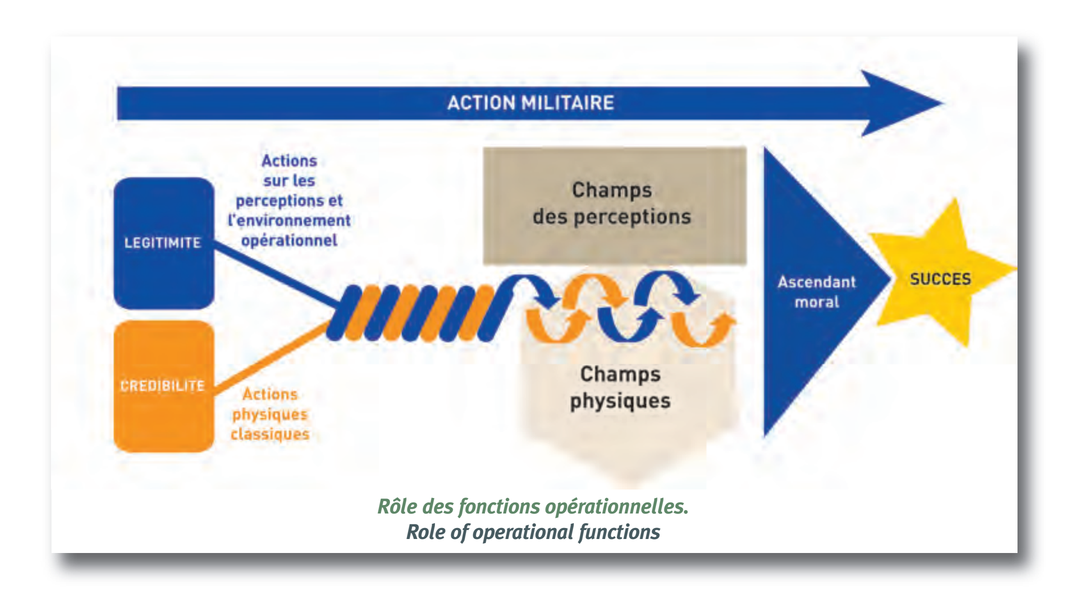
2 Hypothèse d'emploi des forces : familles d'engagements types des forces armées définissant les conditions générales et les cadres d'emploi de ces forces à partir d'un contexte géostratégique donné.

Principes d'emploi dans la préparation et la conduite de l'action militaire

L'action militaire est **complexe** et par essence **interarmées**. La DIA-01 décrit comment cette action militaire met en œuvre de façon dynamique le potentiel opérationnel des forces.

Fondée sur la **légitimité**, le maintien de la **cohérence des buts** et la **réversibilité**, elle s'appuie sur des **principes**, dont les modalités d'application sont adaptées à chaque situation **(Foch)**. En outre, l'action militaire s'inscrit presque toujours en synergie avec d'autres types d'actions, notamment dans le cadre de l'**approche globale** dans la gestion des crises extérieures.

L'action militaire recherche généralement la prise de l'**ascendant moral** sur un adversaire. Cet ascendant ne peut être atteint que par une combinaison complexe de deux types d'actions, des **actions militaires classiques** (essentiellement physiques) et des **actions sur les perceptions et l'environnement opérationnel** (souvent immatérielles). Ces types d'action ont tous les deux des effets, selon une dynamique qui repose sur des interactions multiples et, au moins pour certaines, difficilement prévisibles. La réussite repose par conséquent sur le juste dosage de ces types d'actions.



Rôle des fonctions opérationnelles.
Role of operational functions

Les fonctions- clefs des forces armées

Les **fonctions opérationnelles** assurent la combinaison dynamique des capacités opérationnelles pour développer l'action militaire. Quelle que soit la nature de l'engagement, l'action conjointe des forces suppose toujours la maîtrise des quatre **fonctions-clés**, étroitement liées, que sont ***«commander»***, ***«maîtriser l'information»***, ***«opérer»*** et ***«soutenir»***.

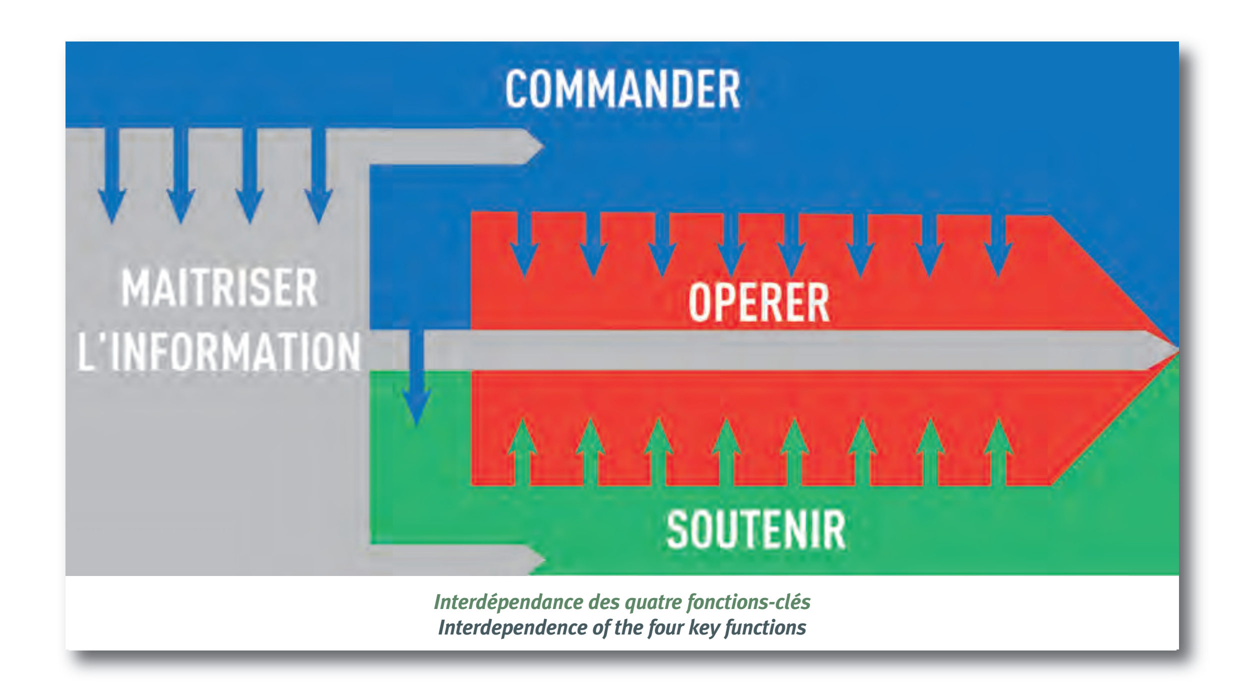
La fonction-clé ***«commander»*** recouvre les attributions du **commandement opérationnel** et permet d'engager et de manœuvrer les capacités d'action militaires dans des champs physiques, humains ou immatériels, le plus souvent dans un cadre multinational et interministériel, afin de contribuer à la réalisation d'objectifs politiques permanents ou contingents.

La fonction-clé ***«maîtriser l'information»*** paraît plus que jamais un enjeu majeur pour les forces armées. Elle recouvre non seulement la recherche et l'exploitation de l'information, c'est-à-dire l'**acquisition de la connaissance**, mais aussi la **gestion** de l'information, notamment sa diffusion et sa protection, la recherche de la **dégradation** des systèmes d'information adverses, la mise en œuvre d'**actions sur les perceptions et l'environnement opérationnel**, auxquelles contribue la **communication** opérationnelle.

La fonction-clé ***«opérer»*** vise essentiellement à faire peser **physiquement** une menace sur l'adversaire, à l'affecter concrètement et à se soustraire à ses actions physiques. Elle met en œuvre principalement, en les combinant dans l'espace et le temps, les fonctions ***«projeter»***, ***«combattre»***, ***«se protéger»*** et ***«durer»***. Cette fonction-clé constitue l'expression concrète de l'action militaire et, par le **combat** ou son éventualité, en marque la spécificité.

Dans le cadre des engagements opérationnels, la fonction-clé ***«soutenir[3]»*** désigne la combinaison et l'ordonnancement des **fonctions administrative et logistique**, en vue de fournir en permanence aux forces engagées, au niveau exigé par le commandement, les moyens, les ressources et les services indispensables à leur fonctionnement et à leur action.

3 L'appellation de cette fonction-clé est directement déclinée de la mission générale «soutenir», qui consiste, *«pour une unité, à être en mesure d'intervenir au profit d'une autre unité, par le feu, par la manœuvre ou par la fourniture de moyens et de services»* (glossaire interarmées).



Interdépendance des quatre fonctions-clés
Interdependence of the four key functions

Rôle des composantes

Au niveau tactique, l'action des **composantes** d'une force interarmées participe de façon déterminante à ces fonctions-clés en donnant sa consistance à la manœuvre opérative.

Chaque composante[4], qu'elle soit terrestre, maritime, aérienne, dispose de capacités et d'expertises clés qui renforcent l'action interarmées en y contribuant de façon spécifique. Il convient de préciser toutefois que toutes les composantes ne sont pas systématiquement représentées au sein d'une Force interarmées, en particulier si l'engagement a une forte dominante de milieu ou s'il a une faible ampleur.

Rôle de la Composante terrestre[5]

Les crises *« se nouant et se dénouant presque toujours au sol*[6] *»*, leur résolution passe souvent par une manœuvre de contrôle du milieu terrestre, dans la durée et au contact de la population. C'est le rôle privilégié de la **composante terrestre** au sein d'une Force.

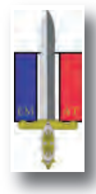
L'espace aéroterrestre se singularise par l'extrême **diversité** de ses caractéristiques physiques (villes, déserts, zones montagneuses, etc.). Or le contrôle du milieu terrestre dans toute sa diversité est indispensable pour maîtriser les actions s'y déroulant. Il est surtout un espace d'**occupation humaine permanente** que doit prendre en compte l'action militaire au sol.

Dans un tel contexte opérationnel, l'engagement d'une composante terrestre relève généralement de trois impératifs complémentaires : disposer d'un **nombre suffisant de combattants** engagés, pouvoir **agir sur un large spectre de modes d'action** et **durer**. De même, l'engagement au milieu des populations dans la résolution de crises complexes nécessite non seulement des aptitudes spécifiques, (combat en **zone urbanisée**), mais également une interaction permanente avec les autres acteurs. C'est pourquoi, la composante terrestre est le relais privilégié au niveau local de l'**approche globale**. Elle dispose des aptitudes et des capacités pour inscrire son action dans la durée, car tout retrait prématuré peut avoir comme conséquence le retour à la situation de crise ante.

Le rôle de la composante terrestre tel que définit ci-dessus trouve son prolongement dans les principes fondamentaux de l'action interarmes du combat aéroterrestre précisés par le document FT 04, lequel s'inscrit bien dans les principes généraux de l'action militaire décrits par la DIA 01.

4 Appelées aussi par commodité, composantes « d'armée » ou « à dominante d'armée ».
5 *(Joint Force) Land Component Command: (JF) LCC.*
6 Général d'armée Kelche, chef d'état-major des armées, septembre 2000.

Les fonctions opérationnelles : recentrage sur la manœuvre



Colonel Paul GEZE, Chef de corps du 21e RIMa/Ex-chef de la section emploi-synthèse/EMAT

En cohérence avec la doctrine interarmées, l'armée de Terre a redéfini les fonctions opérationnelles en les recentrant résolument sur la manœuvre. Elles sont désormais articulées en deux «familles», regroupant quatre fonctions d'engagement (essentiellement contact et appuis) et quatre fonctions universelles (commandement, appui au commandement, renseignement et logistique).

Consistently with joint doctrine, the Army has redefined the warfighting functions, clearly refocusing them on maneuver. They are now organized into two «families», including four commitment functions (essentially contact and combat support) and four universal functions (command, command support, intelligence and logistics).

Les priorités stratégiques décrites dans le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, les retours d'expérience des opérations récentes et l'émergence de nouveaux concepts ont conduit les armées à revoir les définitions des fonctions opérationnelles.

A chacune de celles-ci correspondent des effets distincts. C'est leur **combinaison judicieuse** en fonction de l'effet à obtenir sur l'ennemi ou sur le terrain, qui permettra d'emporter la décision.

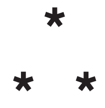
Ainsi, dans le premier chapitre du **document FT 04**, il est rappelé que «l'action interarmes, exigence des engagements terrestres contemporains et certainement futurs, est la combinaison des capacités des fonctions opérationnelles, composantes ou armes, pour démultiplier l'efficacité de la manœuvre d'ensemble».

Au précédent classement par catégories (fonctions intégrantes, d'engagement ou d'environnement) succède une articulation en deux familles : les **fonctions opérationnelles d'engagement** visant à produire des effets militaires sur le milieu et/ou l'adversaire et les **fonctions opérationnelles universelles** qui contribuent à la mise en œuvre des premières.

L'armée de Terre a ainsi décrit quatre fonctions opérationnelles d'engagement (contact, appui, actions sur l'environnement, appui à l'engagement) et quatre fonctions universelles (commandement, appui au commandement, renseignement et logistique).

Dans un souci de cohérence avec la doctrine interarmées, chacune de ces fonctions opérationnelles terrestres contribue à l'une des quatre fonctions clés définies dans la Doctrine d'Emploi des Forces éditée par le centre interarmées de doctrines et d'expérimentations en juillet 2011 (commander, maîtriser l'information, opérer, soutenir).

Cet article ne vise pas à reprendre la description qui est faite dans le FT 04, des différentes fonctions opérationnelles associées à leurs composantes mais il en dresse une image synthétique et souhaite en montrer l'articulation.



INTERARMEES	FORCES TERRESTRES	
4 FONCTIONS CLES	8 FONCTIONS OPERATIONNELLES	24 COMPOSANTES
	Universelles	
COMMANDER	COMMANDEMENT	Commandement
		Etats-majors et techniques d'EM
	APPUI AU COMMANDEMENT	SIC
		Soutien de QG
	RENSEIGNEMENT	Renseignement
		Géographie
		Météorologie
MAITRISER L'INFORMATION	d'Engagement	
	CONTACT	Combat embarqué
		Combat débarqué
		Aérocombat
	APPUI	Génie
		Feux indirects
OPÉRER		Défense surface-air
		Guerre électronique
	ACTIONS SUR LES PERCEPTIONS ET L'ENVIRONNEMENT OPÉRATIONNEL	Coopération cvilo-militaire
		Opérations militaires d'influence
		Communication opérationnelle
	APPUI A L'ENGAGEMENT	Appui mouvement
		Appui à la mobilité des blindés
		NRBC
	Universelles	
	LOGISTIQUE	Maîtrise des flux
SOUTENIR		Maintien en condition des matériels
		Soutien du personnel
		Soutien au stationnement

1. Les fonctions opérationnelles d'engagement

11. La f**onction «contact»** englobe les capacités qui permettront d'obtenir l'avantage sur les forces adverses par une combinaison de mouvement tactiques et de feux d'armes à tir direct. Les actions de contact peuvent être conduites dans la toute la zone d'action comme en zone arrière. Le combat de contact engage principalement des unités de chars (combat embarqué), d'infanterie blindée ou légère (combat débarqué) et des unités aéromobiles (aérocombat).

Les unités appartenant à cette fonction ont en commun de répondre aux mêmes critères de réversibilité de l'engagement, de polyvalence ou de complémentarité des moyens, et de modularité des structures afin de pouvoir s'adapter aux différentes situations tactiques. Chacune, en revanche se caractérise par des capacités propres qui les rendent indispensables suivant le type d'engagement : contrôle de zone dans la durée et sur des terrains difficiles pour le combat débarqué, force de frappe, survivabilité et renseignement de contact pour le combat embarqué, surprise, allonge et puissance de feux pour l'aérocombat.

12. La **fonction «appuis»** vise à fournir une aide directe aux éléments engagés dans les actions de combat. Elle agit en usant d'effets directs sur le terrain ou sur l'ennemi (feux indirects de l'artillerie, appui génie à la contre mobilité, actions de brouillage, d'intrusion et de déception de l'appui électronique) ou en favorisant l'engagement des forces amies (appui à la mobilité, aide au déploiement, défense électronique). En outre, elle participe à l'acquisition du renseignement.

13. La **fonction «actions sur les perceptions et l'environnement opérationnel»** agit dans le domaine de l'information et de l'influence. La compréhension de l'environnement humain des opérations est devenue une des clés du succès. Elle est déterminante dans les opérations de contre-insurrection, dans le processus de stabilisation ou dans une approche globale. Désormais, dans chaque conflit, la force doit mener la bataille des perceptions. Cela se traduit par de actions de coopérations (CIMIC) qui permettent d'agir sur l'opinion, d'influence (OMI) et de communication (COMOPS) qui visent à orienter les sentiments, l'attitude et le comportement de milieux hostiles, neutres ou amis.

14. La **fonction «appui à l'engagement»** regroupent les capacités d'appui qui vont faciliter l'action des autres fonctions opérationnelles en favorisant la circulation des troupes et le déplacement des blindés (appui aux mouvements, appui à la mobilité des blindés). Ces actions interviennent aussi bien au cours de la montée en puissance de la force que durant les phases tactiques.

Il a été décidé d'intégrer la composante défense NRBC à cette fonction opérationnelle pour insister sur l'importance que revêt l'idée de protection dans la préparation d'un engagement.

2. Les fonctions opérationnelles universelles

21. La **fonction «commandement»** fournit au chef en opération les hommes et les moyens lui permettant de concevoir, décider, transmettre ses ordres, en contrôler l'exécution, évaluer et rendre compte. Cette fonction se traduit sur le terrain par une autorité désignée (commandement) et une équipe exercée à la conception et la conduite de la manœuvre (états-majors et techniques d'état-major).

Dans le contexte des engagements actuels, elle doit être interopérable pour permettre la coordination voire l'intégration opérationnelle de forces de différentes armées et nations. Elle s'acquiert par la mise en œuvre de systèmes de communications permettant de travailler ensemble mais aussi par la mise en application de doctrines et procédures compatibles sinon communes. En cela, elle est très liée aux performances développées par la fonction «appui au commandement».

22. La **fonction «appui au commandement»** rassemble les capacités qui vont permettre à la fonction «commandement» d'agir en lui garantissant l'ensemble des ressources, des techniques et des services qui combine les moyens de l'informatique avec ceux des télécommunications (SIC), ainsi que des structures de commandement mobiles, aptes à durer et sécurisées (soutien de QG).



Le commandant d'unité de la 2ème Cie du 35ème RI, en utilisation d'un SIC
Commanding officer of the 2nd Co. of the 35th Infantry Reg., using a CIS

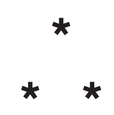


Convoi logistique du BCS (Bataillon de commandement et de soutien) en Afghanistan
CSB (Command and support battalion) logistics convoy in Afghanistan

23. La **fonction «renseignement»** représente les capacités qui permettent d'acquérir, de rendre utilisable et de diffuser les informations sur les forces adverses ou la population et le milieu. Nécessaire pour lever les incertitudes sur les possibilités et les intentions de l'adversaire ainsi que sur les options qui s'offrent aux forces amies, elle contribue à élaborer des modes d'action adaptés, à définir des objectifs, à assurer la sûreté de la force et à évaluer les résultats des actions.
Au sein de cette fonction, le renseignement présente un caractère transverse avec une composante générale à laquelle chacun participe mais aussi une composante spécifique mise en œuvre par des unités spécialisées de capteurs.
Le recueil d'informations sur le milieu (géographie et météo) agit en appui du travail des états-majors et des formations déployées.

24. Fonction interarmes, transverse, interarmées, souvent multinationale, structurée pour la projection et devant s'adapter aux circonstances sur le terrain, la **fonction «logistique»** vise à fournir aux formations les moyens ou effets logistiques nécessaires à l'accomplissement de leurs missions. Elle recouvre les domaines de la santé, du soutien de l'homme, de la maintenance, du transport et de l'infrastructure.

Le concept logistique est fondé sur deux grands principes :
- la conduite et le soutien d'une opération sont indissociables ; il est donc impératif de prendre en compte les contraintes logistiques dès la phase de conception ;
- la capacité d'adaptation doit permettre de répondre au double défi de la réactivité et de la productivité en allégeant les dispositifs logistiques tout en garantissant la qualité du soutien et la sécurité de ses acteurs.



Cette présentation rapide des fonctions opérationnelles telles qu'elles sont redéfinies dans le document fondateur FT 04, met en lumière l'importante interdépendance qui existe entre elles toutes.

C'est tout l'art du commandement que d'en maîtriser les fonctionnements pour constituer, par une alchimie subtile, un ensemble cohérent que l'on mènera au succès.

Cette combinaison harmonieuse qui met en synergie les capacités de toutes les fonctions opérationnelles, s'exerce à tous les échelons et nécessite, plus que jamais, d'être travaillé inlassablement.

Le FT 04* : Les fondamentaux de la manœuvre interarmes réaffirmés



Lieutenant-colonel (r) Claude FRANC/Chargé de mission à la Division Doctrine

Dans le droit fil des documents fondateurs précédents, le FT 04 rappelle quels sont les fondamentaux de la manœuvre interarmes en s'appuyant aussi bien sur les facteurs permanents de la manœuvre que sur les évolutions actuelles et futures prévisibles, compte tenu du nouvel environnement interarmées et multinational des engagements. Ce faisant, les fonctions opérationnelles terrestres ont été refondues de manière à se trouver en cohérence avec les grandes fonctions clés interarmées. Ce document qui insiste sur l'impérieuse combinaison de l'ensemble des moyens s'adresse à l'ensemble des acteurs concernés au sein de l'armée de Terre, praticiens des forces comme stagiaires et instructeurs des organismes de formation.

In line with previous founding documents, FT 04 reiterates the basic tenets of the combined arms maneuver. It is based on both the permanent factors of maneuver as well as on current and foreseeable future changes, taking into account the new joint and multinational environment of engagements. In this process, land warfighting functions were reworked to be consistent with the joint key functions. This document, which emphasizes a crucial combination of all assets, is intended for all concerned actors within the Army, combat forces practitioners as well as trainees or trainers in Army schools.

S'inscrivant dans la série des documents fondateurs du *corpus* doctrinal de l'armée de Terre, en cohérence avec les documents interarmées, ce nouveau document répond à un double but :

- en premier lieu, décrire la façon dont doivent être combinés les moyens des forces terrestres en opérations pour un emploi cohérent dans tous les cadres d'engagement envisageables, à l'exclusion de celui du territoire national qui a fait l'objet d'un document spécifique ;

- par ailleurs, il a également vocation à servir de référence pour l'élaboration des doctrines d'emploi des fonctions opérationnelles terrestres.

* Force Terrestre N° 4 est disponible en ligne sur le site du CDEF www.cdef.defense.gouv.fr



C'est en fonction de ce double but que ce document de doctrine, plus que tout autre, est animé d'un objectif dual :

- à la fois ambitieux, car il veut répondre à l'absolue nécessité d'une vison cohérente de l'engagement interarmes de la part de tous les acteurs concernés au sein de l'armée de Terre, depuis la conception des opérations, jusqu'à leur conduite ;

- et raisonnablement limité car les principes d'action qu'il édicte doivent toujours *in fine*, faire l'objet d'adaptation à la réalité opérationnelle qui combine complexité et besoin de réactivité. Cette réalité du terrain conduit forcément à extrapoler et combiner entre eux les schémas décrits.

Si la manœuvre terrestre se définit comme la façon d'engager les forces sur le champ de bataille, elle combine alors le mouvement, le feu (effectif et potentiel) ainsi que les effets immatériels, de manière à prendre l'ascendant physique et moral sur l'adversaire et remplir la mission reçue. Cette manœuvre présente la caractéristique majeure de toujours revêtir un aspect interarmes, quel que soit le niveau tactique considéré, depuis la grande unité jusqu'aux plus petits échelons.

Exigence des engagements modernes contemporains et certainement futurs, l'action interarmes est la combinaison des capacités des fonctions opérationnelles, composantes ou armes pour démultiplier l'efficacité de la manœuvre d'ensemble. Elle vise à mettre en synergie la diversité des capacités présentes sur le terrain et ce, jusqu'à des échelons plus bas qu'autrefois.

Pour illustrer cet impératif **interarmes**, le manuel FT 04 s'articule autour des fonctions opérationnelles, des niveaux tactiques d'engagement ainsi que des modes tactiques. Il y a donc lieu d'expliciter ces différentes notions.

Les fonctions opérationnelles terrestres.

La manœuvre terrestre revient à produire un effet donné sur un ennemi ou un adversaire identifié dans un cadre espace-temps imparti. C'est la raison pour laquelle les forces terrestres sont réparties en fonction opérationnelles correspondant chacune à des effets distincts. Non forcément homogènes en termes de volumes, ces fonctions opérationnelles, au nombre de huit, sont articulées en deux grandes familles :

- *Les fonctions opérationnelles terrestres d'engagement* ayant pour objet de produire des effets sur le milieu terrestre et/ou l'adversaire. Ce sont les fonctions « Contact », « Appui », « Appui à l'engagement » et enfin « Actions sur les perceptions et l'environnement opérationnel ».

- *Les fonctions opérationnelles terrestres universelles,* indispensables à la mise en œuvre des précédentes : « Commandement », « Appui au commandement », « Renseignement » et « Logistique ».

Ces fonctions se décomposent en composantes qui regroupent des structures, des effectifs, des équipements, des compétences, voire des procédures ayant une finalité commune en termes d'effets à produire.

24 composantes concourent à l'action des forces terrestres.

Les niveaux tactiques de commandement et d'emploi.

Le niveau tactique est celui où sont planifiées, conduites et exécutées les manœuvres aéroterrestres en vue d'atteindre les objectifs définis par le commandant de théâtre. La responsabilité globale de la conduite de la manœuvre tactique incombe, pour les forces terrestres, au commandant de la composante terrestre directement subordonné au commandant interarmées de théâtre.

Cette manœuvre tactique aéroterrestre, partie intégrante de la manœuvre opérative interarmées, vis à détruire, neutraliser ou contrôler les centres ou points névralgiques de l'adversaire. Elle vise également à tenir les points clés du terrain permettant la surveillance, le renseignement, le contrôle du milieu et la neutralisation de l'adversaire par la manœuvre des feux et du mouvement.

Dans ce cadre et pour obtenir ces effets, les unités interarmes se répartissent en plusieurs niveaux de commandement et/ou d'emploi :

- **le niveau 1,** pouvant armer un PC de corps d'armée ou de composante terrestre ; il possède toute la panoplie des fonctions opérationnelles de l'armée de Terre ;
- **Le niveau 2,** pouvant armer un PC de division ou de PCGTIA (de type Guépard ou Neptune, sur le territoire national, le cas échéant) ; il représente le niveau de synthèse de la manœuvre tactique à dominante terrestre ;
- **Le niveau 3,** arme un PC de brigade interarmes ; il est le niveau de conception de la manœuvre tactique interarmes ;
- **Le niveau 4,** s'applique au groupement tactique interarmes ou groupement aéromobile, le cas échéant (bataillon +) ;
- **Le niveau 5,** s'applique au sous-groupement tactique interarmes ou au sous groupement aéromobile (compagnie, escadron ou escadrille +).

Selon ces définitions, les sections ou pelotons, notamment des armes d'appui ou les modules ou patrouilles d'hélicoptères ne constituent pas, à proprement parler des niveaux de commandement, mais sont des niveaux de mise en œuvre.

C'est le niveau 3, soit celui de la brigade, qui constitue d'une part le niveau de cohérence opérationnelle autour duquel s'organise l'armée de Terre, et d'autre part le premier niveau d'interopérabilité multinationale, les GTIA subordonnés demeurant, eux, strictement nationaux.

Les modes tactiques.

A ce jour, les forces terrestres conçoivent leur manœuvre autour de quatre modes tactiques. Celui-ci caractérise un type d'actions en fonction des effets à produire sur l'adversaire ou sur le milieu. Il s'agit de l'offensive, de la défensive de la sécurisation et de l'assistance. C'est en principe au niveau opératif, si possible parallèlement à la génération de force que le choix du mode tactique dominant est arrêté pour une opération donnée.

- **le mode offensif** met en jeu des actions ponctuelles et limitées à des pics de violence, notamment lors de l'entrée sur le théâtre ou pour reprendre l'initiative ; les actions offensives sont déterminantes pour emporter la décision ;

- **le mode défensif** est ponctuel et limité dans l'espace et le temps ; les actions défensives peuvent constituer un mode temporaire préalable à l'offensive, soit dans le même espace de manœuvre, soit dans un espace différent ; enfin, ce mode peut procéder de dispositions visant à s'opposer à une menace imprévue ou inopinée ;

- **le mode sécurisation** s'applique sur des zones de dimensions variables (notamment urbaines) et à porter assistance aux populations ou aux ressortissants ; il peut s'agir de la mission principale dévolue à la force ou d'une mission secondaire ; ce mode trouve toute sa place dans la phase de stabilisation décrite par le *continuum* ;

- **le mode assistance** consiste à venir en aide à des populations victimes d'un conflit ou de catastrophes naturelles ou technologiques, et à participer à la reconstruction de l'Etat et/ou de son infrastructure ; dans ce cadre, les forces terrestres agissent en soutien des moyens locaux, interministériels nationaux ou multinationaux déployés sur le théâtre et non en primo-intervenants.

Ainsi, à partir de définitions claires ne prêtant généralement pas à interprétation, et de catégorisations non exclusives, le cœur du manuel FT 04 combine les composantes des huit fonctions opérationnelles terrestres avec les quatre modes tactiques, sachant que le mode assistance n'est que soulevé. Cette présentation exhaustive des capacités de manœuvre des forces terrestres met en évidence qu'aucune fonction opérationnelle, et a fortiori aucune composante ne peut s'engager sans la coopération d'une ou plusieurs autres, démonstration, s'il en était besoin de l'inéluctable impératif interarmes dès lors que l'on parle manœuvre aéroterrestre. L'objectif de ce manuel pour lequel un effort de simplicité rédactionnelle a été recherché est d'être concret er de répondre aux attentes des utilisateurs des forces et des organismes de formation, voire des simples praticiens quels que soit le niveau considéré. Son ambition vise également à constituer un référentiel pour les candidats aux épreuves du concours de l'Ecole de Guerre.

La cohérence des SIOC[1] : déterminant de la manœuvre des unités tactiques



Lieutenant-colonel Philippe DRUON/EMAT/BPSIC

La permanence du commandement est un facteur de succès de l'engagement tactique. La continuité du commandement qu'elle exige est intimement liée à l'architecture du réseau de communication. Ceci est encore plus vrai avec les unités numérisées, en particulier en mode offensif. Les systèmes d'information et de communication futurs, développés dans une démarche de cohérence globale et bénéficiant des meilleures avancées technologiques, promettent de libérer la manœuvre tout en ouvrant la voie à l'infovalorisation.

Permanence of command is a key factor to success in tactical engagement. The continuity of command required is closely linked to the structure of the communications network. This is especially true for digitized units, particularly in offensive operations. Future information and communications systems, which are developed with an approach that places the emphasis on comprehensive consistency and featuring cutting-edge technology, will ensure a less constrained maneuver while paving the way for the optimization of information.

La numérisation des unités est une réalité complexe…

Une numérisation récente.

Au début des années 2000, la démarche de la numérisation de l'espace de bataille (NEB) a consisté à fournir aux forces terrestres des moyens de communications modernes permettant d'échanger plus rapidement l'information.

A partir de 2005, la numérisation des unités de l'armée de Terre a véritablement progressé par la mise en place d'équipements numériques offrant des systèmes d'information adaptés aux différentes fonctions. Elle apporte une indéniable plus-value opérationnelle aux unités la maîtrisant.

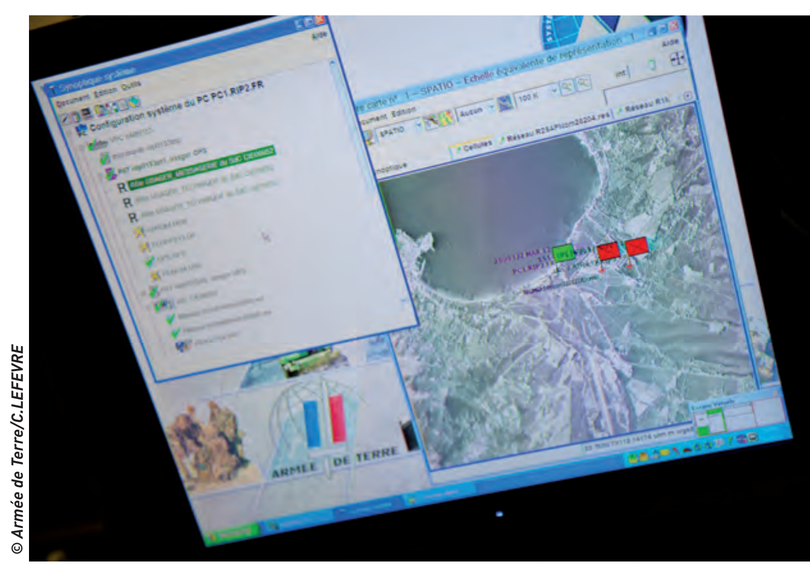
Une réalité complexe.

La maîtrise de la NEB nécessite un entraînement poussé. Qu'il s'agisse de l'utilisateur ou de l'opérateur SIC[2], la mise en œuvre est relativement complexe et requiert un entretien permanent des savoir-faire tactiques et techniques.

Pour l'heure, la NEB est en effet une superposition de systèmes d'information hétérogènes, d'équipements informatiques et de moyens de communication dont l'interconnexion et la mise en œuvre relèvent d'une véritable prouesse technique.

La mise en œuvre de la NEB manque de souplesse dans la préparation et dans la conduite. En amont de l'engagement, la réalisation des plans de réseaux, l'introduction des données tactiques dans les systèmes en fonction des ordres de bataille (interdépendance des fonctions commandement et appui au commandement) et des besoins en échanges, la gestion du chiffrement des données, exigent un travail technique lourd qui nuit à la souplesse du système. En cours d'action, l'adaptation des configurations nécessite des délais. Par ailleurs, le moyen de communication majeur des unités au contact (PR4G) ne répond que partiellement à l'accroissement des débits de données échangées entre les pions tactiques et tend ainsi à contraindre encore davantage la manœuvre.

1 Systèmes d'information opérationnelle de Commandement
2 Systèmes d'information et de communication


© Armée de Terre/C.LEFEVRE

Ecran de numérisation de l'espace de bataille grâce au système NEB lors de l'exercice régimentaire "Vent d'hiver 2012", le 28 mars 2012.

Screen shot using the battlespace digitization system during the regimental exercise «Vent d'hiver 2012» (winter wind 2012), 28th March 2012.

La complexité est présente à tous les niveaux et ce malgré les dernières évolutions encourageantes.

Les systèmes d'information actuels ont été bâtis dans une logique «métier» pour répondre au besoin de chaque fonction opérationnelle. Leur interopérabilité n'est pas «native».

La transmission de l'information n'est donc pas une opération totalement intuitive. Elle est aussi peu aidée par l'ergonomie largement perfectible des outils, bien en retard par rapport aux NTIC[3] du monde civil. La prise en main par les utilisateurs en est d'autant plus difficile.

Des procédures doivent être suivies à chaque niveau, notamment pour les échanges. Et si les dernières évolutions sont encourageantes, une appropriation simple et rapide est toujours difficile et la circulation de l'information n'est pas fluide.

…Qui profitera pleinement de nouveaux systèmes nativement interopérables…

Fort de ce constat, dans une logique de rationalisation et de cohérence en interarmées, une nouvelle démarche a été entreprise. Conjuguant à la fois la vision prospective de nos armées, et la nécessité de plus en plus prégnante d'interopérabilité en interarmées et en interalliés, les nouveaux outils ont vocation également à corriger les faiblesses des systèmes existants.

Ils échangeront de manière fluide et native en partageant des modèles d'échange et de données communs et les mêmes processus métiers implémentés.
Le SIA, système d'information des armées, est le programme majeur garant de l'interopérabilité des systèmes développés au sein d'une fédération.

Les besoins des postes de commandement des niveaux hauts (brigade et au-dessus), de fait peu mobiles et qui échangent des volumes de données importants, sont très différents de ceux des unités au contact, au cœur de l'engagement terrestre, plus contraints (conditions de déploiement, ressource en opérateur, nécessité d'intégration aux systèmes d'armes, etc). Et deux systèmes d'information distincts répondront à l'essentiel des besoins.

- de SIO 0-3, système d'information opérationnel du commandement de la force jusqu'au niveau de la brigade, succédant au SICF[4], est développé dans cette fédération de systèmes, dotée d'un référentiel et d'un socle technique commun.

- SICS, système d'information du combat Scorpion (du combattant au groupement tactique), fait aussi partie de ces systèmes développés sous la gouvernance de SIA. Il se veut, dès les premiers travaux de conception, interopérable avec le SIO 0-3 pour répondre au besoin d'échanges entre le niveau tactique du groupement et celui de la brigade.

Les systèmes «historiques», SICF, SIR, ATLAS, et SITEL notamment, céderont ainsi progressivement la place à un nombre plus restreint de systèmes fédérés. Avec pragmatisme et une ferme volonté de parvenir à la réalisation des systèmes souhaités, il s'agit de :

- construire des systèmes ergonomiques, aux normes civiles, intuitifs et nécessitant une formation minimale ;
- construire des systèmes «nativement» interopérables (y compris en interalliés), s'appuyant sur des standards ;
- consolider la modélisation des processus de combat implémentés et proposer des modes d'échanges innovants ;
- dépasser le simple échange d'information et construire des outils exploitant automatiquement l'information ;
- optimiser l'utilisation des supports de communication tout en augmentant leur capacité : en débit, en distance et en mise en réseau (dépasser le système hiérarchique) ;
- masquer pour l'utilisateur la complexité des réseaux mis en œuvre (simplification d'exploitation).

3 Nouvelles technologies de l'information et de la communication
4 Système d'information du commandement des forces

Les nouveaux systèmes fourniront de manière automatique l'information utile à chaque niveau et à chaque combattant avec pour objectif de libérer l'utilisateur de l'outil de communication en automatisant les échanges et les traitements d'information « intersystèmes ». Il en découlera une meilleure fluidité des échanges d'information entre le haut et le bas, mais aussi avec les voisins. Cela impliquera certainement des évolutions en termes de manœuvre. La capacité de partage d'information s'affranchissant des réseaux hiérarchiques (principes historiques de commandement militaire) pourra par ailleurs contribuer à une évolution de processus de combat à compter de l'arrivée de SCORPION (2018).

… dans un réseau d'opération s'appuyant sur des systèmes de communication modernes.

Les systèmes d'information, SIO 0-3 ou SICS en particulier, même s'ils partagent des modèles de données compatibles et offrent les services d'échange nécessaires à la conduite de la manœuvre, devront s'appuyer sur des supports de communication adaptés. La NEB, et la circulation d'un volume toujours croissant d'informations, respectant les exigences de disponibilité et de confidentialité notamment, ne peut se satisfaire des systèmes de communication existants pour offrir à l'utilisateur, au chef interarmes, le panel de services élargi, adapté à la manœuvre dont il a besoin. Un vaste réseau du champ de bataille est mis en place. Il s'appuie sur les différents supports de communication transportant l'information avec le protocole d'adressage IP5[5].

Les moyens satellitaires aux niveaux bas et une évolution du RITA.

Les systèmes RITA et SYRACUSE fournissent les supports de communication adaptés aux niveaux hauts : la mobilité peut être réduite pour disposer de débits très importants. Les évolutions respectives de ces deux systèmes, ainsi que l'acquisition de nouveaux moyens modernes, permettent de répondre à la croissance exponentielle des besoins opérationnels en flux d'information et d'accroitre la qualité de service et l'interopérabilité.

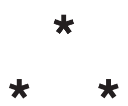
Certains moyens dévolus jusqu'à présent aux niveaux hauts viennent aussi équiper le GTIA, sans pour autant en réduire la mobilité. Les VAB ML et stations REMO du réseau SYRACUSE, notamment, y offrent des débits et des élongations qui peuvent être nécessaires à la manœuvre. ASTRIDE, évolution du RITA pour le niveau 4, descend les capacités du réseau de zone et converge avec les moyens SYRACUSE pour apporter une qualité de service de bout en bout jamais atteinte.

Une nouvelle radio plus performante.

Mais aux niveaux plus bas, à forte mobilité, surtout en mode offensif, CONTACT doit remplacer les moyens de communication radio tactique actuels. Géré par le même système d'échange que les systèmes d'information, interconnecté avec les autres systèmes de communication, offrant la redondance nécessaire pour limiter les ruptures de communication, il sera le système de communication tactique par excellence. Il situera les unités et combattants dans un véritable réseau du champ de bataille.

Le « *Plug and Play* » tactique.

L'interconnexion native des systèmes d'information opérationnels entre eux et avec les systèmes de communication offrira un véritable Intranet de théâtre. L'information parviendra à chaque niveau souhaité et chaque pion diffusera ses informations pour enrichir une situation tactique partagée. Les pions tactiques des niveaux 4 à 7 en particulier bénéficieront alors d'une souplesse d'emploi sans limite, avec un fonctionnement des SIOC en véritable *Plug and Play*, à l'image des NTIC dont chacun bénéficie à titre privé, tout en respectant les spécificités militaires, notamment en termes de sécurité de l'information.



La cohérence des systèmes d'information opérationnels apportée par la démarche programmatique actuelle, globale et rationnelle, améliorera singulièrement la numérisation d'ici la fin de la décennie ; la pleine appropriation par les unités sera d'autant meilleure. Avec ces nouveaux systèmes d'information opérationnels et de communication et l'adaptation des méthodes de travail des postes de commandement, la numérisation pourra évoluer vers une véritable infovalorisation : valorisation de la manœuvre par la mise à disposition et le traitement de l'information.

5 Internet Protocol

La formation à la manœuvre interarmes : un continuum repensé



LIEUTENANT-COLONEL MARCEL BROSSIER/DRHAT

Le cycle de formation de l'EMS 2 étant réduit à un an, le contenu de la scolarité de l'école de guerre a du être revu, et partant, celui de l'école d'état-major également. L'enseignement dispensé à l'école d'état-major sera centré sur le niveau brigade, tandis que celui de l'école de guerre privilégiera le niveau de la division. Des aménagements à la marge permettront de consolider le bagage tactique des lauréats reçus au concours de l'école de guerre préalablement à leur année de scolarité.

Since the duration of the training in EMS2 (higher military education) has been reduced to one year, the syllabus of the Ecole de Guerre (French War College) and consequently that of the Ecole d'Etat-Major (French Army Staff School) were reviewed. The latter will provide training focusing on the brigade level, while the former will emphasize the division level. Prior to their one-year program, subsidiary adjustments will make it possible to increase the tactical knowledge of the students who have passed the competitive entrance exam to the Ecole de Guerre.

Dans le cadre de la rationalisation de l'enseignement militaire supérieur, il a été décidé de réduire à une année[1] les formations de l'enseignement militaire de second degré (EMS2) d'armée et interarmées. Le cours supérieur d'état-major (CSEM) est donc appelé à disparaître. Il formera ses derniers officiers sur le cycle scolaire 2012-2013. Pourtant, l'armée de Terre conserve plus que jamais le besoin d'assurer une formation opérationnelle de haut niveau à ses officiers brevetés.

La scolarité à l'école de guerre (EdG) sera, à compter de la rentrée scolaire 2013, décomposée en un module d'armée initial de trois mois et un module interarmées de 8 mois. Elle s'étendra de septembre à juillet.

Sous la double direction de l'EdG et de l'armée de Terre, et à partir d'une reprise du niveau brigade, le module Terre, portera son effort sur le niveau de la division.

Afin de garantir le niveau de compétences des stagiaires Terre de l'EdG et la cohérence du continuum tactique interarmes, un certain nombre de mesures ont été prises. Elles couvrent principalement la période qui s'étend du diplôme d'état-major (DEM) au module Terre de l'EdG.

Sans allonger la durée du stage à l'école d'état-major (EEM), il a été décidé de s'appuyer sur ce dernier pour porter l'effort sur l'enseignement du niveau brigade. Ainsi, à compter de la rentrée 2012, la part dédiée à ce niveau sera d'environ 80% du temps imparti.

1 Hors EMSST

Pour atteindre cet objectif, il a été nécessaire de revenir à un stage unique de 4 mois destiné à tous les stagiaires. De manière simultanée, il a été mis un terme à l'organisation du DEM modulaire qui consistait, après un tronc commun de trois mois, à approfondir au cours d'un quatrième mois, les savoir faire interarmes propres à chaque fonction opérationnelle et mis en œuvre soit à l'EEM soit dans quatre autres organismes de formation (s'agissant de la logistique, du renseignement, des SIC et de l'administration). Les formations complémentaires nécessaires à chacune des fonctions opérationnelles seront désormais dispensées, dans le cadre des formations d'adaptation déjà existantes, en fonction du strict besoin.

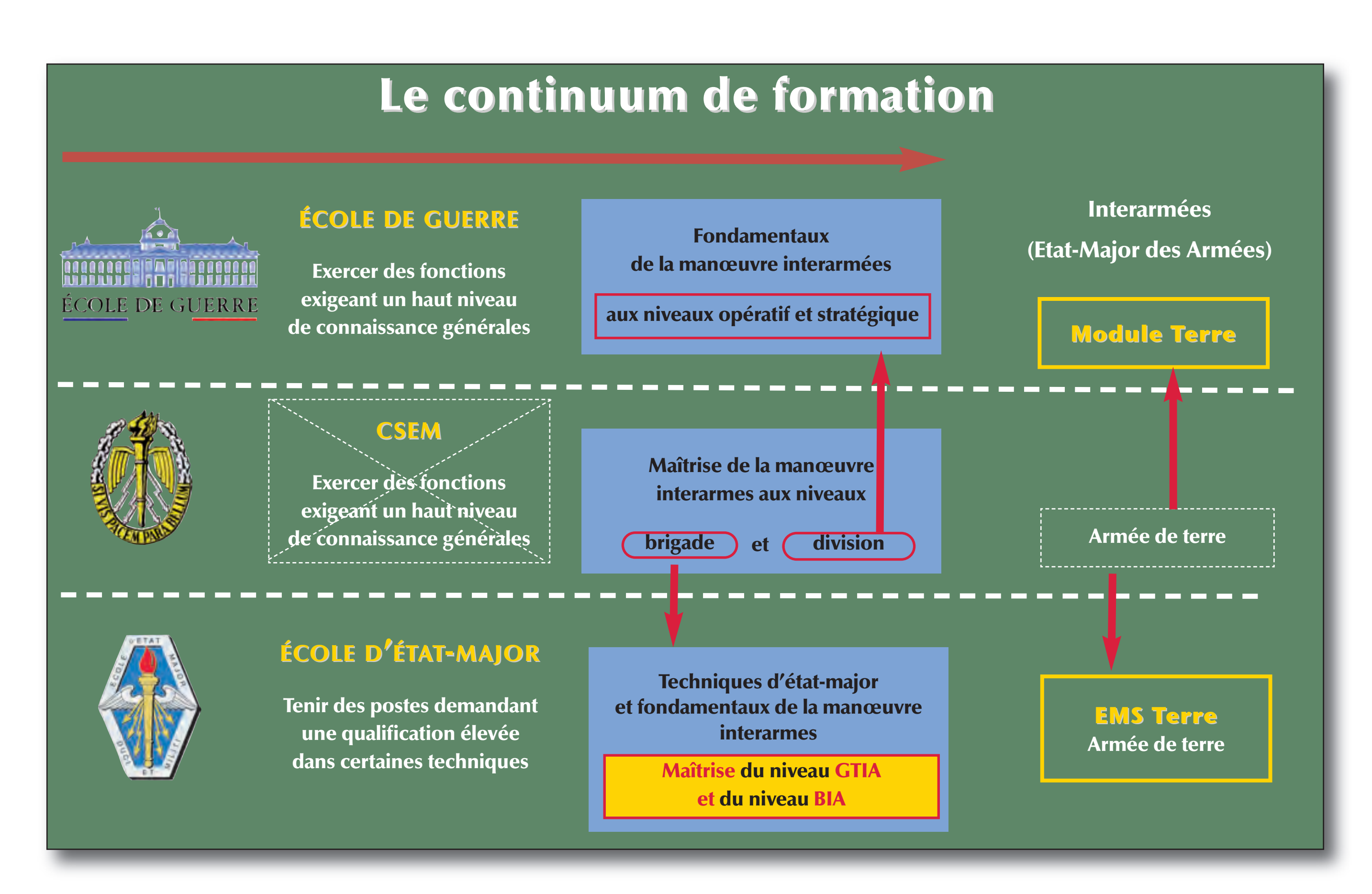
Le cadencement du DEM et du concours de l'EdG reste inchangé. De ce fait, et compte tenu d'un enseignement tactique du niveau 3 plus complet au DEM, l'éventail des questions posées lors de l'épreuve de tactique du concours, relevant alors du niveau brigade, pourra de ce fait être élargi.

Cependant, cet effort porté pendant le stage du DEM ne serait pas suffisant s'il n'était consolidé avant de rejoindre l'EdG.

Au cours de l'année précédant l'intégration à l'école de guerre, les lauréats continueront à être placés en situation de responsabilités. La projection de six mois en état-major à dominante multinationale sera maintenue. Par ailleurs, ils bénéficieront d'un complément de formation dans le cadre d'un contrat individualisé.

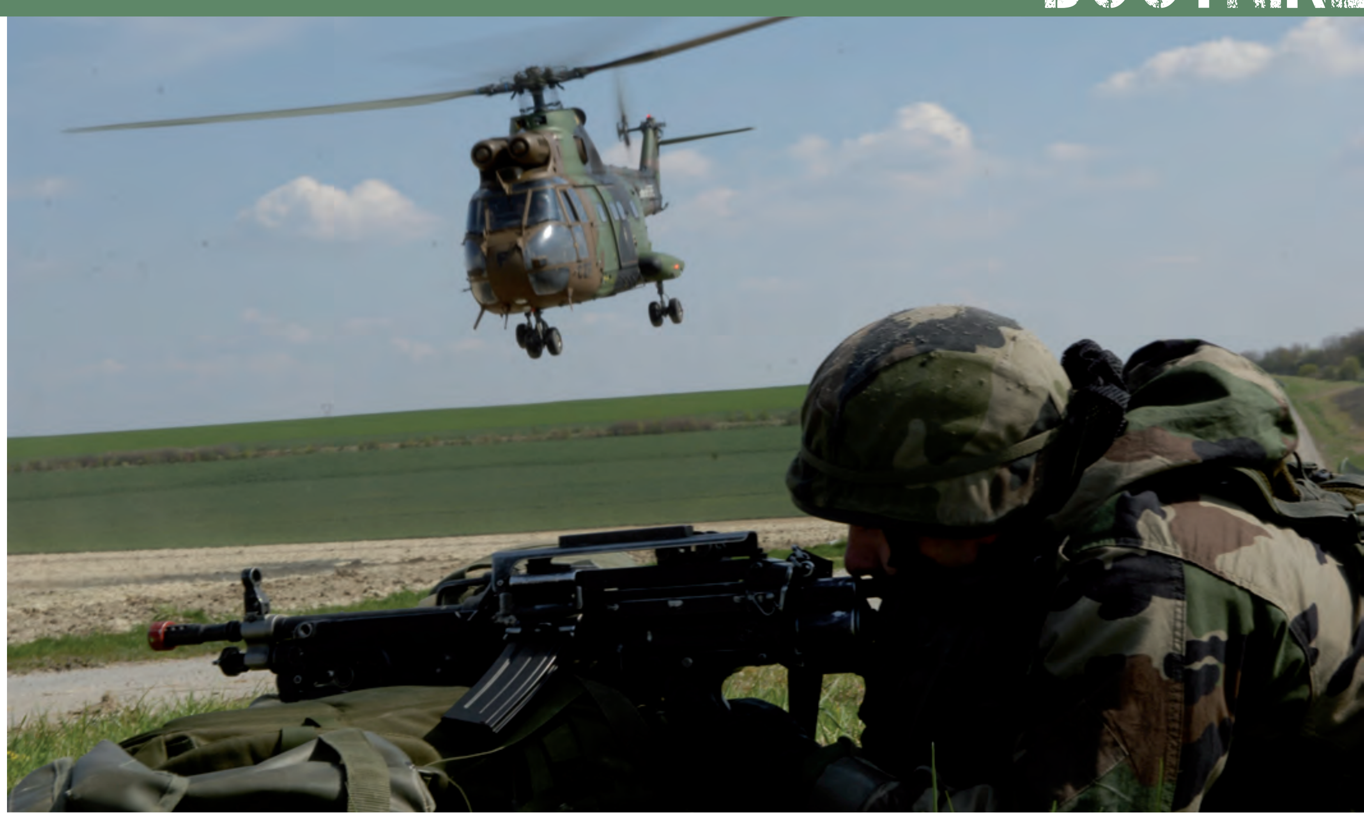
Cet enseignement complémentaire sera assuré dans le cadre d'un contrat individuel passé avec le lauréat. Ce contrat n'aura pas vocation à le contraindre, mais bien à identifier avec lui les domaines qui mériteraient d'être approfondis avant son entrée à l'école de guerre (langues, opérationnel, etc.). Il pourra prendre plusieurs formes : enseignement à distance, participation à des exercices majeurs des forces terrestres (Aurige, Guibert, Fortel, etc.), formations spécifiques (stage intensif de langues, etc.). Il permettra, grâce au suivi pédagogique individualisé, d'amener les lauréats de l'armée de Terre à un niveau homogène avant l'EdG.

La projection de six mois est conservée au cours de l'année précédant l'entrée à l'EdG. Dans le cadre d'un dialogue désormais bien rôdé avec le CFT, ces postes seront de préférence des postes à 6 mois, en milieu multinational, sur un théâtre d'opération. L'expérience du travail en état-major, et le cas échéant les compétences tactiques des lauréats selon le lieu de la mission seront ainsi confortées avant leur accès à l'EdG, en fonction de la nature des théâtres ouverts et des états-majors qui y fonctionnent.



Le nouveau système en place à la rentrée 2013 -
Pendant la scolarité Ecole de Guerre, les stagiaires bénéficieront d'un module spécifique d'armée de 3 mois

New system to be ready for use from September 2013 –
While at War College, students will follow a specific service module for 3 months



Un fantassin du 152° RI pendant l'exercice FORTEL 2008

Infantryman from the 152nd Infantry Reg. during the FORTEL exercise, 2008

Des travaux d'ajustement de programmes sont actuellement en cours afin de s'assurer de la cohérence de l'enseignement tactique dispensé couvrant l'intégralité du cursus courant du DEM au stage spécifique Terre de l'école de guerre. Ainsi l'exercice « Faludja » précédemment joué au CSEM sera repris au stage du DEM.

Pour assurer l'enseignement complémentaire de l'année précédant l'entrée à l'EdG, la formation tactique des trois mois du module spécifique Terre, mais aussi le suivi du personnel avant et pendant la projection, une cellule spécifique sera créée à partir de la ressource actuelle du CSEM. Son volume et ses moyens d'action sont en cours de définition. La mission principale de cette cellule sera de prodiguer un appui direct au module Terre de l'EdG au travers notamment de l'apprentissage de la méthode de planification et du jeu des exercices.

Le nouveau dispositif qui sera mis en place devrait être à même de minimiser les effets de cette nouvelle réforme de l'EMS 2 et de garantir le niveau d'apprentissage tactique des niveaux 2 et 3, ainsi, que sa cohérence.

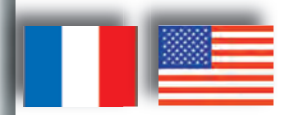
Après avoir tiré les enseignements de la première mise en œuvre du nouveau cursus, et si le besoin s'en fait sentir, les ajustements nécessaires seront réalisés.

Garante de la cohérence du système de formation, la sous-direction de la formation veille avec le collège de l'enseignement supérieur de l'armée de Terre (CESAT) et l'EEM à faire évoluer en permanence les contenus des stages en demeurant au contact et à l'écoute de l'opérationnel, tout en conservant la maîtrise des fondamentaux par les stagiaires.

GLOSSAIRE :	
CFT : commandement des forces terrestres	**EMS 2 :** enseignement militaire supérieur du 2ème degré
CESAT : collège de l'enseignement supérieur de l'armée de Terre	**Niveau 2 :** niveau division
CSEM : cours supérieur d'état-major	**Niveau 3 :** niveau brigade
DEM : diplôme d'état-major	**OPEX :** opérations extérieures
EdG : école de guerre	**SIC :** systèmes d'information et de commandement

Les fondements de la manœuvre interarmes dans l'US Army, après dix ans de guerre :

Pour quel futur ?



Colonel Bertrand DARRAS,
Ex Officier Liaison Terre au TRADOC* (Etats-Unis) chargé de mission au CFT

Le paradigme de la guerre ayant considérablement évolué depuis la fin de la guerre froide, l'*US Army*, à l'instar de toutes les armées occidentales, a du revoir les fondements de la manœuvre interarmes qui devaient guider l'action de ses moyens militaires. Depuis son engagement en Irak, elle cultive un nouveau savoir faire combinant la haute intensité par l'entrée en premier sur un théâtre avec un mode opératoire moins coercitif, la stabilisation. Cette démarche a pour corollaire une décentralisation du commandement et la primauté de l'initiative sur celle de la coordination, ce qui constitue une réelle remise en cause de la culture militaire américaine traditionnelle.

As the paradigm of war has changed dramatically since the end of the Cold War, the *US Army*, like all Western armies, had to review the founding principles of the combined arms maneuver. These were to govern the action of its military resources. However, since its engagement in Iraq, the *US Army* has been developing new skills which combine high intensity warfare through first entry into a theater with another less coercive type of operation: the stability operations. This approach results in the decentralization of command as well as primacy of initiative over coordination. Such an approach actually calls into question traditional American military culture.

De la fin de la guerre froide à son développement à l'horizon 2020, l'*US Army* a du changer fondamentalement son approche de la manœuvre interarmes pour s'adapter aux conflits iraquien et afghan. Elle s'engage maintenant dans un effort de synthèse censé concilier une version modernisée des deux types de manœuvres, l'ancienne et la nouvelle, pour répondre aux exigences des conflits de haute intensité et à celles des conflits asymétriques. Cette tentative de synthèse s'est traduite par l'émergence de deux compétences de référence qui sont toujours intiment mêlées sur un théâtre d'opération mais à des degrés divers selon le type de conflit. La compétence *Combined Arms Maneuver* (CAM) prévaut dans les conflits de haute intensité. La compétence *Wide Area Security* (WAS) domine dans les conflits asymétriques. Cette articulation de la manœuvre interarmes n'est pas encore stabilisée et il n'est pas certain que l'*US Army* ne revienne pas à une concentration des efforts sur une compétence unique comme cela était le cas avant le 11 septembre 2001.

* TRADOC: *Training and Doctrine Command*.

Une évolution de la manœuvre interarmes qui ressemble au retour au premier plan d'un savoir faire modernisé : la stabilisation.

Au moment où elle entrait dans la guerre d'Iraq, l'*US Army* donnait toujours, dans sa conception de la manœuvre, la priorité au feu qui prévaut dans son histoire militaire depuis la Première Guerre Mondiale. Cette primauté est censée épargner le sang américain et libérer les chefs des aléas de la manœuvre contre un ennemi de nature identique. Elle exige d'abord de la technologie et de la coordination pour être efficace. Plus tard, quand le souci des dommages collatéraux rend l'emploi massif des feux contre-productif, elle requiert de la précision, grande consommatrice de technologie, et de la synchronisation, stade supérieur de la coordination. Au résultat, l'*US Army* intervient avec pour objectif de gagner par la destruction, le plus vite possible et au moindre coût humain. Elle pose dans la balance un outil dominateur qui écrase rapidement l'ennemi sous les feux avant d'en cueillir les fruits par le mouvement. Ce style de manœuvre a pour conséquence immédiate et naturelle l'emploi de grandes unités et une culture de commandement qui laisse moins de place à l'initiative. On retrouve les traits généraux des leçons tirées par les forces françaises à l'issue de la Première Guerre Mondiale. On y retrouve aussi la réponse classique aux défis de la défense de l'avant qui s'impose à la France à l'entre deux guerres et à l'OTAN durant la guerre froide. On y trouve enfin les exigences de l'entrée en force sur un théâtre et du déclenchement des phases offensives qui ont marqué la Seconde Guerre Mondiale. Ce style de manœuvre s'applique à beaucoup de situations et répondait à la culture stratégique américaine du moment. Au plus bas échelons, la manœuvre interarmes est alors synchronisée entre les différentes armes. Les fonctions d'environnement occupent peu de place. Synchronisation, puissance, rapidité sont les maîtres mots. Le conflit est dit de haute intensité. Il relève sommairement de la compétence de référence appelée aujourd'hui «Manœuvre Interarmes» pour *Combined Arms Maneuver (CAM)*.

Le changement de l'environnement opérationnel, et les dix ans de guerre en Afghanistan et en Iraq remettent cette conception en cause.

L'ennemi n'est plus à parité même s'il faut toujours le détruire. Les fonctions d'environnement deviennent essentielles dans une manœuvre qui reste le moyen principal de l'action militaire avec ses capacités létales et aujourd'hui non létales. Les pertes inutiles sont intolérables. Il faut conduire la manœuvre en préservant l'avenir.

Les unités amies, jusqu'au plus petits échelons, deviennent «propriétaires de leur zone d'opération» sur de longues durées. Et ce sont ces petits échelons qui sont le plus soumis à la pression. La synchronisation et la précision sont toujours fondamentales mais elles se pratiquent à leur niveau. Ils requièrent donc une capacité d'initiative pour pouvoir conduire leur manœuvre. Les moyens leur sont alors diffusés. Le combat devient interarmées aux plus petits échelons et les forces terrestres ne peuvent se passer de cette dimension. En 2012, ce type de conflit est dit de stabilisation et il relève de la compétence de référence «Sécurité sur des Espaces Etendus» pour *Wide Area Security (WAS)*.


Wikimedia Commons

Soldats américains de la 2ème division d'infanterie en Irak en 2007.
American soldiers from the 2nd infantry division in Iraq, 2007.

L'*US Army* va s'adapter pragmatiquement à ces nouvelles conditions. Elle prend en compte le fait qu'un conflit de contre-insurrection comprend des phases, des zones et des moments où la haute intensité retrouve ses droits. Elle n'abandonne donc pas pour autant certains éléments de sa culture stratégique qu'elle considère toujours comme valides : le feu épargne le sang ami, la technologie est le principal support des feux efficaces, la synchronisation est un des fondements de l'efficacité… Elle considère toujours que la brigade reste le cœur des forces terrestres face à un adversaire plus ou moins hybride.

Pour préparer la sortie des conflits en cours, l'Army a lancé en 2009 et 2010 un grand mouvement de réflexion pour tirer toutes les leçons des conflits iraquien et afghan et analyser les défis du futur. Par le mélange des deux, elle cherche à éviter de reproduire ce qui a déjà été fait. Elle a débouché sur le développement de deux nouveaux concepts, les compétences de référence CAM (*Combined Arms Maneuver)* et WAS (*Wide Area Security)*. Elle confirme son effort de modernisation principalement fondé sur la mise en réseau des forces et l'introduction d'une nouvelle culture du commandement : le *Mission Command*[1].

L'*US Army* en arrive à la nécessité de concilier deux compétences.

Dès qu'elle développe ces deux concepts auxquels elle ne donne d'abord pas de statut dans la hiérarchie qui leur est dédiée, l'*US Army* est confrontée à une difficulté. La monopolisation du terme Manœuvre Interarmes par la CAM a tendance à laisser penser que la WAS exclut la manœuvre et l'action interarmes. Pour répondre à ces interrogations, il est précisé qu'un concept n'exclut pas l'autre et il est décidé de les désigner sous la forme de compétences de référence et non de modes d'action. Il s'agit de préciser à l'*US Army* les deux compétences qu'elle doit acquérir. Ce sont donc des outils qu'il faut maîtriser si l'Army veut pouvoir mener de manière efficace les deux types de combats décrits ci-dessus. Malheureusement, les choses n'étant pas encore mûres, ces deux compétences n'ont toujours pas trouvé une place claire dans la chaine des concepts.

La définition de la CAM est « l'application de la puissance de combat par une action unifiée pour vaincre les forces terrestres ennemies; pour s'emparer, occuper et défendre des compartiments de terrain; pour gagner un avantage physique, temporel et psychologique sur l'ennemi et pour préserver la liberté d'action ». Elle se construit sur l'emploi combiné traditionnel des armes (Infanterie, Cavalerie, Artillerie, etc). Ses composantes modernisées sont :

- des unités reliées en réseau qui conduisent des opérations décentralisées ;
- la compréhension du réseau ennemi ;
- la conduite continuelle de reconnaissances pour s'emparer de et conserver l'initiative ;
- le développement de la situation par l'action ;
- la conservation de la supériorité dans le combat rapproché ;
- le combat interarmées.

La CAM s'applique parfaitement aux opérations d'entrée en premier et en force qui sont actuellement l'objet de nombreuses réflexions.

La définition de la WAS est « l'application de la puissance de combat par une action unifiée pour protéger la population, les forces, les infrastructures et la continuité de l'activité; pour interdire à l'ennemi de s'emparer de positions d'avantage et pour consolider les gains tactiques et opérationnels ».

La WAS se construit sur la manœuvre interarmes et concentre les efforts sur la présence de la force et ses interactions avec la population. Elle reconnaît le lien entre les succès des opérations militaires et la sécurité des populations civiles. Elle souligne l'importance des fonctions d'environnement.

Globalement, quelque soit la compétence mise en œuvre, la manœuvre implique de produire des effets multiples de manière simultanée dans un environnement complexe. La CAM semble induire l'idée d'une compétence qui s'applique plutôt de manière ponctuelle contrairement à la WAS qui suggère la permanence. La première fait référence à un mécanisme de défaite et la seconde à un mécanisme de stabilité. Quelque soit la compétence mise en œuvre, le cœur de l'action reste le même. La manœuvre est essentiellement constituée de :

- l'engagement au contact ;
- la recherche de renseignement ;
- la coordination des moyens propres et des renforts ;
- la recherche de l'avantage par l'action.

1 Ces deux lignes directrices de la modernisation ne seront pas abordées car, si elles influencent naturellement la manœuvre, elles ont des retombées plus larges et correspondent aux efforts de modernisation connus par ailleurs.

D'autres invariants perdurent :

- la différence entre les opérations décisives, d'influence et de soutien ;
- la répartition entre la profondeur, le contact et la sécurité ;
- la distinction entre l'effort principal et l'action secondaire.

La manœuvre peut aussi être menée à front continu ou dans des espaces lacunaires. Elle conçoit l'emploi des armes (Infanterie, Cavalerie, etc) sous l'angle de la flexibilité et de la souplesse, loin des carcans doctrinaux autrefois paralysants.

Le tableau ci-dessous détaille la hiérarchie des termes qui structure cette nouvelle conception de la manœuvre :

Hiérarchie des termes

Légende : Rubrique ajoutée au FM 3-90 Tactics servant de référence

LE SPECTRE INTÉGRAL DES OPÉRATIONS *(FULL SPECTRUM OPERATIONS)*				
Types d'opérations	Offensive	Défensive	Stabilisation	Assistance
MANŒUVRE INTERARMES *(COMBINED ARMS MANEUVER)*				
SÉCURITÉ SUR LES ESPACES ÉTENDUS *WIDE AREA SECURITY*	• Protéger la force. • Protéger les populations. • Protéger les infrastructures. • Protéger les activités.	• Interdire la liberté de manœuvre. • Permettre la reconstruction économique et politique.		• Bâtir des partenariats. • Consolider les gains et poser les conditions du succès.
Types principaux et secondaires d'opérations militaires	• Marche à l'ENI. • RECO offensive. • Attaque. • Embuscade. • Contre attaque. • Démonstration de forces. • Diversion. • Feinte. • Raid. • Exploitation. • Poursuite.	• Défense de zone. • Défense mobile. • Défense rétrograde. • Freinage. • Repli. • Rupture de contact.	• Opérations de rétablissement/maintien de la paix. • Soutien de défense dans un pays hôte. • Aide en matière de sécurité. • Aide humanitaire. • Soutien à/Contre insurrection. • Soutien aux opérations anti-drogue. • Lutte anti-terroriste. • Evacuation de ressortissants/populations. • Contrôle des armenents. • Démonstration de forces.	• Assistance sur le territoire nationale. • Assistance humanitaire à l'étranger. • Aide aux populations. • Assistance aux incidents relatifs aux armes de destruction massive. • Appui des forces de sécurité.
Opérations tactiques spécifiques	• Opérations de reconnaissance. • Opérations de Sureté. • Mouvement de Troupes.	• Opérations de bréchage interarmes. • Opérations de franchissement. • Relevé sur position. • Relevé par depassement.		• Opérations tactiques d'information.

La CAM et la WAS peuvent se développer à partir de capacités convergentes.

La maîtrise de ces deux compétences par l'*US Army* repose naturellement sur des capacités qui devront être adaptées, modernisées et/ou développées. Elles s'inscrivent dans la continuité des leçons apprises des opérations mais elles sont guidées par la vision des défis du futur.

Ainsi, les capacités que l'*US Army* doit détenir à moyen terme pour pouvoir conduire cette manœuvre peuvent être décrites comme suit :

- un mélange d'organisations polyvalentes, structurées selon le besoin, reliées en réseau ;
- la capacité de conduire dans la continuité, missions de reconnaissance et de sécurité ;
- la capacité à employer le feu, à manœuvrer et à survivre dans le combat rapproché pour capturer, détruire ou neutraliser l'ennemi ;
- des unités et des chefs capables de mener des opérations interarmes simultanées et décentralisées dans des espaces lacunaires ;
- des unités et des soldats plus à même de comprendre et de travailler avec la culture des populations qu'ils protègent ;
- des forces organisées et équipées pour mener des opérations interarmées d'entrée sur un théâtre dans un contexte permissif ou non et après une projection d'ampleur stratégique ;
- la modernisation de l'entraînement afin de mieux reproduire l'environnement et de procurer aux unités et soldats l'expérience la plus pertinente.

Plus concrètement, des efforts seront menés dans les domaines suivant :

- le réseau ;
- la protection de la force ;
- l'aérocombat ;
- le renseignement ;
- la capacité de manœuvre renforcée des brigades de combat et de renseignement ;
- l'affectation aux brigades d'unités de protection pour éviter d'hypothéquer les capacités de manœuvre ;
- la réforme du commandement.

Enfin, l'*US Army* peut s'appuyer sur ses deux centres d'entraînement majeurs pour faciliter la transmission des deux compétences à ses brigades en assurant une cohérence d'ensemble et la capacité d'adapter son entraînement au besoin. Ces centres ont en commun le niveau d'entraînement, la brigade et en dessous, l'environnement opérationnel et la menace et le cœur de l'action militaire connu sous le nom des *Full Spectrum Operations*, combinaison des opérations offensives, défensives, de stabilisation et d'appui aux autorités. Ils se complètent car l'un, le *National Training Center*, se concentre plus sur le développement de la compétence CAM et l'autre, le *Joint Readiness Training Center*, sur le développement de la compétence WAS.

Cette nouvelle construction de la manœuvre interarmes n'est pas pour autant stabilisée.

En conclusion, on pourrait dire que la manœuvre interarmes telle qu'elle se dessine pour l'*US Army* conserve ses fondamentaux. Elle se caractérise par plus de décentralisation et par la primauté donnée à la culture de l'initiative sur celle de la coordination, sachant que l'autorité conserve toute liberté de faire effort sur l'un ou l'autre en fonction des circonstances. Elle intègre totalement la dimension interarmées, multinationale et interministérielle. Elle s'appuie sur un réseau élargi qui fonctionne à l'horizontal comme à la verticale. Elle se construit sur la souplesse, la flexibilité et l'adaptabilité dans l'emploi des moyens qui ne doivent pas être contraints par des schémas intellectuels trop directifs issus des doctrines. Elle se conçoit autour d'une compétence duale et d'une structure générique qui sera adaptée à l'environnement, taillée pour prendre en compte les évolutions de situation potentielles au-delà du succès immédiat et donc pour basculer de la mise en œuvre d'une compétence à l'autre en cours d'opération. Son outil principal reste la brigade.

Cette idée duale de la manœuvre ne fait pas encore l'unanimité. Elle s'inscrit donc dans des logiques anciennes avec de nouveaux moyens et de nouvelles méthodes pour coller à un nouvel environnement dont la caractéristique principale est la diversité. Il s'agit là d'une tentative de changement de style, de réorganisation et d'ajout à un cadre existant. Au-delà, et si la manœuvre interarmes reste au cœur de la réflexion de l'*US Army*, elle ne doit plus être pensée sans intégrer le contexte automatiquement interarmées et multinational des opérations actuelles.

De l'interarmes à l'approche globale



Général Pierre CHAVANCY/Ancien commandant de la TFLF,
actuel commandant de la division EMPLOI de l'EMA

Le fait interarmes étant acquis, la vraie problématique revient à définir la parfaite compréhension du mot «opératif». Il s'agit du niveau de responsabilité stratégique, déporté sur un théâtre d'opération, qui s'appuie sur une structure militaire et civile en charge de planifier et conduire des actions relevant des trois lignes d'opérations : sécurité, développement et gouvernance. Enfin, il symbolise l'instrument de mise en œuvre concrète de l'approche globale au niveau du théâtre car si cette approche globale est impulsée par le niveau stratégique et se décline jusqu'au niveau tactique. C'est le niveau opératif qui est sans aucun doute l'acteur central de ce concept.

As the combined arms concept is now a fully accepted reality, the real problem is ensuring perfect understanding of the word «operational». This is the strategy-level of responsibility brought to a theatre of operations and supported by a military and civilian structure in charge of planning and carrying out actions within the three lines of operations: security, development and governance. Lastly, it is an instrument for solidly implementing the comprehensive approach in theatres, as while this comprehensive approach is promoted by the strategic level and ranges to the tactical level. It is the operational level that plays the central role in this concept.

En matière de combat aéroterrestre, il est des problématiques qui ne doivent plus faire débat tant les engagements modernes apportent clairement des réponses aux questions posées. Par exemple, le fait «interarmes» s'impose avec une évidence telle qu'il peut difficilement être traité dans cette revue autrement qu'en compilant, au mieux des exemples, au pire des truismes.

Tout a déjà été écrit dans le document relatif aux «fondamentaux de la manœuvre interarmes[1]». Seule la combinaison judicieuse des capacités des différentes fonctions opérationnelles permet de démultiplier l'efficacité d'une opération tactique d'ensemble visant à la fois à contraindre l'adversaire, à contrôler le milieu physique et humain et à influencer les perceptions. Le concept de *«one army»* auquel tenait tant le général Antoine Lecerf, est une réalité depuis de nombreuses années.

S'il n'est qu'un exemple parmi d'autres, le cas particulier des opérations planifiées et conduites en Kapisa et en Surobi par les soldats français de la brigade La Fayette est particulièrement illustratif de «l'évidence interarmes».

Pour leurs concepteurs comme pour ceux qui les exécutent, il s'agit de faire preuve de compétence(s) c'est-à-dire de parfaite connaissance des effets et des contraintes d'emploi des capacités utilisées, mais aussi de maitrise du vocabulaire de chacun. N'oublions pas par exemple que le mot «neutraliser» n'a pas la même signification selon qu'il est prononcé par un fantassin, un cavalier ou un sapeur...

J'ai la conviction que cette compétence est acquise, du fait d'un système de formation performant et du sérieux des mises en condition avant projection.

1 FT-04 NMR 263/DEF/CDEF/DDo/B.ENG IA/ NP du 27 juin 2011


© Armée de Terre

Les POMLT (Police Operational Monitoring Liaison Team) dans le village de Tagab : patrouille avec la police locale et un soldat américain.
The POMLT (Police Operational Monitoring Liaison Team) in the village of Tagab: on patrol with local police and an American soldier.

Tout aussi indiscutables sont les faits «interarmées» et «international». Afin d'éviter les platitudes, je ne fais que les évoquer sauf pour indiquer que tout comme «l'interarmes», ils sont une réalité à prendre en compte dès les premiers niveaux de commandement. L'avion de chasse ou de transport comme le bâtiment de projection et de commandement, sont aussi familiers au chef de section/peloton que le *Caesar* ou le drone. Par ailleurs, je suis convaincu qu'un cadre qui ne se sait pas se faire comprendre en langue anglaise militaire, est inutile à ses chefs et à ses soldats.

A mon sens, la vraie problématique est celle de la parfaite compréhension du mot «opératif». Il me semble que le sujet n'est donc plus seulement l'interarmes, ni même l'interarmées ou l'international, mais bien le «civilo-militaire» dans son acception la plus développée, c'est-à-dire profondément interministérielle.

De quoi s'agit-il ?

Comme l'illustre parfaitement le positionnement de l'état-major de la brigade La Fayette en Afghanistan, au moins pour la chaîne française de l'opération, le niveau opératif doit être compris comme le niveau de responsabilité stratégique, déporté sur un théâtre d'opération, qui s'appuie sur une structure militaire et civile en charge de planifier et conduire des actions relevant des trois lignes d'opérations : sécurité, développement et gouvernance.

Le débat sur ce niveau opératif reste vif en France pour au moins quatre raisons essentielles :

- la **gestion interministérielle des crises** reste un sujet délicat au niveau national ;
- les opérations récentes illustrent le risque d'un **«écrasement[2]»** des niveaux de responsabilité : le niveau stratégique pourrait avoir tendance à diriger directement les actions tactiques et, inversement, les actions tactiques peuvent avoir une résonance stratégique ;
- les **moyens SIC** modernes facilitent l'échange en temps réel d'informations entre le terrain et les états-majors stratégiques ;
- très souvent, des **états-majors initialement à vocation tactique** assurent en même temps des responsabilités de niveau opératif[3].

Cependant, «l'opératif» reste un niveau de responsabilité indispensable parce que :

- c'est le niveau de la **concrétisation du concept stratégique** sur le théâtre d'opération par la conception et l'exécution du plan d'opérations[4];
- **certaines fonctions** ne peuvent être coordonnées efficacement qu'à un niveau intermédiaire entre la

2 DIA 01- Paragraphe 1023
3 EMF dans l'opération Licorne, CRR-FR pour l'opération EUFOR TCHAD, par exemple
4 Le *strategic design*

sphère stratégique et les composantes tactiques. En Afghanistan, c'est par exemple le cas du soutien et de la logistique de théâtre, des relations avec les acteurs civils présents sur zone, de la maîtrise du rythme des opérations (tempo de la « boucle opérative »), de la synchronisation entre les opérations spéciales et les actions des composantes conventionnelles... ;

- enfin c'est un niveau de responsabilités clairement identifié par les alliés et les organisations internationales, dont le maintien est nécessaire pour garantir l'**interopérabilité** du système de commandement français avec ces derniers ainsi que pour permettre la satisfaction de nos **ambitions nationales** en termes de positionnement au sein d'une coalition.

Le niveau opératif est donc celui de la **cohérence opérationnelle** sur les théâtres d'engagement qui répond ainsi simultanément aux quatre principes suivants :

- Il est généralement associé à une **zone géographique donnée.**

Même si la notion de « théâtre d'opération » ne doit pas être comprise de façon étroite et dépasse souvent la stricte zone d'engagement aéroterrestre, le niveau opératif reste le niveau de commandement relatif à un théâtre d'engagement donné, sur lequel il incarne la détermination du commandement stratégique et exerce un certain nombre de ses fonctions par délégation comme celle porte parole de la communication stratégique sur le théâtre.

L'acception la plus aboutie de ce principe géographique est la logique de *battlespace owner* en vigueur en Afghanistan. Dans un espace donné, elle fait du commandant de brigade aujourd'hui, demain peut-être du *senior civilian representative* qui lui est adjoint, le seul et unique responsable des actions conduites, quelle que soit la ligne d'opérations dont elles relèvent.

- Il est responsable de la **cohérence interarmées**, c'est-à-dire de la combinaison des effets opérationnels, notamment des différentes composantes, afin d'atteindre l'état final recherché.

La planification au niveau opératif[5] et la conduite déterminent et produisent les effets nécessaires à l'atteinte des objectifs du niveau stratégique, soit directement soit par l'intermédiaire d'objectifs opératifs. Réciproquement, le niveau opératif éclaire le niveau stratégique sur la réalité du théâtre d'engagement. Il assure notamment l'évaluation de la campagne et en déduit les mesures correctrices à apporter à son niveau, ou à proposer au niveau stratégique voire politico-stratégique.

5 « *operational design* » concrétisé par le plan de campagne.
6 DIA-01 para H019.

Rapporté au cas afghan, l'illustration la plus claire en est le dialogue permanent entre le COMTFLF et le chef du CPCO.

- Il fixe **le tempo des opérations** et les **priorités d'effort** ;

Là encore tout est écrit :
*« Prérogative de l'art opératif, le **rythme des opérations** est imposé par le COMANFOR à l'adversaire en exploitant au mieux la variété des capacités d'actions interarmées qui lui sont allouées. Ce rythme résulte d'un choix et non des contraintes extérieures à la décision : circuits logistiques, stocks de munitions, météorologie, attrition, etc. Il suppose une gestion maîtrisée du temps. L'emploi de la force et de ses points d'application sont synchronisés dans le temps, dans l'espace, et dans les effets recherchés[6] ».*

Ce sujet est tout à fait central. De fait, dans une zone relativement réduite comme celle de la brigade La Fayette, il s'agit d'imposer une pression continue sur l'adversaire en variant les points d'application de la manœuvre, leur style (cinétique et/ou non-cinétique), en donnant toute sa place à la déception et sans jamais répéter deux fois le même type d'actions…

- Il est l'instrument de mise en œuvre concrète de **l'approche globale** au niveau du théâtre.

Si cette approche globale est impulsée par le niveau stratégique et se décline jusqu'au niveau tactique, le niveau opératif est sans aucun doute **l'acteur central** de ce concept. En effet, le COMANFOR *(Force Commander)* est d'emblée, ou devient vite, le correspondant privilégié des représentants politiques des puissances intervenantes, des représentants des organisations gouvernementales ou non, ainsi que des représentants civils ou militaires de la nation-hôte.

Le niveau opératif est donc l'élément clé de la cohérence des actions conduites sur le théâtre, en particulier en veillant à la bonne intégration des actions militaires avec celles des autres acteurs ainsi qu'à la prise en compte des aspirations de la population du pays-hôte.

En bref, le commandant d'une force en opération doit donc « respirer interarmes et interarmées », savoir s'inclure avec naturel et crédibilité dans une coalition internationale, tout en maitrisant les enjeux interministériels nationaux…

Facile à écrire n'est-ce pas ?

La part de la division
dans le combat interarmes



Colonel Hervé BIZEUL/Chef d'Etat-Major EMF 1 - BESANÇON

Grande unité de nature interarmes par excellence, puisque regroupant l'ensemble des fonctions opérationnelles, si la division a pour rôle premier de coordonner l'engagement de plusieurs brigades dans un contexte interarmées et multinational, elle se doit, en outre, de gérer les nouvelles complexités du combat interarmes terrestre. Enfin, une dernière mission lui échoit dans le cadre du système d'alerte opérationnelle mis en place par l'OTAN, la dimension, «interarmées tactico-opérative» par la constitution, le cas échéant, d'un PCTIA. Le dispositif français modulaire de PC d'EMF est tout à fait adapté et en mesure de répondre à ces différents impératifs.

The division – an archetypal combined arms formation as it includes the whole range of warfighting functions – is primarily tasked with coordinating the engagement of several brigades within a joint and multinational context. It must also handle the evolving complexities of land combined arms combat. Lastly, an additional mission for the division – as part of the operational warning system which has been organized by NATO – is the «joint tactical-operational» aspect by setting up a PCTIA (joint land-oriented CP) if necessary. The French modular system for a Force HQ Staff is fit for these various requirements, as it has the capability to meet them.

Evoquer le combat interarmes au niveau division relève à la fois du lieu commun et de la gageure. Lieu commun car chacun sait que la division est un commandement de niveau tactique et donc par nature interarmes ; gageure car dans l'inconscient collectif, les anciennes divisions 84 ont été remplacées par les brigades interarmes. Ce sont d'ailleurs elles qui ont repris la plupart de leurs prérogatives opérationnelles d'alors. Comme elles sont projetées régulièrement en opérations en tant qu'état-major constitué et qu'elles ont conservé le vocable interarmes dans leur appellation, il est d'autant plus délicat de discerner le véritable champ d'action des EMF, nos états-majors de division actuels. Quelle est leur part dans le combat interarmes ? Peu d'entre-nous savent répondre à brûle-pourpoint à cette question. C'est parfois vrai au sein de l'armée de Terre. Cela l'est encore plus, en interarmées. Illustrant le FT 04 qui vient d'être diffusé par le CDEF, cet article se propose d'y répondre rapidement.

Dans le sillage du combat terrestre, le combat interarmes s'est complexifié. La division gère cette complexité de deux manières. D'une part, c'est elle qui combine l'action de plusieurs brigades. C'est une évidence qu'il faut tout de même rappeler et qui crédibilise nos hypothèses d'engagement. Mais surtout, c'est elle qui gère dès le temps de paix, la complexité du combat interarmes dans toutes ses composantes, de la planification de l'engagement à l'appui logistique qui est une prérogative uniquement divisionnaire.

La division est ainsi le niveau interarmes qui permet à la brigade de se concentrer sur l'atteinte de ses objectifs tactiques immédiats. C'est également le niveau d'état-major qui fait l'interface avec le niveau opératif, qu'il soit interarmées ou terrestre (LCC).

1. Combiner l'action de plusieurs brigades.

La première mission d'une division est de coordonner l'action de plusieurs brigades interarmes. Cette mission figure en filigrane des hypothèses d'engagement n° 2 et 3 de nos forces armées (PIA 03 c). Il s'agit, dans le cadre de l'hypothèse d'engagement la plus contraignante (l'hypothèse n°3), de devoir déployer simultanément deux PC de niveau 2 capables de commander chacun deux PC de niveau 3. L'un dans le cadre d'une opération engageant 10 000 hommes sur le territoire national, l'autre, une opération multinationale de 30 000 hommes à l'extérieur.

Ce sont ces types d'engagement, extrêmement dimensionnants, qui mobilisent les EMF et le CRR-FR lors des grands exercices comme Citadel Guibert 2011. Les EMF s'y préparent depuis 1999 et entretiennent des savoir-faire multiples en termes de déploiement de PC, de manœuvre des SIC, de gestion de l'information, de planification opérationnelle. Commander 15 à 20 000 hommes en opérations, dans un environnement multinational et sous commandement de l'OTAN, ne s'improvise pas.

2. Gérer les nouvelles complexités du combat interarmes terrestre.

Pour caractériser le rôle des EMF, il est écrit dans le FT 04 les lignes suivantes :

«L'état-major de force qui met sur pied le poste de commandement de niveau 2 est organiquement le plus haut niveau d'état-major opérationnel qui détient la totalité des fonctions opérationnelles de niveau tactique. Il dispose aussi des noyaux interarmées permettant d'assurer l'interface avec les commandements de composantes des autres armées qui pourraient être engagés. A ce titre, il est le premier niveau de manœuvre complet, et ce quel que soit le volume de la force engagée».

«Totalité des fonctions opérationnelles» «premier niveau de manœuvre complet», les expressions ne manquent pas pour signifier, qu'à l'instar des PC de niveau 1, les PC de niveau 2 possèdent l'ensemble des 24 composantes *«qui concourent à l'action des forces terrestres»*. Ce sont d'ailleurs les cellules et les personnels armant ces «composantes» qui viennent renforcer les états-majors de BIA lors des missions de



© Armée de Terre

L'EMF1 au cours de l'exercice Némésis-Sword 2010

Force HQ 1 during the Nemesis-Sword exercise, 2010


© Armée de Terre/ADC Gilles GESQUIERE

Le 35e RAP participe à un tir d'artillerie en commun avec les G6 Emiriens et les CAESARS Français pendant l'exercice GULF.

The 35th Parachute Artillery Regiment takes part in artillery fire with the UAE G6s and French CAESARS during the GULF exercise.

niveau intermédiaire comme celle de la *Task Force La Fayette* en Afghanistan : géographie, météorologie, défense sol air, guerre électronique, coopération civilo-militaire, opérations militaires d'influence, communication opérationnelle, appui à l'engagement, appui mouvement, appui à la mobilité des blindés, NRBC. Toutes ces fonctions, dont les brigades ne sont pas dotées, existent dans les états-majors de type EMF qui depuis leur renforcement en personnel en 2010 et 2011 atteignent un DUO significatif de 300 personnes.

A ces fonctions citées dans le FT 04, nous pourrions ajouter la fonction ciblage qui n'est pas des moindres comme on l'a constaté en Afghanistan. N'oublions pas que si elle est conçue au niveau LCC, elle est coordonnée et souvent mise en œuvre au niveau division.

3. Une nouvelle dimension, « l'interarmées tactico-opératif ».

En complément de sa mission interarmes classique, les EMF sont également en mesure de mettre sur pied le PCTIA ou le FHQ qui serait déployé en cas de déclenchement d'une opération dirigée par l'OTAN (alerte NRF) ou l'UE (alerte BG 1500). Dans ce cas, l'EMF prend une dimension tactico-opérative interarmées inédite et gère d'une main, le combat interarmes des GTIA qui lui sont subordonnés ainsi que les relations avec les autorités locales et de l'autre, le niveau stratégique qu'il soit national, de l'OTAN ou de l'UE[1]. Selon la mission confiée, il serait renforcé par des personnels de l'armée de l'air, de la marine, des forces spéciales et de la gendarmerie.

Conclusion

La division est donc un niveau essentiel de la combinaison du combat interarmes terrestre. Le dispositif d'état-major français souple et modulaire représenté par les EMF est une réponse juste et suffisante pour assumer cette mission. Capable d'engerber plusieurs brigades françaises ou étrangères en cas de crise majeure, le système EMF permet de gérer la complexité du combat terrestre actuel et de donner aux brigades la liberté d'action, la légèreté et la souplesse leur permettant d'atteindre leurs objectifs tactiques immédiats. Nos références d'OPEX récentes sont trompeuses. Depuis la guerre du Golfe nous n'avons plus déployé de division en opération. Mais nos alliés Américains ou Britanniques l'ont fait récemment en Irak et le font encore aujourd'hui en Afghanistan. Les Allemands eux-mêmes s'appuient sur un état-major de division pour armer le RC-N en Afghanistan. N'oublions pas ces exemples d'engagement opérationnels récents dans nos débats sur le C2 des forces terrestres. Disposer de PC de niveau 2 entraînés et compétents signe l'ambition de la France sur la scène internationale. Il faut enfin ajouter que depuis près de quinze ans les EMF constituent le réservoir de C2 de l'armée de Terre pour armer les états-majors multinationaux en opérations permettant à la France de respecter ses engagements en mettant à la disposition du CEMA de personnel formé, expérimenté et compétent.

1 Au cours des dernières opérations à dominante terrestre que la France a conduites ou auxquelles elle a participé, Licorne en Côte d'Ivoire, EUFOR RD Congo et EUFOR Tchad/RCA, le recours à ce type de PC a montré toute sa pertinence.

L'entraînement interarmes au CCPF : Effort de la préparation opérationnelle



CHEF DE BATAILLON NICOLAS JAMES/BUREAU EMPLOI - CCPF

Le sous groupement tactique interarmes, unité de base de la manœuvre demeure l'échelon prioritaire d'effort en matière de préparation opérationnelle. Le commandement des centres de préparation des forces, dont la mission consiste à appuyer la préparation opérationnelle répond à ce besoin d'intégration interarmes de la manœuvre par sa nature, son organisation et ses moyens. L'accent porté jusqu'à présent sur le commandement et la manœuvre se trouvera élargi dès 2013 par l'ouverture de nouveaux parcours de tirs combinant séquences tactiques et tirs réels de l'ensemble des moyens de feux mis en œuvre par ce niveau de commandement.

The combined arms company team is the basic unit of the maneuver. Readiness efforts are subsequently focused on it. The Army training centers' command, tasked with supporting pre-deployment training, meets the requirements for combined arms integration of the maneuver due to its very nature, its organization and its assets. The emphasis which has been placed so far on command and maneuver will be widened in scope from 2013, with the opening of new fire facilities combining both tactical sequences and live fire training with the whole range of weapons operated by this command level.

L'engagement des forces terrestres depuis plusieurs années dans des opérations complexes, au milieu des populations et face à un adversaire non conventionnel a accéléré l'intégration interarmes jusqu'aux plus petits échelons. Le SGTIA, unité de base de la manœuvre, est généralement composé de 7 ou 8 entités appartenant à plusieurs fonctions. C'est le cas en Afghanistan où l'on retrouve aux côtés des fantassins, des cavaliers, des sapeurs, des artilleurs, des équipes JTAC, ACM et OMI. Pour autant, le SGTIA est une construction *ad hoc* visant à répondre à un besoin opérationnel ciblé pour une période déterminée. La question de l'entraînement collectif des différentes composantes se pose donc naturellement si l'on souhaite dépasser la simple juxtaposition de moyens et obtenir une multiplication des effets sur l'adversaire, le terrain et l'environnement.

Le CCPF, échelon d'intégration interarmes des forces terrestres.

L'entraînement interarmes est aujourd'hui limité en garnison ou dans les ECI par la structure même des unités, les contraintes de programmation des activités et la disponibilité des matériels du PSP. Le CCPF dont la mission est d'appuyer la préparation opérationnelle des unités des forces terrestres en mettant à leur disposition, dans le domaine du commandement, du combat et du tir, des moyens d'entraînement et de contrôle, répond à ce besoin d'intégration interarmes. En organisant des exercices du niveau 3 (brigade interarmes) à 5 (SGTIA), le CEPC, le CENTAC, le CENZUB et le 1[er] RCA/GAO développent la synergie interarmes à tous les stades de la manœuvre.

L'approche interarmes est une évidence dans l'organisation des exercices de PC de niveau 3 et 4 dans lesquels la plupart des fonctions interdépendantes, opérationnelles et d'environnement sont intégrées. La création à l'été 2011 d'un centre dédié à la préparation opérationnelle multi-capteurs (CPOMuC), intégré au CEPC, contribue désormais à mieux prendre en compte la fonction renseignement, tout en apportant une expertise tant au niveau des PC de brigade que des unités spécialisées dans le renseignement.

De la manœuvre ...

L'approche interarmes est également une réalité au CENTAC et au CENZUB. En effet, La priorité donnée par le CFT pour l'entraînement du niveau du SGTIA, engagé au sein d'une brigade numérisée, est maintenue. De notables progrès ont été réalisés ces dernières années notamment dans le domaine des appuis feux au profit des commandants de SGTIA et pour accroître l'intégration systématique des fonctions logistique et renseignement dans les exercices.

Pour maintenir élevé le niveau d'exigence de l'entraînement des forces terrestres, le CFT impose, dans les centres du CCPF, une structure interarmes minimum comprenant quatre entités de manœuvre du niveau 6 de la composante « contact », une section de combat du génie et un EOC, aux ordres d'un capitaine commandant le SGTIA. Au cœur de la cible pédagogique, le capitaine est mis en situation de conjuguer les effets des composantes qui lui sont subordonnées lors des phases quotidiennes et formalisées de dialogue interarmes et de formulation des ordres. Il décide de l'articulation du SGTIA à partir des moyens qui lui sont donnés en renforcement avec la possibilité de créer des DIA jusqu'au plus bas niveau. C'est notamment le cas pour les actions en zone urbaine au CENZUB. Dans la phase d'exécution de la manœuvre, le capitaine coordonne les moyens pour obtenir les effets recherchés.
Pour élargir le cadre usuel d'intégration des fonctions opérationnelles interarmes, le CCPF en partenariat avec le GOMI envisage d'insérer des équipes tactiques des OMI lors des exercices dans ses centres.

...à la manœuvre à tirs réels.

Afin de compléter le panel des exercices interarmes utilisant aujourd'hui des moyens importants de simulation des tirs, le CCPF offrira dès 2013 aux forces terrestres des parcours autorisant une véritable manœuvre à tir réel au sein du CETIA, d'abord à Suippes (« Symphonie » rénové) puis à Canjuers. De fait, le CETIA remplacera progressivement le CEITO dédié exclusivement au tir de l'infanterie, sans pour autant négliger l'évaluation de la qualité du tir de celle ci. L'objectif du CETIA est de proposer des séquences tactiques pour un SGTIA qu'il soit à dominante infanterie ou blindée, combinant à la fois la manœuvre et le tir en conformité avec la politique de tir interarmes de l'Armée de Terre. La conception des parcours du CETIA répondra aux exigences de réalisme du scénario avec la prise en compte d'un environnement varié et naturel et la mise en ambiance du chef interarmes découvrant, en cours d'action, les objectifs à traiter. La composition du SGTIA comprendra, outre les composantes embarquée ou débarquée, la composante génie et artillerie, ainsi que les appuis troisième dimension de l'ALAT.

L'entraînement interarmes des forces terrestres est aujourd'hui pratiqué essentiellement dans les centres du CCPF. Les deux cibles prioritaires sont les PC de niveau 3 et 4 et les SGTIA. A travers elles, c'est la quasi totalité des composantes de l'armée de Terre qui sont amenées à raisonner et planifier ensemble la manœuvre ; manœuvre réalisée sur le terrain par toutes les fonctions opérationnelles. Ce résultat obtenu notamment lors des exercices de mise en condition avant la projection sur les théâtres les plus exigeants, devra être maintenu.



Entraînement interarmes dans les centres du CCPF en zone urbaine
Combined arms training in urban zone centres of the Army training centers' command

Le CCPF s'attache donc à préserver pour l'avenir un haut niveau d'intégration interarmes. L'arrivée au CEPC, fin 2012, d'une nouvelle version du logiciel de simulation SCIPIO permettra d'exercer les PC à la phase de «stabilisation» des opérations faisant porter l'effort davantage sur le contrôle du milieu que sur la contrainte de l'adversaire. 2013 devrait également être une année expérimentale pour tester l'entrainement du niveau du GTIA au CENZUB, incluant par conséquent davantage de composantes que lors d'un exercice du niveau SGTIA.



Exercices du niveau 3, phase d'entraînement au combat
Level 3 exercises, combat training phase

Recueil des signes et acronymes

ACM : *Action Civilo-Militaire*

CCPF : Commandement des Centres de Préparation des Forces

CETIA : Centre d'Entraînement au Tir Interarmes

CEPC : Centre d'Entraînement des PC

CENTAC : Centre d'Entraînement au Combat

CENZUB : Centre d'Entraînement en Zone Urbaine

CFT : Commandement des Forces Terrestres

DIA : détachement interarmes

ECI : Espace Collectif d'Entraînement

EOC : Elément d'Observation et de Coordination des feux de l'artillerie

GOMI : Groupe des Opérations Militaires d'Influence

JTAC : *Joint Tactical Air Controller*

OMI : Opérations Militaires d'Influence

PSP : Parc de Service Permanent

1er RCA/GAO : Groupement d'Assistance Opérationnelle pour l'Afghanistan

SGTIA : Sous Groupement Tactique Interarmes

Le fait interarmes dans la conduite des opérations terrestres : un acquis à entretenir



CBA Jean-Jacques GRUND, stagiaire de la 125-2° promotion du CSEM, École de Guerre

Vérifié et confirmé par les enseignements de l'histoire, conforté par les facteurs nouveaux des engagements actuels et prévisibles, l'impératif de prise en compte du facteur interarmes dans la conception et la conduite de toute manœuvre aéroterrestre est à la base de la formation des officiers d'état-major. Cependant, cet acquis demeure fragile et soumis aux mesures de réorganisation successives affectant le contenu même du cursus de formation des futurs officiers brevetés.

The necessity for taking into account the combined arms aspect in the design and conduct of any air-land maneuver has been proven and corroborated in the lessons learned from history. Today, the new factors of current and foreseeable conflicts have confirmed this requirement. This necessity forms the basis for officers' training in the Cours Supérieur d'Etat-major (French Command and General Staff College). However, that basis is still not quite firmly established, as it can change due to the successive re-organization measures affecting the content of programs and curricula of the Ecole de Guerre (French War College).

Il peut sembler surprenant d'insister encore aujourd'hui sur l'importance du facteur interarmes dans la conduite des opérations terrestres tant cette dimension apparaît incontournable dans les conflits terrestres modernes. Toutefois, la notion de combat interarmes est beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît de prime abord et, comme souvent, il n'est jamais inutile de revenir à la définition règlementaire afin de définir précisément la notion. Le TTA 106 précise que l'**interarmes**, entendu ici comme adjectif ou comme substantif, consiste en *«l'emploi synchronisé ou simultané de plusieurs armes pour produire sur l'ennemi un effet supérieur à la mise en œuvre indépendante de ces armes»*.

Il s'agit donc bien d'employer les différentes armes en **synergie**[1] en vue d'obtenir un **effet** de plus grande ampleur tout en respectant les principes fondamentaux de la guerre que sont la liberté d'action, la concentration des efforts et l'économie des moyens. Or, aujourd'hui, toute action militaire occidentale conventionnelle demeure subordonnée à l'assurance de disposer au préalable de la supériorité matérielle, qualitative et quantitative sur son adversaire, afin de compenser le manque d'effectif nécessaire au contrôle de grandes zones d'opérations. Malheureusement, cette abondance de matériels distincts rend l'obtention d'une synergie interarmes plus ardue. De plus, la nature asymétrique et/ou dissymétrique des conflits modernes oppose de nos jours des adversaires évoluant dans des espaces lacunaires, le plus faible cherchant systématiquement à profiter des possibilités d'abri et des capacités de dissimulation et d'imbrication que peuvent offrir les zones urbanisées. Le chef interarmes rencontre

1 Association coordonnée de plusieurs facteurs qui concourent à une action, un effet unique.


© Armée de Terre

Combat interarmes
Combined arms combat

donc *de facto* une difficulté certaine à employer au mieux ses moyens interarmes dans ce nouveau contexte physique d'engagement, qui limite l'emploi optimal de nos systèmes d'armes. Par ailleurs, de nombreux adversaires disposent d'armements de technologie proche de la nôtre, pouvant rendre le combat ponctuellement symétrique. Ainsi, engagé dans une opération avec une supériorité globale qui le conforte, le chef interarmes n'est pas à l'abri de déconvenues qui peuvent avoir un impact médiatique et partant stratégique, non désiré.

Aussi la prise en compte du facteur interarmes s'impose d'autant plus comme un impératif pour le chef militaire dans la conduite des opérations terrestres que seul l'emploi optimal de l'ensemble des capacités dont il dispose peut le préserver de toute surprise et/ou de toute erreur fatale pour sa manœuvre.

La manœuvre interarmes, qui s'impose désormais comme une évidence, est le fruit d'un apprentissage empirique qui s'est fait au prix de lourdes pertes, aboutissant ainsi à une doctrine riche et complète. Rénovée, elle sert encore de cadre à l'action de l'armée de terre dans le cadre de ses engagements actuels. Toutefois, le chef interarmes peut être amené à rencontrer des difficultés à employer de façon optimale les moyens dont il dispose. En effet, les systèmes d'armes modernes sont dotés de capacités qui n'ont jamais été aussi importantes, mais leur emploi coordonné en est rendu d'autant plus complexe dans l'espace comme dans le temps. La solution pourrait résider dans un meilleur apprentissage de la manœuvre interarmes tout au long du processus de formation des chefs militaires. Le CSEM y contribue actuellement jusqu'à sa disparition en 2013. Ce sera alors l'Ecole de Guerre au travers de son module spécifique Terre, qui reprendra cette formation.

Le combat interarmes, norme des engagements des forces terrestres françaises

Les champs de bataille de la première guerre mondiale furent le laboratoire qui permit l'élaboration d'une véritable doctrine interarmes. Du côté français, le processus fut long et se déroula de façon empirique, au prix de lourdes pertes et d'une adaptation progressive au travers de la rédaction de nombreuses directives tactiques. Il aboutit finalement à la rédaction de la directive n° 5 du 12 juillet 1918, véritable doctrine interarmes, qui prônait l'intégration des armes jusqu'au plus bas niveau et préconisait par exemple un emploi plus

adapté de l'artillerie, dont l'objectif n'était désormais plus de chercher à détruire l'adversaire, mais seulement de le neutraliser afin d'appuyer l'offensive amie. Cette directive fut appliquée quelques jours plus tard lors de l'attaque du plateau de Santerre le 8 août 1918, qualifié de «jour de deuil de l'armée allemande» par le maréchal Ludendorff. Symbolisant le renouveau tactique français par une combinaison optimale des armes, ce combat servira de «bataille modèle[2]» à l'enseignement militaire de l'après-guerre. Pourtant, ce savoir-faire fut curieusement oublié dans les années 30, concourant certainement au désastre de 1940.

Ce modèle imprègne encore aujourd'hui fortement le corpus doctrinal de l'armée de terre qui encadre l'engagement des forces terrestres. En effet, face à la prééminence du contexte de stabilisation et la forte incidence de la maîtrise de l'espace physique et humain sur les opérations, la doctrine actuelle[3] préconise une adaptation de nos procédés militaires aux impératifs d'une **manœuvre globale**[4] tout en respectant les principes fondamentaux cités plus haut. Pilier de cette manœuvre, l'approche indirecte repose ainsi sur l'alternance de la concentration et de la dispersion des effets. Afin de répondre à cette exigence, seul un emploi combiné des différentes armes peut permettre au chef de remplir sa mission de façon optimale dans un environnement non linéaire et lacunaire, où s'atténuent les notions de ligne de contact, d'arrière et de profondeur, dans un milieu encombré de nombreux protagonistes.



Ainsi, le FT-02 précise que «la concordance des effets [permettant la concentration des efforts] sera obtenue par la nécessaire et systématique complémentarité interarmes». Par ailleurs, cette complémentarité contribue à la modularité des unités ainsi constituées et participe en cela de façon essentielle à l'application du principe d'économie des moyens. Aussi la doctrine française fait-elle du combat interarmes une nécessité, imposant de fait au chef militaire la prise en compte systématique de ce facteur dans la conduite des opérations terrestres.

Depuis près d'un siècle, la doctrine française fait du combat interarmes une obligation, rendant ces deux termes intuitivement consubstantiels. Cependant, la guerre ne saurait en aucun cas être une science exacte, le brouillard et la friction qu'elle engendre, associés à l'évolution rapide des capacités des différentes armes et des cadres d'engagement, rendant indéniablement complexe toute application pratique de la doctrine et faisant de la prise en compte du facteur interarmes une recommandation fondamentale.

Des difficultés dans l'application pratique de la doctrine interarmes

Après un long processus de formation tactique tout au long de sa carrière, le chef militaire intègre spontanément la dimension interarmes dans la préparation et la conduite des opérations terrestres. Cependant, s'il est entrainé par le rythme de plus en plus rapide de la manœuvre, et au vu de la complexité et du nombre contraint des moyens dont il dispose, le chef interarmes peut être amené à un emploi non optimal de ses ressources, n'obtenant pas la synergie recherchée.

Les nouvelles technologies ont conduit à une modification de la manœuvre terrestre, qui, par ailleurs, se déroule désormais dans le cadre d'un espace non linéaire et lacunaire. Leur apport a en effet considérablement amélioré les performances des moyens militaires, contribuant ainsi indéniablement à l'adéquation de l'action terrestre aux nouvelles conditions déjà décrites en introduction, caractérisées par la dispersion et l'imbrication. En contrepartie, ces nouvelles technologies ont rendu la synergie des fonctions opérationnelles beaucoup plus complexes à appréhender pour le chef interarmes. De fait, les performances de certains matériels peuvent entraîner des interactions indésirables qui sont plus difficilement perceptibles et doivent impérativement être prises en compte dans la

2 Michel Goya, *la chair et l'acier*, TALLANDIER 2004.

3 FT-02, tactique générale et FT-04, les fondamentaux de la manœuvre interarmes.

4 Qui cherche à briser la cohésion de l'adversaire, contrairement à l'approche directe qui vise à l'annihilation progressive de l'ennemi par l'attrition.



© Armée de Terre

Entraînement en milieu désertique

Training in desert environment

réflexion tactique dès la phase de planification. En effet, n'est-il pas naturel qu'un chef rencontre des difficultés à maîtriser l'action simultanée d'un appui combiné ALAT[5]/artillerie au profit de l'un de ses groupements équipé de moyens anti-aériens, dans le cadre d'un environnement électromagnétique brouillé par une unité de guerre électronique agissant à son profit ? C'est pourquoi il dispose d'un état-major composé de spécialistes de chaque arme, chargé d'apporter à la réflexion du chef une expertise technique lui permettant d'obtenir la synergie recherchée. Cela ne saurait toutefois exempter le chef interarmes de la maîtrise des différentes composantes de la manœuvre interarmes, car, au final, il en demeure toujours l'unique responsable et l'ultime décisionnaire.

Au-delà de la maîtrise conceptuelle de la manœuvre interarmes, la maîtrise de l'emploi pratique de ces nouveaux moyens devient une contrainte pour le chef militaire. En effet, du fait de l'importance de leur coût, induisant une dotation restreinte de ces matériels ne couvrant pas entièrement les besoins de la manœuvre, celui-ci n'en dispose pas de façon permanente ni suffisante tout au long de son action. Paradoxalement, la nature nouvelle des engagements modernes nécessite une quantité de moyens à la fois plus importante et disparate. En effet, ceux-ci sont désormais marqués par une phase de stabilisation plus importante et parfois ponctuée par des opérations de coercition dans des milieux fortement cloisonnés (montagneux et urbains). Ainsi, les forces terrestres voient leurs besoins capacitaires progresser dans les domaines du contrôle du milieu, de la sécurisation et de la mobilité, aux dépens des fonctions de destruction et d'agression. Les moyens étant comptés, il en découle donc une décentralisation nécessaire de ces derniers vers les plus bas échelons, obérant ainsi partiellement la liberté de manœuvre du chef interarmes du niveau supérieur en le privant de possibilités d'actions d'ensemble ou combinées.

De plus, le nombre limité de moyens précédemment évoqué se traduit logiquement par un déploiement prioritaire au profit des unités projetées, au détriment de celles restées en métropole. C'est le cas notamment des capacités aéromobiles. Il est donc plus compliqué pour le chef interarmes d'acquérir la maîtrise de ce type de combat lors des phases d'entraînement, faute de moyens disponibles. Celle-ci en est encore compliquée par la mise en œuvre de la PEGP[6], qui pénalise l'entraînement interarmes des petits échelons tactiques au quotidien. Par ailleurs, les opérations extérieures ne sont pas toujours plus favorables à l'acquisition de cette maîtrise. En effet, les moyens attribués aux grandes unités pour

5 Aviation Légère de l'Armée de Terre.

6 Politique d'emploi et de gestion des parcs.

les opérations de stabilisation, qui sont aujourd'hui la norme, ne correspondent pas nécessairement à ceux dont disposerait le chef interarmes en coercition, notamment les moyens d'acquisition du renseignement. De fait, il n'y a pas eu d'action de coercition de grandes unités françaises avec l'ensemble de leurs capacités depuis la première guerre du Golfe en 1991 avec la Division Daguet. Le chef interarmes n'a par conséquent plus l'habitude de mettre en application ses connaissances théoriques à un niveau supérieur à celui du GTIA. Ce constat a été mis en exergue lors de récents engagements ayant ponctuellement nécessité l'emploi optimal et coordonné des capacités interarmes de certaines unités. Il ne touche d'ailleurs pas uniquement la France. Ainsi, lors de l'offensive israélienne au Liban à l'été 2006, des chars Merkava ont été engagés dans la ville de Bint Jbeil[7] avant l'intervention de l'infanterie, ce qui a occasionné des pertes lourdes et un retrait précipité des troupes de l'agglomération. L'armée israélienne était pourtant dotée d'équipements modernes, mais ses chefs, à tous les niveaux, étaient plus habitués à mener des opérations de police en Cisjordanie. Aussi l'impératif de la prise en compte du facteur interarmes n'était-il pas suffisamment prégnant pour eux, ce qui a par ailleurs occasionné d'autres déconvenues face aux milices du Hezbollah, dotées quant à elles d'équipements performants et d'une doctrine adaptée.

Ces récents évènements ont ainsi montré la maîtrise partielle de la dimension interarmes dans les engagements modernes du fait du manque de moyens réservés pour l'entraînement et d'un format d'engagement spécifique adapté à la nature des opérations menées de nos jours. Or l'éventualité d'engagements à haute intensité nécessitant l'utilisation optimale de ces moyens n'étant pas à exclure, il convient à nouveau de faire de la maîtrise du combat interarmes une priorité à tous les échelons.

La prise en compte du facteur interarmes au CSEM

La complexité du combat interarmes est prise en compte au travers de la formation au CSEM. Que ce soit en lors des modules intervention ou stabilisation, au travers des exercices *La Rochelle, Carthage* et *Iskander*, l'emploi des différentes armes ou composantes est tout d'abord présenté sous forme de conférences d'experts, pouvant être suivies de travaux pratiques. Les dossiers d'exercices servent ensuite de base aux travaux de planification et/ou de rédaction d'ordres menés par les différents groupes, réarticulés en état-major opérationnel. L'exercice de planification se déroulant lors de la phase intervention est suivi d'un exercice de simulation qui se déroule dans un centre JANUS[8]. En effet, seule la simulation permet de confronter les officiers stagiaires au phénomène de friction et de brouillard, inhérents aux conflits armés, les préparant ainsi à la prise de décision en conduite et à la saisie d'opportunité. L'enseignement dispensé à l'Ecole Militaire est complété par des études historiques sur le terrain (EHT[9]), permettant aux stagiaires de mieux appréhender les difficultés de coordination interarmes rencontrées par différents chefs militaires dans le passé. Cette combinaison de théorie, de pratique et de simulation les prépare autant qu'il est possible à la prise en compte optimale du facteur interarmes et à leur emploi de breveté au sortir de l'Ecole de Guerre.

Cependant, cette prise en compte demeure fragile et semble insuffisante tout au long du *continuum* de formation. Force est de constater que le temps consacré à l'enseignement tactique, dans le cadre du *continuum* de formation de nos officiers occupe une place de moins en moins importante. Le CSEM a vu sa durée réduite à quatre mois, alors qu'il était d'un an il y a plus longtemps. Il disparaîtra en 2013 au profit d'un module spécifique Terre de trois mois durant la période d'enseignement à l'Ecole de Guerre. Nous ne pouvons que nous interroger sur l'ensemble des mesures prises qui concourent à la réduction du temps consacré à l'enseignement de la tactique, à l'heure où nous faisons face à des menaces potentielles venant d'un arc de crise clairement dessiné. Le temps consacré au DEM à

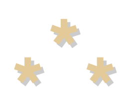
7 Voir pour plus de détails le Cahier du retex, la guerre de juillet.

8 JANUS : Simulation constructive destinée à l'entraînement des PC de GTIA ou des états major de brigade.

9 EHT Sedan, Libération de Paris et Normandie.

l'enseignement spécifique de chaque arme dans la formation des jeunes officiers venant d'horizons différents et ayant une expérience opérationnelle diverse parait insuffisant. En effet, la priorité semble donnée à l'enseignement des méthodes et procédures d'état-major dans la planification et la conduite des opérations plutôt qu'à la maîtrise de l'emploi des différentes armes. La réintroduction de l'épreuve de tactique à l'écrit du concours d'accès à l'enseignement militaire supérieur du second degré est une bonne chose pour sélectionner des officiers ayant une bonne connaissance interarmes, dispensée lors du DEM. Cette sélection pourrait être utilement complétée, comme auparavant, par des «colles d'armes», intégrées à l'oral du concours d'accès à l'Ecole de Guerre.

Au-delà de cette prise en compte de l'apprentissage théorique, la maîtrise conceptuelle de la manœuvre interarmes pourrait de même être renforcée par un meilleur apprentissage pratique de celle-ci. La formation pratique des officiers sélectionnés pour suivre l'enseignement militaire du deuxième degré pourrait ainsi se concrétiser par une visite des écoles d'arme, qui pourrait être réalisée au cours du module spécifique Terre de l'Ecole de Guerre. En effet, l'origine des lauréats au concours est diversifiée. Ils n'ont pas tous servi en unité de mêlée. Ce pourrait être l'occasion de leur dispenser une démonstration de la MEDO appliquée à chaque arme et associée à la mise en œuvre pratique des capacités des unités et des matériels spécifiques en dotation au sein de chaque arme, que tous n'auraient pas eu l'occasion de voir au cours de leur parcours opérationnel. Chaque officier pourrait ainsi se représenter de façon concrète leurs contraintes pratiques d'emploi, comme les empreintes au sol des différentes unités ou les temps nécessaires à leur réarticulation en fin de mission.



L'importance du facteur interarmes dans la formation théorique des officiers est certes prise en compte tout au long de leur *continuum* de



Ecole de Guerre
French War College

formation, en revanche celle-ci demeure incomplète pour les raisons citées précédemment. L'impératif de cette prise en compte demeure pourtant plus que jamais d'actualité face à la complexité des moyens mis en œuvre et à l'évolution incessante des cadres d'engagement. La problématique de la disponibilité des matériels est une contrainte réelle, mais des solutions alternatives existent toutefois, permettant de répondre à l'impératif opérationnel qu'est l'entraînement pratique en métropole dans des conditions similaires à celles rencontrées sur les différents théâtres d'opérations extérieures.

L'artillerie, produire des effets autrement que par les feux classiques



CEN Julien DEROUETTEAU, Stagiaire 125-1° promotion CSEM, École de Guerre

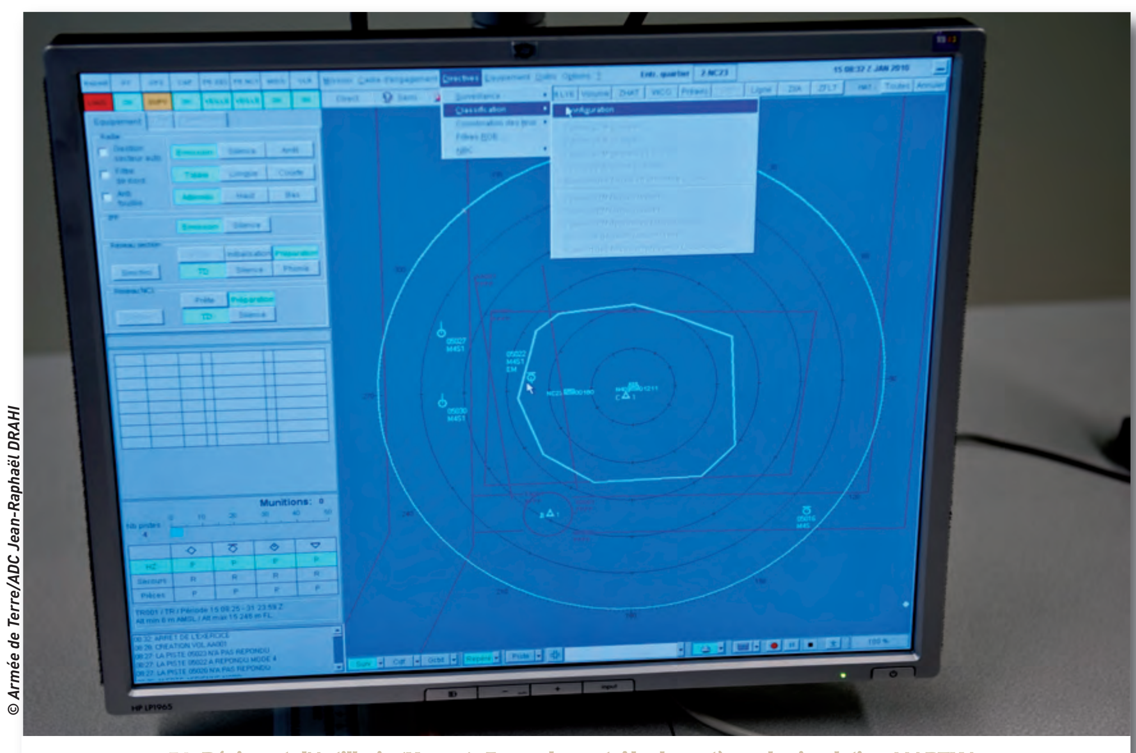
Arme de feux puissants et massifs depuis sa création, l'artillerie connaît aujourd'hui une véritable mutation par le renouvellement de ses moyens, de ses procédés et de son emploi. Outre le maintien de leurs capacités traditionnelles, les formations d'artillerie disposent aujourd'hui de réelles capacités de dissuader un adversaire et de le contraindre par la seule présence de la menace de ses feux. Enfin, par sa capacité récente d'application de feux précis et ponctuels et non plus de saturation, l'artillerie est en mesure de participer à la prise de l'ascendant sur l'adversaire tout en contribuant à la liberté d'action du chef interarmes grâce au système Martha.

Since its creation, artillery has been the army branch for powerful fire. Today it is going through a radical transformation due to the renewal of its assets, procedures and employment. In addition to retaining their traditional capabilities, artillery units now have the capacity to deter the enemy and exert control with the threat of fire alone. Lastly, through its recently-acquired capability of accurate and temporary fire (and no longer saturation fire), artillery can help gain the advantage over the enemy. Meanwhile, it contributes to the freedom of action of the combined arms commander thanks to the Martha system.

A l'heure où certains mettent en concurrence les appuis sol-sol et air-sol, il est nécessaire de ne pas limiter l'emploi de l'artillerie aux seules destructions sur le champ de bataille. Cette question est d'autant plus prégnante que les engagements contemporains sont fondés sur la limitation des dommages à l'environnement en vue de préparer le processus de normalisation. Le rôle dissuasif de l'artillerie dans la prise de l'ascendant psychologique sur le commandement adverse et les populations hostiles ou indécises constitue donc une piste de réflexion essentielle pour optimiser son emploi sur les théâtres d'opérations actuels.

Il convient donc de s'interroger sur les moyens et les méthodes dont dispose l'artillerie pour influer sur la volonté de combattre de l'adversaire et influencer sa perception de la puissance amie, tout en limitant le recours aux feux classiques et les destructions.

Par définition arme des appuis par les feux indirects, l'artillerie peut accroître ses effets immatériels par une manœuvre moins conventionnelle, portant au plus loin une menace diffuse, et par une protection accrue de la force en facilitant l'utilisation de la 3e dimension par le chef interarmes.



© Armée de Terre/ADC Jean-Raphaël DRAHI

54e Régiment d'Artillerie (Hyeres). Ecran de contrôle du système de simulation MARTHA.

54th Artillery Regiment (Hyeres, Provence-Alpes-Côte d'Azur region). MARTHA simulation system control screen.

En effet, le déploiement de certains capteurs et « effecteurs » de l'artillerie peut avoir un réel effet dissuasif pour l'adversaire. Si la confrontation ne peut toutefois pas être évitée, une mise en œuvre originale des moyens classiques et l'emploi de nouvelles capacités peuvent alors imposer des contraintes supplémentaires à l'ennemi et offrir une liberté d'action supérieure à la force.

Etre plus dissuasif

L'artillerie est au cœur de la guerre des perceptions qui caractérise les conflits limités actuels. Dès lors, le déploiement de moyens dédiés à la protection tend à créer une « forteresse technologique », dont l'effet dissuasif vient s'ajouter à la possibilité de réaliser des manœuvres de feux à caractère préventif.

L'effet dissuasif de l'artillerie au niveau stratégique n'est pas uniquement créé par la puissance de feu déployée. En particulier, l'engagement de moyens de défense sol-air, même limités, sur un théâtre d'opérations est un signe politique fort, notamment dans le cadre des opérations d'interposition. Dans ce contexte, outre la capacité d'interception des vecteurs aériens ennemis, la mise en œuvre de centres MARTHA[1] est significative par la « maîtrise » offerte de la 3e dimension dans la zone de responsabilité. Pour autant, cette capacité est menacée par ce que le général Desportes appelle la « stratégisation » de la tactique. L'absence de délégation dans l'ouverture du feu jusqu'au plus petit niveau tactique rend inopérant ce dispositif puisque la liberté d'action des parties concernées n'est pas entravée. Ainsi, du fait de l'absence de réponse cinétique aux provocations sur le dispositif sol-air de l'opération Daman en novembre 2006, l'aviation israélienne a acquis un sentiment d'impunité qui lui permet de violer régulièrement l'espace aérien libanais. La crédibilité du déploiement tient donc à la nature des moyens et à la capacité « juridique » à répondre avec force, sans forcément détruire le vecteur, à d'éventuelles manœuvres d'intimidation.

Face aux attaques indirectes, la force de dissuasion peut également se décliner au niveau tactique par la réalisation de forteresses grâce aux capteurs et « effecteurs » de l'artillerie. En premier lieu, cet effet repose sur l'inutilité des attaques indirectes par la construction de « remparts technologiques » grâce au déploiement des moyens CRAM[2] tels que le PHALANX américain.

1 Maillage des Radars Tactiques pour la lutte contre les Hélicoptères et les Aéronefs à voilure fixe.

2 *Counter Rocket Artillery and Mortar:* systèmes dédiés à l'alerte et à l'interception en cas d'attaque par les feux indirects.

3 Ouvrage publié par des officiers de la Fédération Nationale de l'Artillerie.

Le concept de forteresse trouve une nouvelle pertinence en abandonnant le caractère passif du « rempart traditionnel » exposé dans « Artillerie et fortification[3] » au profit d'une logique d'action pour affaiblir la volonté ennemie d'attaquer. En second lieu, il s'agit de disposer d'une capacité d'agression sur les «effecteurs» adverse grâce à une supériorité technologique. A cette fin, le déploiement de radar COBRA constitue un message sans équivoque adressé à l'adversaire qui sera donc moins enclin à risquer ces « effecteurs » de premier rang dans les zones couvertes par ce radar. Il en résultera l'utilisation de lanceurs plus rudimentaires et donc moins efficaces. Dès lors, ces attaques auront un poids médiatique insuffisant pour être exploité par des mouvements de rébellion. Cette réponse technologique affectera également le moral des combattants adverses par la disproportion entre les risques assumés et les résultats minimes obtenus.

Par ailleurs, l'artillerie peut dissuader l'ennemi d'engager certaines forces par des manœuvres de feux destinées à frapper plutôt la tête que le corps de la troupe. Dans ce procédé à caractère plus offensif, l'objectif recherché est d'annihiler toute velléité de l'adversaire de renforcer une unité sur le point d'être engagée par une force terrestre. Ceci suppose de démontrer à l'ennemi que la force amie dispose d'une capacité à frapper les avenues d'approche qu'emprunteraient les renforts : l'attrition portée sur ces unités les rendrait alors incapables de faire basculer le rapport de force local. Si les obus explosifs peuvent être utilisés pour ces tirs «préventifs», les munitions fumigènes et éclairantes seront à privilégier pour agir sur la psychologie de cet adversaire tout en préservant une population dont il faut « gagner les cœurs ». De plus, cet effet dissuasif s'étend au-delà de la seule zone battue par les feux car la réalisation des tirs révèle également la présence d'un dispositif d'observation dont l'ennemi ne pourra pas estimer les capacités exactes. Si ce procédé n'engendre pas d'attrition chez l'adversaire, il permet de concilier l'objectif d'isoler une zone de terrain ou un adversaire sans causer de destruction, dans une logique de dislocation de l'ennemi plutôt que d'annihilation.

L'artillerie dispose donc d'une réelle capacité à dissuader l'adversaire en actualisant le concept de fortification autours de la complémentarité entre protection et agression. Pour autant, ces capacités techniques atteignent leur pleine efficacité à condition d'être illustrées par une communication opérationnelle atteignant vers le commandement et la troupe adverses.

Contraindre l'ennemi sans le détruire

Contraindre l'ennemi requiert notamment de faire peser sur lui une menace de cloisonnement tout en contrant sa capacité à créer la surprise. Dans ce cadre, le rôle de l'artillerie doit être de restreindre la liberté d'action de l'adversaire en créant une menace diffuse dans la profondeur de son dispositif.

A cet effet, l'artillerie doit en premier lieu réduire la réactivité des unités de l'adversaire en influant sur l'échelonnement de son dispositif avant même l'ouverture du feu. L'objectif à atteindre est de faire reculer la réserve d'intervention ennemie en profitant au maximum de la portée des vecteurs déployés. Du fait du haut degré de perfectionnement technique nécessaire à l'efficacité des tirs de contre batterie, la supériorité technologique des interventions actuelles garantit une faible vulnérabilité face à ces menaces. Ainsi au cours de l'engagement russe en Ossétie, l'artillerie géorgienne a subi de très faibles pertes par des tirs de contrebatterie en raison des délais trop importants entre l'acquisition du renseignement et le traitement par les feux d'artillerie. Dès lors, dans un contexte de supériorité aérienne, le déploiement des pièces amies au plus près de la ligne de contact, sans s'exposer au tir direct, présente un risque très limité. Ce principe de déploiement au plus près se traduit par des délais supplémentaires pour l'intervention des renforts ennemis ainsi que des opportunités nouvelles pour générer de l'attrition sur les unités en réaction.

En outre, les moyens de l'artillerie contribuent à limiter la liberté d'action de l'ennemi par la connaissance de son dispositif. En effet, la

capacité à délivrer des feux sur le deuxième échelon et au delà précédemment évoquée implique que la force dispose d'une capacité à observer dans la profondeur. De ce fait, après un premier déploiement en arrière des positions amies, un redéploiement des effecteurs au plus près de la ligne de contact sera interprété par les services de renseignement adverses comme le signe de la mise en place d'équipes infiltrées en profondeur dans son dispositif. Ceci signifie pour l'ennemi une incapacité à créer la surprise tactique, à protéger son axe d'effort ou à dissimuler certains de ses moyens à moins de redéployer plus en arrière ces unités. Un autre effet induit est l'augmentation du volume des forces consacrées à la sécurisation de la zone de déploiement, donc une consommation et une usure accrue du potentiel ennemi. Dans ce contexte, la mise en service du lance roquette unitaire constituera une plus value importante à condition de disposer des moyens et des équipes pour observer dans la profondeur.

Enfin, dans le cadre de la manœuvre défensive, la contrainte pour l'adversaire peut être créée par une plus grande dispersion des pièces d'artillerie. Cette « dilution » des pièces est rendue possible par un emploi optimisé des nouvelles capacités de mobilité et des portées accrues des effecteurs. Ces nouvelles caractéristiques des vecteurs d'artillerie permettent de conserver la capacité à concentrer des feux, donc les efforts, pour faire basculer un rapport de force local tout en rendant plus difficile la neutralisation de l'unité en appliquant le principe d'une « dispersion justement calculée » prôné par le lieutenant général Bourcet. La déconcentration des sections de tir rend beaucoup plus incertaine la conquête de la



Exercice TOLL. Canjuers. Tir CAESAR (camion équipé d'un système d'artillerie) de la 3e batterie du 1er Régiment d'Artillerie de Marine de Laon-Couvron

TOLL exercise. Canjuers (Provence-Alpes-Côte d'Azur region). CAESAR (trucks equipped with artillery systems) fire by the 3rd battery of the 1st Marine Artillery Regiment of Laon-Couvron (Picardy region).


© Armée de Terre/ADC Jean-Raphaël DRAHI

54[e] Régiment d'Artillerie (Hyeres). Système MARTHA. Station MIDS *(Multifunctionnal Information Distribution System).* Opérateur NCS *(Network Control Station).*

54[th] Artillery Regiment (Hyeres). MARTHA system. MIDS (Multifunctional Information Distribution System) terminal. NCS (Network Control Station) operator.

4 Automatisation des Tirs et des Liaisons de l'Artillerie Sol-sol.

5 Centre de Management de la Défense dans la 3[e] Dimension.

supériorité des feux par l'adversaire ce qui affaiblit son effort artillerie. De plus, l'acquisition de cet avantage ne réduit en rien la menace qui pèse sur l'adversaire puisque le système ATLAS[4] et les compétences acquises en trajectographie permettent de frapper un objectif à un instant donné à partir d'effecteurs de différents types et appartenant à différentes unités. Outre la sécurité accrue des moyens amis, la dispersion des effecteurs rend les rapports de force locaux beaucoup plus difficiles à estimer. L'ubiquité de la menace crée un brouillard supplémentaire pour le commandement adverse contraint de gérer davantage d'imprévisibilité et donc d'augmenter ses réserves.

Par une prise de risque modérée dans les dispositifs d'artillerie, il est donc possible de contraindre l'adversaire par des effets immatériels ciblés sur le commandement ennemi. Outre cette gestion de l'incertitude par le risque, l'appui artillerie contribue à la prise d'ascendant non seulement par l'usure mais aussi par la manœuvre.

Accroître la liberté d'action amie

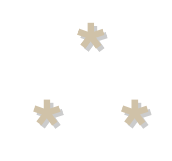
Sans attendre de délivrer des feux, l'artillerie peut faciliter la conception et la conduite de la manœuvre interarmes, voire interarmées. En effet, ses systèmes de commandement numérisé et la mobilité accrue des «effecteurs» facilitent l'initiative et la saisie d'opportunités par l'ensemble de la force.

Tout d'abord, l'artillerie peut apporter une meilleure connaissance de la situation tactique dans le cadre de la protection de la force. Le déploiement d'un CMD3D[5] en appui d'un poste de commandement interarmes permet à ce PC de disposer d'une situation aérienne en temps réel. Ainsi, le chef interarmes dispose d'une capacité unique à appréhender l'ensemble de ses zones de responsabilité et d'intérêt en visualisant les détections de l'ensemble des capteurs interarmées de défense aérienne. Dès lors, les forces terrestres disposent en premier lieu des délais suffisants pour diffuser les alertes

aériennes, ce qui réduit d'autant les effets des raids ennemis. En second lieu, cette visualisation de l'activité aérienne facilite le travail de la cellule renseignement puisque la concentration des vecteurs aériens sur une zone ou une direction révèle l'effort adverse. La mise en œuvre d'un CMD3D permet donc une véritable lecture en trois dimensions de la manœuvre aéroterrestre adverse. Le PC interarmes dispose ainsi d'une capacité unique pour conserver ou reprendre au plus vite l'ascendant.

L'artillerie est aussi en mesure de renforcer la liberté d'action amie en contribuant à l'autonomie de décision du chef interarmes. En effet, une structure comme le détachement de liaison d'observation et de coordination et des équipements de la chaîne MARTHA apportent de nouvelles connaissances et de nouvelles compétences au sein du poste de commandement « terre » pour optimiser l'emploi de la 3e dimension. Il en résulte tout d'abord pour le PC « terre » la possibilité de réorienter rapidement ses moyens évoluant dans la 3e dimension face à l'action ennemie, soit par délégation de gestion de l'espace aérien local[6], soit par les liaisons avec les organismes de contrôle aérien ainsi mises en œuvre. Par ailleurs, ces capacités améliorent la réactivité dans l'emploi des I3D[7] en permettant le déclenchement de missions inopinées en réaction à la surprise ennemie, tout en préservant la sûreté des aéronefs et drones en vol dans la zone de responsabilité. Cette meilleure gestion de la 3e dimension associée à la numérisation de l'artillerie améliore la capacité à produire un effort et délivrer des feux indirects ou air-sol rapidement et sans compromettre la sécurité des unités amies.

Enfin, les futurs moyens de l'artillerie vont contribuer à faire basculer un rapport de force par la saisie d'opportunités, tant au contact qu'en profondeur du champ de bataille ou de la zone de responsabilité. En premier lieu, l'acquisition de moyens particulièrement mobiles tels que le MEPAC permet de créer une réserve d'intervention particulièrement rapide. Cette réserve de feux mobiles et protégée peut également avantageusement appuyer une manœuvre d'exploitation, tel qu'un raid, en lui apportant un outil pour compenser un rapport de force défavorable par des feux indirects. Cette capacité est également utile dans les engagements en contre rébellion par la grande réactivité et la protection des équipages face aux actions d'insurgés. D'autre part, la bascule du rapport de force pourra être atteinte par la paralysie du système de commandement. En effet, la mise en service du lance roquette unitaire offrira la possibilité de détruire un objectif jusqu'à 70 kilomètres et de percer jusqu'à 30 centimètres de béton. Dès lors, dans un contexte d'intervention, il sera possible de détruire des postes de commandement de niveau opératif pour annihiler toute capacité de coordination des actions ennemies.



En conclusion, si l'artillerie est caractérisée par la puissance et la précision des feux, elle doit désormais adapter ses déploiements et sa manœuvre afin de créer davantage de brouillard et de friction contre le commandement adverse. La complémentarité des effets cinétiques et non cinétiques doit être une préoccupation permanente en exploitant au maximum le binôme concentration des feux et dispersion des feux pour produire une dissociation matérielle et morale. Cette transformation sera facilitée par la mise en service de nouveaux matériels et de nouvelles munitions.

Pour autant, les équipements actuels permettent d'ores et déjà d'obtenir un réel effet dissuasif et de contraindre la manœuvre ennemie par une prise de risque mesurée. La crédibilité de ces dispositifs repose cependant sur une ferme volonté politique et un effort de communication sur les capacités des équipements en dotation dès le temps de paix. Le rapprochement stratégique franco-britannique devrait d'ailleurs ouvrir de nouvelles pistes de réflexion du fait des études menées actuellement outre-manche sur des concepts tel que la munition planante.

6 Selon les conditions évoquées dans le schéma directeur interarmées de coordination des intervenants dans la 3e dimension, édition 2010.

7 Intervenants dans la 3e dimension.

La tactique de Guibert à nos jours
ou la pérennisation de la manœuvre interarmes



LIEUTENANT-COLONEL CLAUDE (R) FRANC/CHARGÉ DE MISSION À LA DIVISION DOCTRINE

Lorsqu'on survole l'évolution de l'histoire militaire depuis un peu plus de deux siècles, c'est-à-dire depuis les premiers écrits en matière tactique, on ne peut qu'être surpris par certaines constantes. En effet, les périodes victorieuses sont toujours consécutives à d'intenses phases de réflexion et souvent de réorganisation. Ensuite, les fondements tactiques de la manœuvre ont été identifiés pratiquement depuis la mise en place du système divisionnaire et se sont révélés pérennes depuis. Enfin, la mise en service d'équipements nouveaux, si elle fait évoluer les procédés de combat ou les modes d'action, n'a pratiquement pas remis en cause les fondements intrinsèques de la manœuvre.

If we look at the evolution of military history over a little more than the past two centuries - in other words since the first tactical writings appeared - we are invariably amazed at a number of permanent features. Indeed, periods of victories always follow phases of intense research work and often reorganization. Then, the tactical foundations of maneuver were identified practically with the implementation of the division system, and have since proved valid on a permanent basis. Lastly, the fielding of new equipment, even if it entails gradual changes in the combat methods or courses of action, has hardly ever challenged the intrinsic basic tenets of maneuver.

Cet article est la reprise, revue et corrigée, d'un article précédent datant de 2008, destiné à illustrer la parution du FT 02 «Tactique générale».

Parfois décriée comme relevant des arts mineurs, seule la stratégie étant aux yeux de ses détracteurs digne d'intérêt, la tactique constitue néanmoins le fondement essentiel de l'action guerrière. Toujours étroitement appliquées au terrain, les conceptions tactiques du général, rigoureusement exécutées, décident toujours du sort de la bataille : qu'il s'agisse du choix d'une position (l'abandon du plateau de Pratzen par l'Empereur), ou des rôles respectifs de l'infanterie et de la cavalerie (l'enroulement des *tercios* espagnols par la cavalerie de Condé à Rocroi), ou encore de l'emploi du feu de l'artillerie (la grande batterie à Wagram), pour ne considérer que quelques exemples. Cette bataille, gagnée ou perdue au niveau tactique, peut avoir des conséquences incalculables ; ainsi, c'est la charge furieuse des cavaliers de Sobieski contre les troupes turques de Kara Mustapha Pacha, action éminemment tactique, sous les murs de Vienne en 1683, qui scelle pour plus d'un siècle le sort de la puissance ottomane et qui ouvre la voie à l'iexorable déclin européen de la Sublime Porte ; la journée héroïque de Malplaquet et les judicieuses dispositions que le maréchal de Villars y a prises permet à Louis XIV de sauver son règne ; la même année, 1709, la journée de Poltava efface la Suède des puissances européennes et y consacre l'avènement irrévocable de la Russie ; enfin, Fontenoy en 1745 place Louis XV en position d'arbitre des puissances européennes et consacre l'apogée de la France monarchique. Dans ces deux

derniers cas, ce sont les redoutes construites par les Russes avant la bataille qui ont eu raison des attaques suédoises et c'est en écrasant la colonne Cumberland que Maurice de Saxe a enlevé la décision à Fontenoy, deux actions encore relevant du niveau tactique.

Après avoir ainsi rappelé les conséquences parfois démesurées d'une simple action tactique, le présent article se propose de retracer à grandes lignes l'évolution des règles de la manœuvre depuis Guibert jusqu'à nos jours, en dégageant les permanences que l'on y observe ainsi que les grandes ruptures qui s'y sont produites. Ainsi, dans la mesure où la bataille, finalité de la tactique, vise la résolution de la guerre et ne se contente plus d'être un simple épisode guerrier, les généraux qui se trouvent en charge de la conduite des opérations cherchent évidemment les moyens de l'emporter de façon décisive. Parmi ces moyens, deux semblent majeurs et intemporels, le nombre et la puissance des armes qui ont connu une évolution parallèle à partir du moment où le fer a été relayé par le feu. Dans cette lutte multiséculaire entre le boulet et la cuirasse la révolution industrielle va apporter un nouvel élément, la mobilité.

Plusieurs raisons militent à pendre comme point de départ de cette réflexion la seconde partie du XVIIIème siècle. En premier lieu, force est de constater qu'avant cette période, sauf cas exceptionnels, Turenne et Condé en furent en termes de chefs de guerre manœuvriers, la manœuvre était réduite à sa plus simple expression du fait de l'indissociabilité des armées lesquelles agissaient toujours groupées en une masse unique et sur une seule direction ; d'où le succès de la guerre de siège alors en vogue à cette époque, donnant lieu à des manœuvres lentes dans des espaces étroits. En deuxième lieu, c'est de cette époque que datent les premiers écrits et traités de tactique, dominés en France par Folard, Bourcet et Guibert. Enfin, de 1763, date du traité de Paris qui met fin à la guerre de Sept Ans au 20 avril 1792 qui voit la Législative «déclarer la guerre au roi de Bohême», la France a connu sa plus longue période de paix depuis l'avènement d'Hugues Capet[1], huit cents ans auparavant, et cette période de paix a été supérieure au recouvrement de deux générations de l'époque, d'où une véritable régénération de l'outil militaire par une réforme en profondeur conduite par le comte de Saint Germain, ministre de la Guerre de Louis XVI.



Henri de la Tour d'Auvergne, Vicomte de Turenne
Henri de la Tour d'Auvergne, Viscount of Turenne

Ce sera cette vieille armée royale, amalgamée aux jeunes et ardents bataillons de volontaires qui formera l'armée de la Révolution, creuset de la Grande Armée qui, à plusieurs reprises, vaincra l'Europe coalisée.

A l'époque moderne, l'avènement du feu individuel a d'abord contribué à l'essor d'une infanterie, méprisée comme vulgaire piétaille au Moyen Age. Pour améliorer sa puissance au combat, en augmentant les effets de son feu tout en la rendant moins vulnérable aux effets des boulets de canons, le vieux carré, pilier de l'ordre profond, se fragmente et s'étire, les bataillons se rangeant en ligne les uns à côté des autres, les escadrons de cavalerie passant aux ailes de ce dispositif général et cet ensemble devient une ligne mince sur quatre rangs, puis trois. Le front des armées devient ainsi très étendu et il devient impossible au général d'en observer tous les mouvements, qui plus est de commander à la voix. Simultanément, au cours de la guerre de Succession d'Autriche, de façon tout à fait empirique lors de la campagne de Bohême consécutive à l'abandon de Prague conquise un peu témérairement, pour échapper à la cavalerie autrichienne lancée à sa poursuite, le maréchal de Broglie avait divisé son armée pour la diluer dans plusieurs vallées entre la Thuringe et le Rhin : avec ces «divisions

1 La participation a la guerre d'indépendance américaine n'a touché qu'un très petit corps de volontaires et a surtout constitué pour la France en un effort naval. La France ne retrouvera des intermèdes de paix comparables qu'entre 1870 et 1914 et après 1962.

d'armée», le système divisionnaire était né. Il restera à Guibert à le codifier. Enfin, par le choix de Gribeauval de pièces d'artillerie légères, chaque bataillon d'infanterie devait être doté de deux pièces de 4, pièces qui peuvent être déplacées et manœuvrées durant l'engagement au même rythme que les unités d'infanterie : l'artillerie mobile était née et, comme l'écrira Guibert, elle deviendra très rapidement la troisième arme. C'est ce triptyque des trois armes infanterie – cavalerie – artillerie qui dominera la manœuvre et la tactique depuis la Révolution jusqu'à nos jours.

Héritant de ce système, Napoléon y appliquera tout son génie militaire pour l'optimiser. Il mettra un terme définitif à la guerre des ordres en faisant adopter l'ordre mince pour le déploiement au combat, la ligne, et l'ordre profond, la colonne, pour les déplacements de ses divisions qu'il aura regroupées au sein de corps d'armée, fraction de son armée en mesure de conduire n'importe quelle action en autonome. Il va simplifier le système divisionnaire en mettant un terme à l'existence des divisions inter armes. La bataille étant désormais conduite au niveau du corps d'armée, les divisions seront spécifiques, soit d'infanterie soit de cavalerie, mais manœuvreront toujours en étroite coordination. Enfin, il se constitue une masse de manœuvre à ses ordres, la réserve de cavalerie, soit un corps de cavalerie regroupant les divisions de cavalerie lourde et de ligne qui aura comme rôle de «créer l'évènement» sur le champ de bataille en détruisant une formation ennemie déjà ébranlée, jamais un ennemi intact[2]. S'agissant de la lutte entre la cuirasse et le boulet, Napoléon se montrera un fervent adepte du feu : il n'engagera jamais une attaque qui n'ait été préparée par l'artillerie. La réserve de cavalerie disposera d'une artillerie organique, au même titre que ses corps d'infanterie. Sauf en cas de mêlée de cavalerie comme à Kranowitz sur le versant ouest de Pratzen, toutes les charges de cavalerie sont précédées par une préparation d'artillerie. C'est dans le même esprit qu'il s'est efforcé, à la fin de l'Empire, de doter sa «grosse cavalerie», (cuirassiers, carabiniers et grenadiers à cheval de la Garde), de mousquetons, de manière à être en mesure de fixer un ennemi par le feu avant de le désorganiser par une charge. La leçon sera malheureusement perdue par Ney à Waterloo et par ses successeurs en 1870 !


Wilimedia Commons

Général de Guibert
General de Guibert

Jusqu'en 1870, confrontée à des conflits asymétriques, l'armée française découvre lors de la conquête de l'Algérie la guerre de colonnes et d'implantation dans des «bordjs» qu'elle redécouvrira sur le même théâtre un siècle plus tard, dans un contexte différent. Contrainte de s'adapter à une forme de contre guérilla tant en Algérie que plus tard au Mexique, l'armée française va s'y focaliser et, la routine du temps de paix aidant, négligera de s'adapter aux nouvelles formes de guerre mises à jour tant lors de la guerre de Sécession que lors du conflit austro prussien de 1866. Le réveil sera brutal : au bout de quatre semaines de campagne, le 1er septembre 1870, sur 84 régiments de cavalerie qu'alignait l'armée française un mois auparavant, il n'en reste que 3 ! Le feu a montré sa suprématie.

La période séparant 1870 de 1914 sera féconde en réflexion tactique. Se fiant à l'exemple prussien, l'Ecole de Guerre nouvellement créée va chercher à renouveler la pensée tactique en se référant aux campagnes de l'Empire. Mais au-delà des principes, pérennes par essence, la doctrine s'est parfois attachée à rechercher des recettes sans toujours prendre en compte l'évolution de l'armement qui donnait


Ecole de Cavalerie de Saumur

charge du 3e Cuirassiers à Elsasshausen
3rd Cuirassier Regiment charge at Elsasshausen

2 Ce principe de ne jamais faire aborder par une charge de cavalerie un ennemi non préalablement ébranlé sera oublié par ses successeurs et source de graves déboires en 1870.

au feu une suprématie incontestable. Si bien que, en pêchant un peu par dogmatisme, au mépris des enseignements des guerres de Mandchourie et balkaniques, la pensée tactique française s'est fourvoyée jusque dans l'excès de l'offensive à outrance[3]. La sanction en sera les pertes énormes du mois d'août 1914[4].

La Grande Guerre a été marquée par une stratégie totalement prise en défaut et inopérante car les premiers engagements, du moins sur le front occidental[5], avaient abouti à une impasse tactique totale : le feu faisait sentir sa tyrannie et le mythe de la «percée» ne se réalisera jamais. Mais au-delà de cette image ultra connue, le colonel Goya[6] a démontré comment ce conflit s'est également imposé, sur le plan tactique, comme le premier conflit moderne : s'il est patent que la cavalerie montée n'a plus sa place sur le champ de bataille, elle est irrémédiablement supplantée par le «moteur combattant», l'infanterie y a trouvé des structures adaptées et qui perdurent encore aujourd'hui : la plus petite cellule de combat étant le groupe de combat commandé par un sous officier[7] et articulé autour d'une arme automatique. Mais la notion de front continu tenu par des masses d'infanterie appuyées par une artillerie puissante domine les esprits. *A contrario*, comme l'emploi des chars en autonome à Berry au Bac le 16 avril 1917 n'a pas été un succès probant, la doctrine en vigueur se limitera très rapidement à l'accompagnement d'infanterie, ce qui va s'avérer dramatique vingt ans plus tard. La France ne concevra l'emploi de ses chars qu'au rythme des formations d'infanterie qu'ils sont censés soutenir et mettant en œuvre un armement d'une portée limitée à celle d'un compartiment de terrain battu par les feux directs d'un bataillon d'infanterie.

Ayant eu à souffrir entre les deux guerres d'un magistère bleu horizon, contrepartie inévitable de la victoire de 1918 et du rajeunissement à outrance du haut commandement[8], l'armée française a abordé le second conflit mondial avec une doctrine tactique ni en phase avec les potentialités de son armement, les chars notamment, ni surtout cohérente avec celle de l'ennemi : c'est ainsi que l'on a pu dire que si ce sont les Français qui ont inventé les chars, ce sont les Allemands qui leur ont donné leur doctrine d'emploi avec la *Blitzkrieg* : trinôme char avion et poste radio[9]. A force de s'obnubiler sur les effets du feu, la doctrine tactique française avait perdu de vue l'avantage que pouvait lui donner la mobilité. Mais avant de subir le plus grand désastre qu'elle ait connu depuis Azincourt, l'armée française avait renoué entre les deux guerres avec la guerre irrégulière en Syrie et au Maroc qui avait vu la constitution des groupes mobiles.

Cette notion de groupe mobile sera remise à l'ordre du jour en Indochine où le corps expéditionnaire sera confronté à une guérilla qui évoluera progressivement vers une véritable guerre du fait de la montée en puissance du corps de bataille adverse, et ce dans un milieu particulièrement hostile, la jungle ou les rizières. En revanche, en Algérie, l'armée française a du revoir toutes ses règles d'emploi : confrontée à un conflit irrégulier tant en milieu ouvert qu'urbain, et devant contrôler la population, l'armée dut à la fois quadriller le territoire, le sanctuariser par des barrages frontaliers étanches, réduire les bandes par de vastes opérations et détruire simultanément l'organisation politico administrative rebelle.

De retour en métropole et en Allemagne, dans le contexte de la guerre froide, l'armée française se recentre sur la défense des intérêts vitaux de la nation dans le cadre de la dissuasion nucléaire. La pensée tactique est alors «gelée» et toute remise en cause du dogme en vigueur[10] sévèrement sanctionnée. Il s'agit, par une manœuvre un peu stéréotypée, en second échelon de l'Alliance, de contre attaquer un ennemi peu ou prou fixé de manière à le concentrer et en faire une cible significative pour l'application du feu nucléaire préstratégique, ultime avertissement avant le déclenchement de l'apocalypse nucléaire stratégique.

Et aujourd'hui ? A nouveau confrontée à la guerre au milieu des populations, l'armée de Terre redécouvre des modes d'action qu'elle avait développés il ya cinquante ans en Algérie, voire plus sous d'autres cieux. Mais l'histoire ne se répète jamais et seuls les principes demeurent pérennes. La seule certitude que l'on peut avoir dans le domaine tactique c'est qu'il n'existe jamais aucun schéma ou recette toute faite. La bonne solution résidera toujours pour une mission donnée dans une juste appréhension des modes d'action de son adversaire confrontés aux possibilités de ses propres moyens et appliqués au terrain. Mais n'est-ce pas là la quintessence même de toute méthode de raisonnement tactique ?

3 Non sans quelque opposition. Les aphorismes de bon sens de Pétain «Le feu tue» ou ironique de Lanrezac «Attaquons, attaquons…comme la lune !» sont connus.
4 300 000 tués, mois le plus sanglant de toute la guerre.
5 La nette supériorité doctrinale allemande en 1939 par rapport à l'armée française provient du fait que la Reichswehr, puis le Wehrmacht avaient tiré les enseignements du premier conflit mondial aussi bien depuis une guerre de position à l'Ouest que d'une guerre de mouvement à l'Est.
6 Michel Goya. La chair et l'acier Tallandier Paris 2004.
7 En recevant le commandement d'un groupe de combat, c'était la première fois que les sous officiers subalternes se voyaient chargés d'un rôle tactique.
8 Pétain sera vice président du Conseil Supérieur de la Guerre jusqu'en 1931 et exercera ensuite un véritable pouvoir moral sur l'armée. Gouraud sera membre du CSG jusqu'à sa retraite en 1937 ! Debeney, major général des armées en 1918 commandera l'Ecole de Guerre, puis le CHEM avant d'être chef d'état-major général.
9 Les Français demeuraient fidèles aux liaisons filaires.
10 Voir Brossollet avec l'essai pour la non bataille, le colonel Doly ou le général Copel pour l'armée de l'Air.

La manœuvre de Freudenstadt



Lieutenant-colonel Claude (R) FRANC/Chargé de mission à la Division Doctrine

Après le franchissement du Rhin, la 1re armée française se trouvait déployée sur la rive droite du fleuve dans un espace de manœuvre barré par le massif de la Forêt Noire. Agissant sur la position de moindre résistance ennemie, de Lattre a conçu une manœuvre visant à s'emparer du nœud de FREUDENSTADT, ce qui lui ouvrait des possibilités d'exploitation, aussi bien vers Stuttgart que vers la frontière autrichienne par le Haut Danube. Cette manœuvre demeure un exemple de conception, de conduite et d'exécution, tant toutes les fonctions opérationnelles ont été combinées de main de maître, aussi bien au niveau de l'armée que des corps d'armée et des divisions.

After crossing the Rhine, the 1st French Army was deployed on the right bank of the river, within a space of maneuver limited by the Schwarzwald (Black Forest) mountain range. Targeting the position where the enemy would show the least resistance, de Lattre designed a maneuver aimed at seizing the FREUDENSTADT node. This opened possibilities for exploitation towards Stuttgart as well as towards the Austrian border via the upper Danube. That maneuver is still a typical example for concept, conduct and execution of operations, in the sense that all warfighting functions were masterfully combined, at Army as well as Corps and Division levels.

L'action des 5ème et 1re divisions blindées en exploitation de la rupture

Après la réduction de la poche de Colmar, en février 1945, la 1re Armée française occupe toute l'Alsace et borde le Rhin. Pour faire irruption sur le territoire allemand, elle se heurterait à un triple obstacle, le Rhin, la Ligne Siegfried et la Forêt Noire. Le général de Lattre obtient du commandement allié un secteur en limite sud du Palatinat et, le 31 mars, le premier échelon de l'Armée franchit le Rhin à Spire, Germersheim et Lemersheim.

Le 4 avril, capitale du Grand duché de Bade, est atteint et de Lattre fixe l'objectif suivant, Stuttgart, capitale du Wurtemberg dont la XIXème armée allemande a organisé la défense.

La situation

Le 5 avril, la 1re armée a déployé dans la région de Karlsruhe le 2ème C.A. fort de 3 divisions d'infanterie et d'une division blindée. Le 1er C.A., articulé en 2 divisions d'infanterie et 1 division blindée se trouve encore en zone de déploiement d'attente sur la rive gauche du Rhin, à hauteur de Strasbourg.

Monsabert (commandant le 2ème C.A.), se trouve opposé aux gros de la XIXème armée qui barrent la direction de Stuttgart en s'appuyant sur une bretelle de la Ligne Siegfried, le cours de l'Enz, affluent du Neckar, et enfin, le cours du Neckar lui-même.

Béthouart (commandant le 1er C.A.), quant à lui, buttera successivement sur le Rhin, la Ligne Siegfried et la Forêt Noire.

L'idée de manœuvre

Le Général de Lattre s'oriente vers l'idée suivante : ne pas attaquer l'ennemi frontalement, ce qui n'amènerait aucune solution décisive et un risque d'enlisement des opérations dans un terrain favorable au défenseur. *A contrario*, attaquer sur un point où l'ennemi ne l'attend pas dans une région *a priori* de progression difficile. D'où la manœuvre envisagée : tout en se livrant à des démonstrations face aux défenseurs de Stuttgart, aborder la Forêt Noire par ses lisières Nord où la défense est moins étoffée, puis déclencher une attaque en force sur la direction Nord-Sud en vue de gagner la trouée de la Forêt Noire où passe la route Ouest-Est de Kehl à Stuttgart et qui aboutit à Freudenstadt dans la plaine du Neckar.
L'effet majeur de la manœuvre de l'armée visant à percer le dispositif ennemi à hauteur de Freudenstadt.


Wilimedia Commons

Général d'armée Antoine Béthouart
Army General Antoine Béthouart

En effet, la saisie de Freudenstadt coupe les communications des Allemands qui couvrent Strasbourg depuis la plaine de Bade, ouvrant en cela la progression au 1er C.A. de Béthouart. Par ailleurs, depuis Freudenstadt, plaque tournante qui commande toutes les directions, le commandant de l'Armée sera en mesure d'exploiter son succès et de désorganiser le dispositif allemand en lançant ses divisions en raids aussi bien vers le nord quevers le sud.

L'exécution fut conforme à la planification. Une division, la 9ème division d'infanterie coloniale (Valluy) demeure à l'est de Karlsruhe et attire de ce côté l'attention de l'ennemi par une attaque en direction de Rastadt, tandis que deux divisions - les 3ème division d'infanterie algérienne (Guillaume) et 2ème division d'infanterie marocaine (Linarès) - renforcées de groupements de tabors et d'un groupement blindé chacune, attaquent du nord vers le sud depuis la trouée de Pforzheim, avec effort par la 2ème D.I.M. sur la direction Bruchsal - Illingen. L'attaque réussit le 8 avril par la prise de Pforzheim.
La progression dans la Forêt Noire s'avère lente, car l'ennemi y a accumulé les obstacles, certains abattis mesurant plusieurs centaines de mètres de profondeur. Freudenstadt tombe le 17 avril et la liaison avec Kehl et le 1er C.A. établie. L'exploitation peut commencer dans la foulée.
Ayant ainsi brisé le dispositif défensif ennemi dans la Forêt Noire à hauteur de Freudenstadt, et en mesure de déboucher dans la haute vallée du Neckar, le général de Lattre dispose de deux divisions blindées pour exploiter cette rupture et en faire une victoire décisive par la destruction de la XIXème armée allemande.

Deux objectifs s'offrent à lui, tous deux d'importance majeure : au Nord, Stuttgart et le gros de la XIXème Armée et au Sud, le XVIIIème C.A. qui interdit la Forêt Noire face à l'Ouest. Ces deux volumes de forces ennemis sont tournés par le débouché soudain des Français à Freudenstadt.

Le Général commandant l'armée estime qu'il était en mesure de conduire simultanément les deux manœuvres sur les arrières ennemis et attaquer à revers à la fois les défenseurs de Stuttgart et ceux de la Forêt Noire. La rupture une fois effectuée et réussie, l'outil d'exploitation, s'il est suffisamment puissant, peut éclater comme un projectile et agir sur plusieurs directions simultanément. Le général de Lattre dispose de deux excellents outils, aguerris et recomplétés, à savoir ses deux divisions blindées. Il décide en conséquence de lancer la 5ème D.B. (Schlesser) sur Stuttgart et la 1re D.B. (Sudre) sur les défenseurs de la Forêt Noire.

La 5ème Division Blindée tourne Stuttgart par le Sud

Sans désemparer, le lendemain de la prise de Freudenstadt, le 18 avril, la 5ème D.B. débouche en empruntant la vallée du Neckar. Schlesser reçoit comme objectif Stuttgart, à atteindre par le sud et le sud-est. La leçon de l'offensive sur Mulhouse du mois de novembre a été retenue[1], la sécurité des communications de la division est assurée par un groupement d'infanterie, tandis qu'une division, la 3ème D.I.A., couvre son flanc gauche face à des réactions allemandes possibles. Largement éclairé vers l'avant par les escadrons du 1er Etranger de cavalerie, Schlesser progresse vers son objectif avec deux groupements tactiques dont l'action est décentralisée, tandis que le troisième, établit une tête de

1 Lors de l'offensive sur Mulhouse, les communications de la 1re D.B. étaient réduites à un axe unique longeant la frontière suisse et que les Allemands ont coupé à hauteur de Delle.

pont sur la rive droite du Neckar en vue du développement ultérieur des opérations. La 5ème D.B. atteint Stuttgart le 21 avril, par son groupement de droite. L'irruption des chars français à Stuttgart surprend les arrières de l'armée allemande et force celle-ci à se replier très en désordre en abandonnant un matériel considérable et de nombreux prisonniers.

La 1re Division Blindée encercle la Forêt Noire

Le 1er C.A. auquel est rattachée la 1re D.B. est chargé d'envelopper les troupes allemandes qui défendent la Forêt Noire, soit les quatre divisions du XVIIIème A.K.
Une des divisions françaises, la 14ème Division d'infanterie (Salan) débouche de Kehl sur la rive droite du Rhin, en direction de Bâle, tandis que les gros du corps d'armée, dont la 1re D.B. rejoint Freudenstadt par l'axe dorénavant libre.

Le lendemain du jour où la 5ème D.B. a débouché vers le Nord-Est, Sudre, commandant la 1re D.B. débouche de la ville de Freudenstadt le 19 avril en direction du Sud en suivant l'est de la Forêt Noire avec comme objectif la frontière suisse, en vue de couper toute retraite au XVIIIème A.K. La sûreté de ses communications ainsi que la flanc-garde de son flanc droit sont assurés par la 4ème division marocaine de montagne (de Hesdin) qui reçoit mission de détruire les forces allemandes qui tenteraient de déboucher de la Forêt Noire. La puissance, la mobilité et la vitesse des unités blindées de Sudre sont le gage du succès de sa mission.

La 1re D.B. atteint le Danube en deux jours, le 21 avril, par deux de ses groupements qui franchissent le fleuve dans la foulée à Mülheim et Donaueschingen. L'un d'eux poursuit droit au Sud et, le 23 avril, boucle la frontière suisse à hauteur de Zollhaus au nord de Constance. Les quatre divisions allemandes déployées dans la Forêt Noires sont coupées de leurs arrières. Le commandant du XVIIIème A.K. réagit vigoureusement en lançant des contre-attaques visant à rompre l'étau qui l'étreint. Les 1re D.B. et 4ème D.M.M. sont engagées dans de violents combats, de plus en plus décousus dans lesquels elles conservent l'ascendant.

La manœuvre d'armée, la percée et l'enroulement des arrières ennemis a pleinement réussi. Le corps d'armée allemand est réduit.
Mais la 1re D.B. ne s'est pas contentée de ce fait d'armes. Sudre regroupe le gros de sa division sur le Danube à hauteur de Siegmaringen[2], effectue une conversion face à l'est, descend le cours de la vallée du fleuve et atteint Ulm le 23 avril et borde l'Iller. Ce large mouvement enveloppant fait tomber les défenses du Jura Souabe, massif montagneux situé au nord et à l'ouest d'Ulm, entre Danube et Neckar.

L'audacieuse manœuvre de Freudenstadt a totalement réussi. Ayant forcé le passage du Rhin le 31 mars, la 1re armée française a atteint le 23 avril le Danube, Ulm et Stuttgart[3], au cœur de l'Allemagne, ayant détruit une armée allemande et ouvert tous les itinéraires en direction de l'Allemagne du Sud et du Tyrol autrichien.

Entré de vive force au centre du dispositif ennemi, le commandant de l'armée a fait éclater son attaque comme un projectile : il a lancé ses divisions rapides, sa cavalerie blindée, de part et d'autre sur les arrières d'un ennemi dont le dispositif avait été tourné.

Ces divisions on rencontré de fortes résistances qu'elles ont du réduire dans la foulée de leur progression, les sous groupements de tête bénéficiant de l'appui direct d'une artillerie puissante et mobile, dont l'emploi était décentralisé à leur échelon. Le succès de cette manœuvre face à un ennemi encore «coriace» est du à l'aptitude manœuvrière des unités, à l'habitude acquise par les commandants de sous-groupements de mixer systématiquement leurs unités, de changer d'attitude en fonction de l'évolution de la situation, d'intégrer systématiquement les appuis dans leur manœuvre et, grâce au respect draconien de la procédure d'émettre des ordres et des comptes rendus précis et concis. Il est significatif de constater que, tout au long de cette manœuvre, si Schlesser n'a commandé sa division qu'à la voix, son état-major n'a cessé quant à lui de planifier l'action suivante et à fournir au commandant de division un plan de manœuvre à jour.

Enseignements

La rupture en un point central du dispositif ennemi, suivie dans la foulée de l'attaque à revers des ailes par des unités d'exploitation rapides et puissantes a abouti à une victoire complète.Ce constat avait déjà été effectué dans l'Histoire. Condé à Rocroi ou à Seneffe, n'était opposé qu'à une infanterie peu manœuvrière, très lente à se mouvoir. Sa cavalerie, avec le trot et un peu de galop, armée de ses sabres et de ses pistolets, constituait un outil suffisamment fort et rapide pour manœuvrer dans toute l'étendue du champ de bataille, effectuer la percée et prendre l'ennemi à revers. Condé disposait d'un très bon outil, il a eu le mérite de savoir remarquablement s'en servir.

Après Condé et avant l'avènement des divisions blindées, il n'y eut guère d'exemples de victoires obtenues par la percée, même sous l'Empire où Napoléon privilégiait l'enveloppe-ment et la poursuite. Il convient néanmoins de se souvenir de la manœuvre de Franchet d'Espèrey en Macédoine en septembre 1918 où la brigade de cavalerie de Jouinot-Gambetta (1er Spahis marocains et 1er et 4ème Chasseurs d'Afrique) attaque en pleine montagne,

2 Où il manque de faire prisonniers les derniers dignitaires de Vichy repliés.
3 La prise de Stuttgart qui ne se situait pas dans la zone d'action de la 1re armée française mais dans celle de la 7ème armée US donnera lieu à un grave incident politico militaire franco-américain lorsque le général de Gaulle donnera l'ordre formel à de Lattre d'y installer une garnison permanente avec un officier général, Guillaume, comme commandant d'armes.



Maréchal de Lattre de Tassigny

rompt le front germano-bulgare sur son point de moindre vulnérabilité et atteint Uskub sur l'unique ligne de retraite de l'ennemi où elle se maintient avec un très faible soutien d'infanterie.

Cette action contraint la 11ème armée germano-bulgare, totalement démoralisée, à mettre bas les armes et une nation, la Bulgarie, à capituler.

Vingt deux ans plus tard, l'état-major allemand a le premier mis en œuvre le nouvel outil blindé en perçant le front français sur la Meuse et en exploitant jusqu'à la Manche, puis en attaquant à revers les armées françaises prises au piège à Lille et à Dunkerque. Manœuvre rééditée quinze jours plus tard en perçant sur l'Aisne et en enroulant toutes les armées de l'Est par une manœuvre d'exploitation jusqu'à la frontière suisse.

En 1944, en Normandie, Bradley a de même rompu le front allemand au nord d'Avranches, permettant l'introduction des divisions de la 3ème armée US, dont la 2ème D.B. et l'attaque à revers de la 5ème armée blindée et de la 7ème armée, coincées dans la poche de Falaise.

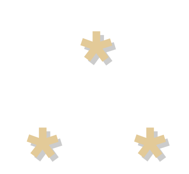
Le Général de Lattre en avril 1945, achève la campagne par une victoire en perçant et attaquant à son tour à revers. Au lieu de livrer une bataille frontale au nord de la Forêt Noire, où l'ennemi l'attendait entre Karlsruhe et Stuttgart, il pénètre dans la Forêt Noire, sur un terrain difficile, cisaille le dispositif allemand à hauteur de Freudenstadt, débouche dans la plaine du Neckar, puis utilisant la puissance et la vitesse de ses deux divisions blindées, il attaque à revers, au nord et au sud, les deux ailes du dispositif allemand. C'est le succès complet.

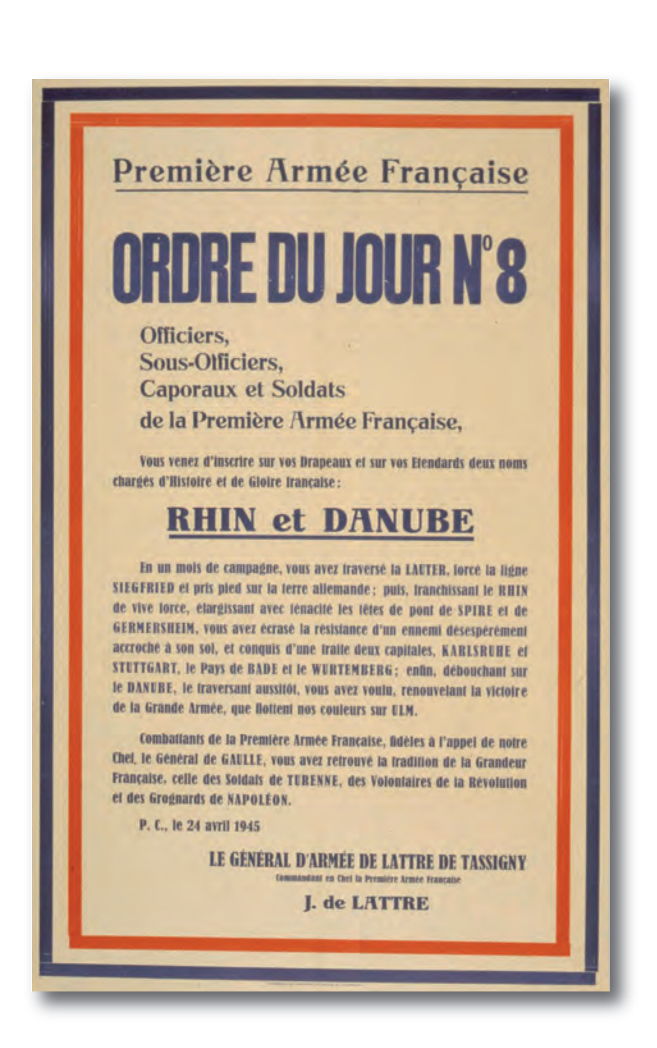
Sources.

Général de Lattre de Tassigny,
Histoire de la Première Armée, Paris, Plon 1949.

Colonel Saint Martin,
L'arme blindée française, T. 2, 1942-1945,
dans le fracas des batailles, Paris, Economica, 1998.

Ecole Supérieure de Guerre,
Recueil de conférences d'Histoire militaire,
Le 2ème C.A. dans la manœuvre de Freudenstadt,
LCL Daumont, Paris, 1955.





Première Armée Française

ORDRE DU JOUR N°8

Officiers,
Sous-Officiers,
Caporaux et Soldats
de la Première Armée Française,

Vous venez d'inscrire sur vos Drapeaux et sur vos Etendards deux noms chargés d'Histoire et de Gloire française :

RHIN et DANUBE

En un mois de campagne, vous avez traversé la LAUTER, forcé la ligne SIEGFRIED et pris pied sur la terre allemande ; puis, franchissant le RHIN de vive force, élargissant avec ténacité les têtes de pont de SPIRE et de GERMERSHEIM, vous avez écrasé la résistance d'un ennemi désespérément accroché à son sol, et conquis d'une traite deux capitales, KARLSRUHE et STUTTGART, le Pays de BADE et le WURTEMBERG ; enfin, débouchant sur le DANUBE, le traversant aussitôt, vous avez voulu, renouvelant la victoire de la Grande Armée, que flottent nos couleurs sur ULM.

Combattants de la Première Armée Française, fidèles à l'appel de notre Chef, le Général de GAULLE, vous avez retrouvé la tradition de la Grandeur Française, celle des Soldats de TURENNE, des Volontaires de la Révolution et des Grognards de NAPOLÉON.

P. C., le 24 avril 1945

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE DE LATTRE DE TASSIGNY
Commandant en Chef la Première Armée Française
J. de LATTRE



5 AVRIL 2012 : RÉUNION DE COORDINATION CDEF - COMMANDANTS D'ECOLES - DEP

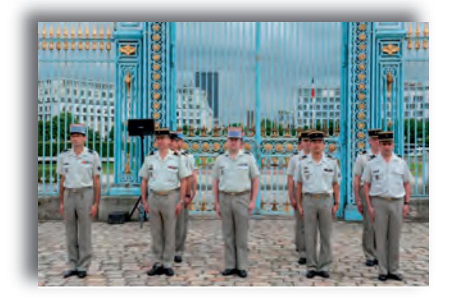
La journée des commandants d'organismes de formation (ODF) ainsi que des directeurs des études et de la prospective (DEP) s'est tenue le 5 avril 2012 à l'Ecole militaire. Organisée par le CDEF une fois par an, cette rencontre de la communauté doctrinale est un rendez-vous majeur.

Cette année, le fil directeur était orienté autour de «la synergie entre doctrine, entraînement et formation». Ainsi, 14 commandants d'écoles et de centres de formation, accompagnés de 16 DEP et des principaux acteurs du domaine du CDEF, ont fait le point des études en cours et évoqué leurs préoccupations. Rendez-vous est d'ores et déjà pris pour 2013, probablement dans l'un des centres d'entraînement du Centre de préparation des forces (CPF).

21 - 25 MAI 2012 : STAGE BRIGADOC



Le stage BRIGADOC, organisé chaque année par le CDEF, s'est déroulé du 21 au 25 mai 2012 à l'école militaire. Il a accueilli 20 stagiaires et 26 conférenciers.
Ce stage s'adresse aux futurs commandants de brigade, aux futurs adjoints directs (colonels adjoints et chefs d'état-major), ainsi qu'aux futurs généraux adjoints et chefs d'état-major d'EMF. L'objectif du stage est de préparer ces derniers à leur prochain emploi en actualisant leurs connaissances sur la doctrine tactique d'emploi des forces terrestres au niveau de la brigade dans un cadre interarmées.
Les interventions du CEMAT et du MGAT ainsi que des conférenciers provenant de divers horizons (EMA, CICDE, CPCO) et les échanges qui les suivent constituent toujours des moments forts de ces journées.



1ER JUILLET 2012 : TRANSFERT DE LA SIMULATION À SATORY

Le 27 juin 2012, la cérémonie de transfert de la composante simulation du Centre de doctrine d'emploi des forces à Satory a eu lieu dans la cour d'honneur de l'Ecole militaire.
Si la Division simulation recherche opérationnelle disparaît comme entité du CDEF, ses deux missions demeurent. La partie «Simulation», transférée à Satory en tant que groupement simulation, fusionnera en 2013 avec le Détachement d'appui à la numérisation de l'espace de bataille (DANEB), constituant ainsi le Centre d'expertise pour l'infovalorisation et la simulation (CEISIM). La Recherche opérationnelle reste au CDEF et intègre la Division recherche et retour d'expérience. Le nouveau bureau Analyse Recherche Opérationnelle (ARO) sera responsable des études capacitaires et opérationnelles.
Les informations concernant la simulation et la recherche opérationnelle sont accessibles par le portail Intraterre/EMAT/onglet métier/simulation.

COLLOQUE DE DOCTRINE DE L'ARMÉE DE TERRE 2012



Le prochain colloque de doctrine de l'armée de Terre, organisé par le Centre de doctrine d'emploi des forces (CDEF) aura lieu le **mardi 18 décembre 2012**, à partir de 14 heures, au Palais Bourbon à Paris. Il portera cette année sur le thème suivant : **«Sauvegarde des populations : engagements terrestres sur le territoire national et en prévention des crises à l'extérieur»**.

Les réflexions conduites permettront d'apporter un éclairage sur l'engagement des forces terrestres dans les fonctions «protection» et «prévention» sur le territoire national, en appui du dispositif de sécurité intérieure et de sécurité civile, mais aussi à l'étranger.

Ce colloque, présidé par le CEMAT, réunira un panel d'intervenants civils et militaires de haut niveau, français et étrangers, ainsi qu'un parterre d'invités concernés par l'emploi de nos forces terrestres. (inscription sur invitation)

Le prochain Doctrine Tactique (n° 26), à paraître en décembre 2012, aura pour thème «Les engagements terrestres sur le territoire national».



Les crises se nouent et se dénouent presque toujours au sol, dans la périphérie ou dans les centres urbains et au milieu des populations. Ainsi, l'engagement en zone bâtie et habitée exige la stricte application des principes de la guerre par une coopération interarmes particulièrement poussée, décrite en détail dans ***la «Doctrine d'emploi des Forces Terrestres en zone urbaine et périurbaine».***



Constituant la déclinaison et la mise en œuvre au niveau tactique du «concept interarmées relatif à l'influence en appui aux engagements opérationnels» (CIA-3.10 (A) du 31 mars 2012), ***la «Doctrine des actions sur les perceptions et l'environnement opérationnel (APEO) des Forces Terrestres au niveau tactique»*** *guide le chef en opération agissant dans le cadre d'une manœuvre globale. Elle s'adresse prioritairement aux chefs tactiques de la composante terrestre engagés sur les théâtres d'opération.*



Le groupement tactique interarmes est le premier niveau des forces terrestres capable d'obtenir des effets dans tous les cas d'engagement et dans la durée. De fait, le GTIA peut intégrer et commander des renforcements de toute nature afin d'adapter à la situation la gamme des effets disponibles. ***La «Doctrine d'emploi du groupement tactique interarmes (GTIA) générique»*** *s'adresse en priorité aux chefs opérationnels des niveaux opératif et tactique, comme aux officiers de leurs états-majors.*



La «Doctrine de mise en œuvre du PC de groupement tactique interarmes» *s'adresse aux chefs interarmes et à leurs états-majors, mais aussi à tous ceux qui ont besoin de rester au fait des évolutions qu'ont connues les PC tactiques ces dernières années. Générique, elle présente l'organisation, le fonctionnement et les procédures des divers PC de GTIA.*



La «Doctrine d'emploi militaire Tsahal : entre rupture et continuité»*, est marquée par l'absence de profondeur stratégique de l'état d'Israël et le caractère extrêmement minoritaire de la population juive dans un environnement arabe. Ceci lui a imposé un choix stratégique ambivalent : principe général fondé sur la défensive, mais posture opérationnelle privilégiant l'offensive. Cependant, les traités de paix successifs avec les pays riverains et le développement des milices islamistes ont totalement modifié pour* ***Tsahal*** *les formes de la guerre à mener. Entre rupture et continuité,* ***Tsahal*** *doit aujourd'hui surmonter ces contradictions en tenant compte des évolutions des opinions publiques.*

Ces documents sont à retrouver en ligne sur le site du CDEF - Intraterre & Internet www.cdef.defense.gouv.fr

DOCTRINE



C.D.E.F
Centre de Doctrine
d'Emploi des Forces

